N° 23. — Novembre 1926 Prix : 2 fr. 50

La Révolution prolétarienne

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

DANS CE NUMÉRO :

ADMINISTRATION et RÉDACTION : 96, quai Jemmapes. — PARIS (10e)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue Mensuelle Syndicaliste Communiste

LE "NOYAU"

PIERRE MONATTE, ALFRED ROSMER, V. DELAGARDE, M. CHAMBELLAND, R. LOUZON, A. GARNERY, MARTHE BIGOT, JEHANNE STANKO, V. GODONNÈCHE, ALBIN VILLEVAL, GEORGES AIRELLE, J. AUFRÈRE, A. MAHOUY, G. LACOSTE, F. CHARBIT, L. MARZET, C. HATTENBERGER, R. HAIRIUS, FINIDORI.

Adresser toute la Correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à :

P. MONATTE
96, quai Jemmapes — PARIS-X°
Chèque Postal : *Révolution Prolétarienne* 734-99 Paris

Permanence : l'après-midi, de 5 à 7 heures

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES		EXTÉRIEUR	
Six mois	13 fr.	Six mois	18 fr.
Un an	25 fr.	Un an	35 fr.

PRIX DU NUMÉRO :
France : 2 fr. 50 — Extérieur : 3 fr.

SOMMAIRE du n° 23 (*Novembre 1926*)

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE est vendue au numéro

PARIS

II° arrondissement :
Marchand de journaux, 127, rue Montmartre.

III° arrondissement :
Kiosque (Pauvre Jacques), place de la République, angle rue du Temple.

V° arrondissement :
Lebrun, journaux, 8, rue Gracieuse.
Kiosque place Saint-Michel, sortie Métro.
Kiosque boulevard Saint-Michel, angle rue Soufflot.
Kiosque boulev. Port-Royal, angle rue Saint-Jacques.

VI° arrondissement :
Librairie Delesalle, 16, rue Monsieur-le-Prince.
Kiosque boul. St-Michel, angle boulev. St-Germain.

X° arrondissement :
Librairie du Travail, 96, quai de Jemmapes.
Marchand de journaux, 25, rue Grange-aux-Belles.
Kiosque en face la Bourse du Travail.
Kiosque place de la République, angle faub. du Temple.
Kiosque théâtre de la Porte-Saint-Martin.
Kiosque boulevard St-Martin, face Folies-Dramatiques.

XI° arrondissement :
Kiosque (Potin), angle faubourg Saint-Antoine et avenue Ledru-Rollin.

XII° arrondissement :
Kiosque place de la Bastille, angle boulevard de la Bastille, sortie Métro.

XIII° arrondissement :
Libr. de la Poste, angle rue Coypel et av. des Gobelins.

XIV° arrondissement :
Librairie-papeterie, 163, rue d'Alésia.
Garrigou, 87, rue d'Alésia.

XV° arrondissement :
Librairie Dorigny, 22, rue Cambronne.

XVII° arrondissement :
Librairie, 18, rue Davy.
Librairie, 187, rue Legendre.

XVIII° arrondissement :
Souchard, journaux, 98, rue du Poteau.
Librairie, 135 *bis*, rue Ordener.
Kiosque mairie du XVIII°, rue Ordener.

XIX° arrondissement :
Librairie Prat, 130, avenue Jean-Jaurès.

BANLIEUE

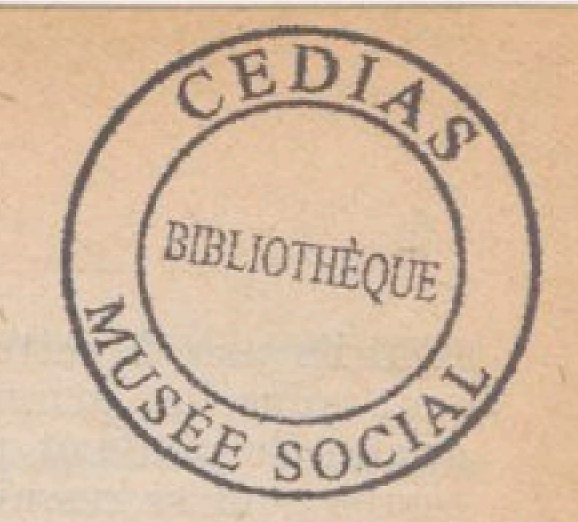
SAINT-DENIS. — Kiosque Desjardins, angle boulevard Jules-Guesde et rue de la République.

DÉPARTEMENTS

EPINAL. — V. Loquier, 9, rue Aubert.
LIMOGES. — M. Dubéry, journaux, 1, pl. Denis-Dussoubs.
LYON. — Maison du Peuple, 169, rue Molière.
MARSEILLE. — Bibliothèque sociale, Bourse du Travail, rue de l'Académie.
NANCY. — Libr. de l'Union des Syndicats, 2, rue Drouin.
NICE. — Kiosque place Garibaldi.
— Kiosque Pont-Magnan.
— Kiosque av. de la Victoire (Dames de France).
— Libraire, 37, rue Gioffredo.

Prière à nos amis de Paris de nous indiquer les kiosques ou libraires acceptant de mettre en vente la R. P. et de l'afficher.
A nos amis de province de nous trouver un dépositaire dans leur centre.

Il ne faut pas attendre que le lecteur vienne à nous; il faut aller à lui.



OU VA LA RÉVOLUTION RUSSE ?

La « défaite » de l'Opposition

La XV[e] Conférence (*sic*) du Parti bolchévik a eu lieu. On sait qu'il n'y a plus en Russie, depuis la disparition de Lénine, ni véritable congrès, ni conférence dans le vrai sens du terme, ni aucune assemblée délibérante authentique. Il n'y a que réunions *d'enregistrement,* composées de participants *choisis* par la fraction au pouvoir, où l'auditoire vient prendre docilement leçons et instructions, où les organisateurs sont assurés d'approbations automatiques, où nulle surprise n'est possible : orateurs de tout repos, débats inoffensifs, résolutions dictées d'avance.

On ignore encore la pleine signification de l'événement. Sans doute disposons-nous déjà de plusieurs discours kilométriques des rapporteurs, mais il faut des loisirs pour dégager quelque chose de cet embrouillamini. De plus, l'intérêt de ce genre d'assemblées n'est jamais dans la salle mais à côté. Tout se révèle et se décide dans un petit clan d'où filtrent peu à peu les nouvelles. On retrouve là bien des procédés du parlementarisme bourgeois, avec variantes et traits plus ou moins accentués : jeux de marionnettes en séance, conciliabules décisifs dans les couloirs. Enfin, caractéristique importante : « on » place toujours la réunion devant un fait accompli.

Cette fois encore, cela n'a pas manqué. Tout a été mené de façon à régler, fût-ce provisoirement, le sort de l'opposition avant l'arrivée des « délégués ».

***

Des politiques trop intéressés et d'irresponsables amateurs d'émotions fortes espéraient une tragédie ; dans leur déception, ils ont crié à la farce. Les communistes nonconformistes de notre sorte, appréhendant une tournure violente du conflit, que tout laissait craindre, sont naturellement d'un autre avis.

La fraction omnipotente, inquiète de la ténacité d'une opposition non réductible par les procédés ordinaires de l'intimidation et de la corruption, a usé d'une tactique provocatrice dont elle espérait vraisemblablement des effets de riposte offrant prétexte à une sanglante répression (1) : moyen classique, sans originalité, dont la réussite eût procuré à de ci-devant bolchéviks une sécurité de quelques mois ou de quelques années. L'opposition, privée de tout droit d'exister, ne pouvait choisir qu'entre l'insurrection et la soumission. Elle s'est soumise sans rien rabattre de ses opinions, pour éviter une effusion de sang. Des adversaires principiels du régime peuvent seuls les en blâmer. Nous, communistes de la première heure comme de la dernière minute, nous efforçons de les comprendre dans la mesure où notre information le permet, quitte à corriger notre point de vue avec d'autres renseignements.

L'opposition est défaite sans avoir pu discuter, encore moins combattre. Elle a dû signer sous la menace une déclaration de renoncement, une sorte de promesse de rester en état de catalepsie politique... Il est vrai que ce texte implique une possibilité de discuter dans les cadres légaux du Parti : mais c'est une incohérence ajoutée à tant d'autres dans un Parti *où la discussion est interdite,* où la légalité implique le silence, où la moindre objection est contre-révolutionnaire, où le bureaucrate prétend incarner le prolétariat tandis que l'ouvrier conscient est traité de bourgeois.

Les représentants de l'ancienne « opposition ouvrière », à leur tour, ont dû signer une déclaration parente de la précédente, mais probablement sous des menaces plus pressantes, à en juger par les phrases où les signataires se condamnent eux-mêmes, eux et leurs conceptions, eux et leurs propres textes... Ici, l'incohérence paraît atteindre à l'apogée. Mais sait-on jamais, avec cette forme de délire appelée bolchévisation ? Peut-être en verrons-nous bien d'autres.

Tout ce qu'il y a de propre, de sincère, de digne, de révolutionnaire dans le mouvement ouvrier mondial éprouve un profond dégoût au spectacle de cet enchevêtrement de combinaisons politiciennes, dont les partenaires se sentent libérés de tout scrupule, de tout impératif catégorique, de toute loi morale, de tout principe tutélaire, sans lesquels aucune association humaine ne saurait exister. Comment nos camarades russes ne compren-

(1) On connaît la phrase de Dzerjinsky sur « la poudre sèche » pour l'automne et d'autres menaces d'agents du pouvoir. Un porte-plume de la fraction dirigeante, Larine, évoquant dans la *Pravda* du 30 octobre les éventualités logiques de la lutte, écrivait : « *Ou l'exclusion et l'écrasement légal de l'opposition, ou la solution de la question à coups de canon dans les rues, comme dans le cas des socialistes-révolutionnaires de gauche en juillet* 1918 *à Moscou.* »

nent-ils pas, à cette époque où ils ne subissent plus la griserie du combat homicide, quand ils peuvent prendre du champ et du temps pour se ressaisir et méditer, qu'à force de répudier toutes les notions de l'éthique prolétarienne, de se dégager de tout *self-control* sous prétexte de sacrifier à une discipline de clique, de confondre leurs fins personnelles ou fractionnelles avec les fins du prolétariat pour justifier « tous les moyens », de substituer aux enseignements de Marx et d'Engels ceux de saint Ignace de Loyola et de son contemporain florentin Machiavel, de se tirer d'affaire par la ruse, la tromperie, l'astuce, — comment ne comprennent-ils pas qu'ils perdent successivement leur respect mutuel, puis le respect d'eux-mêmes, enfin le respect de tout révolutionnaire pensant ? Aveugles et sourds, ces parvenus éperdus de pouvoir, qui croient résoudre leurs difficultés alors qu'ils les reculent et les accumulent, tout en se rendant impuissants à les surmonter par des discussions intestines et des haines inexpiables. Que d'autres, payés pour cela, que d'autres, suiveurs ou fanatiques, que d'autres, crétinisés à cet effet, les encensent et les flagornent. En leur disant la vérité, nous leur avons rendu, à eux et à la Révolution, un meilleur service. Nous continuerons. « *Faites-vous des amis prompts à vous censurer* », disait le poète satirique. Les bolchéviks se sont fait de faux amis prompts à les flatter, à les encourager dans l'erreur. Combien sommes-nous qui avons été à leurs côtés aux heures difficiles prometteuses de représailles et qui maintenant, exposés à des coups de tous côtés, les défendons contre eux-mêmes dans leur ivresse de dictature non-prolétarienne ? Il n'importe : le quart d'heure est pénible mais nous avons la plus belle part.

Nous n'aurons pas la naïveté d'accorder à ces déclarations de l'opposition une importance que leur refusent leurs inspirateurs, leurs rédacteurs, leurs signataires et leurs lecteurs. Puisque rien ne signifie plus rien, puisque le léninisme couvre tout, puisque n'importe qui peut faire n'importe quoi, puisque chacun se sent libre d'abuser de sa force, de se soustraire à ses engagements ou de se désavouer soi-même, nous aurons pour ce chaos le mépris qu'il mérite. Nous prenons acte d'extorsions de signatures, de menaces sous conditions, de violation de tous les principes formulés du communisme, accomplies au nom des intérêts supérieurs de la Révolution que les uns et les autres comprennent différemment. Nous en tiendrons compte, mais seulement comme illustrations d'une dégénérescence dont nous avons signalé dès 1924 les syndromes et qui, faute de communistes assez clairvoyants et courageux pour la discerner et la combattre, n'a cessé de s'aggraver. Et nous constaterons simplement que dans de tristes combats comme celui dont la Conférence a prétendu enregistrer le bilan, *il n'y a que des vaincus.*

C'est le Parti tout entier, c'est le bolchévisme dégénéré qui sort amoindri, abaissé, vaincu de cette dernière phase de crise, comme des trois précédentes. Depuis 1923, le Parti ne sait plus puiser un regain de vigueur dans ses épreuves, comme il faisait auparavant en servant les intérêts intelligemment compris du prolétariat, identiques à ceux d'un parti qui serait réellement communiste. Il y a aujourd'hui des intérêts nouveaux de caste, de la bureaucratie soviétique, opposés à ceux de la classe ouvrière ; on ne peut plus servir les uns sans desservir les autres. Et dans la prochaine phase aiguë de la crise, de cette crise qui dure et continuera tant que les mêmes causes produiront les mêmes effets, le Parti ne s'arrêtera de déchoir qu'en sacrifiant les premiers aux seconds, à supposer qu'il en soit encore capable, — ce que nous voudrons espérer jusqu'à la dernière extrêmité et à quoi nous travaillerons sans faiblir en dépit des attaques mercenaires.

⁂

Comment l'opposition, assez informée de la situation générale, instruite des intentions de ses adversaires décidés à tout, s'est-elle laissée provoquer, puis battre sans pouvoir se débattre ? L'histoire est assez simple. Après les sanctions contre Zinoviev et Lachévitch, la fraction de Staline prépara une « campagne d'explication », menée dès septembre ; on appelle ainsi une campagne de diffamation destinée à discréditer, à déshonorer des contradicteurs *tout en leur interdisant d'ouvrir la bouche* sous le cynique prétexte que « le Parti » — lisez : les chefs bureaucrates qui prétendent l'incarner — « ne veut pas de discussion ». Ainsi, le Parti, dont on ne demande pas l'avis, doit subir et voter sans broncher des calomnies officielles qui lui répugnent et, en son nom, les calomniateurs interdisent aux calomniés de parler et d'écrire. On a peine à croire que des révolutionnaires au passé honorable puissent descendre à une telle lâcheté : cela est, pourtant, dans le parti d'après la mort de Lénine. Il n'y avait aucun exemple de ce genre dans l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Couverte d'outrages, assaillie de menaces, l'opposition préféra esquisser une résistance avant de disparaître, plutôt que succomber sans combat. Elle se résolut donc à un acte que les officiels qualifient « d'inouï » dans les annales du Parti : elle osa se rendre dans des cellules ouvrières *et y demanda la parole.*

Ce forfait indicible provoqua un accès de fureur panique des milieux dirigeants. Nous renonçons à le décrire : il faudrait traduire, parmi les milliers de motions maculant les jour-

naux, un certain nombre de textes caractéristiques, et le format de la *R. P.* nous l'interdit. Nous avons sous les yeux quelques liasses de gazettes de cette période d'hystérie collective; elles semblent rédigées dans des asiles d'aliénés. La *Pravda de Léninegrad* des 3 et 5 octobre publiait des manchettes sur six colonnes en caractères d'affiches et trois pages de vociférations, d'injures, de divagations, de menaces. Et tout cela contre une opposition qui, paraît-il, *n'existe pas*, n'a personne derrière elle, etc. Qu'eût-ce été si l'opposition avait eu quelques adhérents ? La *Pravda de Léninegrad* du 5 est particulièrement instructive; son aspect typographique seul trahirait, dans la bousculade des caractères, des capitales, des bas de casse, des doriques, des interlignes, des points d'exclamation à *tous les titres*, l'extraordinaire perte de sang-froid de la rédaction et de la cohorte des fonctionnaires dont elle exprime l'affolement. Mais traduisons simplement *les titres* de ce numéro :

« *L'opposition spécule sur nos difficultés, à bas la discussion ! A bas les scissionnistes !* »

« *Pour la discipline bolchévique, pour l'unité !* »

« *Protestons contre les agissements criminels scissionnistes de l'opposition !* »

« *Nous demandons au Comité Central des mesures décisives contre les leaders de l'opposition qui attentent aux décisions des Congrès !* »

« *Le Comité Central doit prendre les mesures les plus décisives contre les scissionnistes !* »

« *Il est indispensable d'en finir résolument avec le travail fractionnel !* »

« *Pour la discipline de fer des rangs léninistes !* »

« *A bas la politique scissionniste des leaders de l'opposition !* »

« *Les Jeunesses communistes ne tolèreront pas les fractionnaires dans leurs rangs !* »

« *A bas les scissionnistes !* »

« *Tout le Parti pour le Comité Central léniniste !* »

« *Nous exigeons qu'on ne nous empêche pas de travailler !* »

« *Pour l'unité bolchévique du Parti léniniste !* »

« *L'organisation de Léninegrad fut et sera l'indestructible rempart du Comité Central !* »

« *L'organisation de Léninegrad est contre la discussion, elle ne permettra pas la scission des rangs du Parti !* »

« *Il faut obliger les chefs opposants qui s'oublient à exécuter les décisions du Parti !* »

« *Nous condamnons avec révolte les agissements de l'opposition !* »

« *Que les chefs de l'opposition ne provoquent pas le Parti !* »

« *Personne n'imposera au Parti une ligne liquidatrice !* »

« *A bas le travail scissionniste de l'opposition !* »

« *Tous, comme un seul homme !* »

« *Les leaders de l'opposition resteront sans appui !* »

« *Il faut garder le Parti du travail fractionnel !* »

Etc., etc. Tout cela est sur six, quatre et deux colonnes en lettres énormes. La lecture des titres donne une idée de ce qui se trouve dessous; en multipliant par mille ces phrases de forcenés, on sait exactement le contenu intellectuel de la prose (?) insérée. Pas un fait, pas une citation, pas une idée, pas un argument : des affirmations impudentes avec une demi-douzaine de mots interchangeables, venant des « sommets » (car même *ça* est décidé en haut lieu). Et quel enchaînement logique des mots, quelle maîtrise de pensée... Ainsi, la phrase : « *Pour l'unité bolchévique du Parti léniniste* »; intervertissez l'ordre des adjectifs, vous obtenez : « *Pour l'unité léniniste du Parti bolchévik* »; intervertissez ensuite l'ordre des substantifs, vous réalisez : « *Pour le parti bolchévik de l'unité léniniste* », et ainsi de suite. N'est-ce pas merveilleux ? Comme chaque mot est bien à sa place, comme chaque terme a sa raison d'être ! Découpez quelques mots de ce vocabulaire spécial, mettez-les dans un chapeau, agitez, puis alignez-les au hasard : vous obtenez à coup sûr une formule lapidaire définitive pour la *Pravda de Léninegrad*, chargée de science « léniniste ».

Or, l'atmosphère de pogrome créée par la presse des staliniens ne suffit pas à mater l'opposition, pourtant désarmée, privée de tribune, mécaniquement réduite à l'impuissance. Il fallait recourir aux grands moyens pour la bâillonner et la ligoter, ne lui laissant que deux doigts pour signer n'importe quoi. *Ces moyens, on les imita du fascisme italien* : des équipes volantes de brutes excitées furent dépêchées en auto-camions aux réunions où des opposants étaient signalés, avec ordre de couvrir toute voix discordante de sifflets et de hurlements, puis *de frapper* les tenants de l'opposition, de les jeter hors de la salle si le tapage et les menaces s'avéraient inefficaces. Il ne manquait vraiment plus que l'huile de ricin; sans doute coûte-t-elle trop cher là-bas.

De telles choses ne sont pas explicables par la seule analyse du contenu social des forces aux prises, des causes économiques de la crise, comme sont tentés de l'affirmer de pseudo-marxistes étroits et simplistes. Des phénomènes psycho-pathologiques sont là,

qu'il faudra étudier. On peut dès maintenant se demander si de tels aspects de lutte entre « camarades » (*sic*) eussent été possibles sans le rétablissement de la *vodka*, dont la presse officielle n'ose plus dissimuler les ravages. Le *delirium tremens*, dont le journal plus haut cité reflète des tremblements, est d'origine alcoolique. D'autres phénomènes d'aberration psychologique collective, dont la source sociale subit l'altération de déviations idéologiques et de diverses formes d'amoralisme néo-léninistes, sont parallèles à cette psychose de guerre civile des cadres du Parti et forcent l'attention des sphères dirigeantes : la presse soviétique a reçu l'ordre de faire campagne contre *l'antisémitisme* et le *khouliganstvo* (mot difficilement traduisible, venant de l'anglais *hooligan* (apache), signifiant à peu près apachisme, voyoucratie, exploits ou exactions de vauriens). Pourtant, ces maladies ne sont pas d'hier; jusqu'à présent, les journaux soviétiques les traitaient par un silence prudent. Pour que de grandes campagnes aient été ordonnées, il a fallu que le mal prenne de vastes proportions, surtout le *khouliganstvo*.

L'antisémitisme n'est pas une nouveauté en Russie; refoulé par la Révolution, le voici recrudescent avec le caractère tout spécial donné par la fraction stalinienne à la répression de l'opposition. L'éloignement ne nous permet guère de vérifier les allégations imputant aux staliniens certaines responsabilités directes; mais il est des coïncidences indéniables et frappantes. Engels appelait l'antisémitisme un *socialisme des imbéciles;* on pourrait appeler l'antisémitisme russe actuel un léninisme des abrutis (1). Beaucoup plus grave et importante est l'épidémie de *khouliganstvo*, d'apachisme.

Le voile fut déchiré à propos de l'affaire de la ruelle Tchoubarov, de Léninegrad : quarante ouvriers s'étaient saisis d'une jeune étudiante pour la violer à tour de rôle. Cette ignominie provoqua une indignation contraignant les autorités à découvrir le mal et à le combattre. La presse ouvrit des rubriques de lutte contre la vague d'apachisme, révéla des faits, des chiffres. Le *Troud* du 15 septembre écrit : « *Les crimes de cette sorte ne sont pas du tout rares ces derniers temps* »; et il cite des exemples : à Rostov, six voyous (garçons et filles) organisent le viol d'une jeune fille, leur camarade, sous prétexte que la « morale prolétarienne » doit considérer la virginité comme une honte; à Kharkov, neuf vauriens sont jugés pour viol; à Elchank (province de Stalinegrad), douze violent une jeune fille dans la rue; à Tsaritsino, près de Moscou, onze cheminots violent une vierge de dix-neuf ans, etc. « *En R. S. F. S. R., pour le premier trimestre de l'année, on a enregistré* 15.000 *cas de criminalité. Ajoutez sans risque à cela* 100 % *de cas non enregistrés. Car la milice ne réussit pas à attraper tous les apaches.* » En six mois, 12.000 cas enregistrés à Léninegrad; 3'2 cas, dont 40 % d'ouvriers, à Rostov; en huit mois, 2.257 cas à Voronèje et 4.835 cas dans la province de cette ville, soit 900 cas par mois 30 par jour. La progression de la criminalité est vertigineuse; le *Troud* du 18 septembre signale : pour la province ouvrière d'Ivanovo-Vosnessensk, 763 cas en 1924, 1.661 cas en 1925, 4.438 cas en 1926; pour la province d'Iaroslav, 7.687 cas en 1924-1925, 14.466 cas en 1925-1926. Arrêtons-nous, car ce n'est pas le sujet de l'article, mais nous devions évoquer la question à propos des procédés sauvages mis en œuvre pour écraser l'opposition, au moment où les ouvriers révolutionnaires disent couramment que *le khouliganstvo sévit dans le Parti lui-même.*

La *Pravda* du 23 septembre annonçait que sur dix-neuf coupables arrêtés dans l'affaire de Tchoubarov péréoulok (sur 40), *il se trouvait neuf membres des Jeunesses communistes et un membre stagiaire du Parti*, donc 50 %. Proportion à peine croyable... Après avoir stupidement préconisé de décupler la répression, la presse a dû reconnaître que le mal réside *dans la démoralisation de la classe ouvrière* et exige d'autres remèdes que la peine de mort. Certes, l'amoralisme et l'immoralisme — *dont les cadres du Parti donnent l'exemple* — précipitent la démoralisation, née d'autres causes. Quand de ci-devant bolchéviks violent les statuts, le programme, les résolutions du Parti, violent les statuts et les désisions de l'Internationale, violent la Constitution soviétique, violent la légalité, violent les textes dans la *Pravda*, il n'y a pas de raison pour que les membres des Jeunesses communistes ne violent pas les jeunes filles dans la rue. Inutile de dire que la multitude de vauriens dont la *Pravda* dénonce maintenant la présence dans les rangs communistes est, par excellence, « dans la ligne ». Ces gens-là votent à tour de bras des résolutions condamnant Brandler, Bordiga ou Rosmer, et flétrissent Trotsky ! C'est avec de tels *khouligans* qu'on impose silence, dans le Parti de Lénine, aux artisans de la Révolution

---

(1) Il importe d'être prudent dans l'appréciation de cet ordre de faits, toujours grossis par la presse de l'émigration, et de ne rien exagérer, tout en observant ce phénomène publiquement signalé comme dangereux par le Parti. A notre avis, il a surtout un intérêt symptomatique, toute dégénérescence d'un parti révolutionnaire s'accompagnant d'emprunts aux idéologies réactionnaires. Les traces de nationalisme signalées dans le Parti disparaîtraient avec un retour de l'influence prolétarienne. Si l'on parle ironiquement de *pogrome* à la veille de chaque répression de l'opposition (sous prétexte que quelques leaders de celle-ci sont juifs) ; si l'on a parlé de fraction « orthodoxe » (*pravoslavnaïa*, c'est-à-dire appartenant à l'Eglise russe) par allusion à Rykov, Tomsky, Kalinine et Boukharine, supposés excédés des allogènes; si l'on a parlé de *grouzinisation* (c'est-à-dire d'octroi abusif des places aux Géorgiens et aux Caucasiens) à propos de Staline et de ses amis, — c'est, soit dit sans rien dramatiser, que l'atmosphère du Parti n'est pas très pure. Un peu de démocratie ouvrière la nettoierait.

d'octobre, à l'occasion de son neuvième anniversaire.

*
**

Radek obtint la parole trois minutes à l'usine *Aviopribor*, Trotsky un peu plus longtemps... Trois minutes à l'homme de *Spartacus* pour traiter de questions vitales de la Révolution ! Mais sauf de rarissimes exceptions, *l'autorisation de parler fut refusée dans toutes les cellules aux opposants.* Les organes du Parti poussent l'inconscience jusqu'à *vanter* cette procédure d'étouffement. Ce qui n'empêche pas un Kirov de déclarer imperturbablement (*Pravda de Léninegrad* du 21 octobre) : « *S'il faut parler de démocratie, alors il n'y a jamais eu de plus grande démocratie que celle d'aujourd'hui dans l'histoire de notre Parti.* » Si une telle goujaterie peut aussi impunément s'étaler devant le Parti, les khouligans auraient bien tort de se gêner...

« *Pour l'unité, contre la discussion !* » Tel est le titre générique sous lequel la *Pravda* a inséré les motions condamnant l'opposition. La même idée est formulée de mille façons différentes. En faut-il davantage pour caractériser un régime, un système ? *L'unité est incompatible avec la discussion* — voilà ce qui ressort de plusieurs tonnes de résolutions. C'est pourquoi tout discuteur est traité de criminel, de scissionniste, de renégat, de menchévik, de contre-révolutionnaire. C'est pourquoi toute discussion est interdite depuis la mort de Lénine. C'est pourquoi, si cette affirmation reste en vigueur, on ne pourra plus jamais discuter sans tomber sous l'inculpation de haute trahison...

On est frappé aussi de la fréquence d'une expression, d'intention apologétique, consistant à comparer le Parti... *à un mur. Le Parti a été un véritable mur !* L'opposition s'est heurtée à *un mur...* Evidemment, si le Parti est *un mur*, l'opposition a bien tort de vouloir le chapitrer. Comment discuter avec *un mur ?* D'habitude, pour bien marquer l'inaptitude au raisonnement d'un interlocuteur, on dit : autant s'adresser à *un mur*. Les ci-devant bolchéviks ont fait leur idéal d'un tel *mur*. Ils se vantent d'avoir fait de leur Parti *un mur*, un mur derrière lequel il se passe quelque chose, dont, hélas ! ils n'ont pas l'air de se rendre compte.

De plus en plus fort : des formules de caserne, d'adjudants de quartier et de caporaux de semaine, employées par les contre-révolutionnaires pour tourner notre Parti en dérision, sont devenues d'usage courant *réel* contre l'opposition. « *Au garde à vous !* », « *La main au képi!* », « *Les mains dans le rang !* », voilà ce qu'on peut lire dans les organes du Parti, à l'adresse des hommes d'Octobre. Les pires grimaces, les plus chargées des caricatures deviennent réalités. Il ne faut plus s'étonner de rien dans un Parti où un Molotov ne rougit pas d'accuser les porte-parole de l'opposition d'avoir émigré sous le tsarisme (! !), après s'être évadés de prison ou de Sibérie (Lénine aussi avait émigré mais lui, voyez-vous, *ce n'est pas la même chose*) ; où l'on offre l'ahurissant tableau d'une « Université Zinoviev » qui dénonce « *le travail* CRIMINEL *scissionniste* » de celui dont elle porte toujours le nom (*Pravda de Léninegrad* du 3 octobre) ; où le rimeur usurpant le nom de Biedny, sorte de Ponchon politicien du léninisme, bâfreur, ripailleur et profiteur, s'essouffle en bouffonneries stipendiées contre des hommes désarmés...

A la cellule d'*Aviopribor*, Trotsky fut longuement acclamé par l'auditoire ouvrier, debout. On ne le dirait pas, à ne connaître que le vote... Mais il ne faut pas oublier comment on « vote » là-bas. Boukharine a décrit la chose dans un exposé fameux; le président annonce une résolution officielle et demande: *Qui est contre ?* « Naturellement, personne n'est contre... » En effet, il faut de l'héroïsme pour lever la main quand on sait risquer le renvoi, le chômage, la perte de son pain, du pain de sa femme et de ses pauvres gosses, *et quelque fois pire*. Personne n'est dupe des « chiffres » que la clique dirigeante a le front de présenter comme le résultat d'une controverse où des auto-camions chargés de saboteurs ont joué un rôle essentiel.

*
**

L'opposition est battue; elle n'est pas vaincue; elle ne peut pas l'être, car elle est l'avant-garde ouvrière elle-même. L'opposition, ce n'est ni Trotsky, ni Zinoviev, ni Chliapnikov, ces militants plus ou moins doués, plus ou moins intelligents, instruits, éloquents ou courageux, — c'est la classe ouvrière qui pense et veut faire elle-même ses destinées. Nous étudierons, quand le répit nous sera donné, la signification des divers courants d'opposition du Parti, le rôle de leurs représentants, l'avenir de leurs conceptions. Mais il faut voir au delà, fouiller plus avant, pour discerner ce qui s'élabore dans les profondeurs de la Russie en révolution : c'est cela qui éclairerait les mérites et les erreurs des groupes antagoniques, dont le malheur commun est de manquer de ce qui suppléerait à l'impossible recul historique et que Lénine possédait au plus haut point, — la faculté d'échapper à l'ambiance, de subordonner l'immédiat au futur, les détails aux grandes lignes. Les communistes d'Occident, qui ont le recul géographique à défaut de l'autre, auraient pu donner de l'aide... N'en parlons plus. On sait à quoi ils se sont ravalés. Au moins, que les foyers révolutionnaires qui subsistent sachent, dans cette dixième année commencée de la Révolution, étudier celle-ci avec conscience et en dégager des leçons.

Nous y aiderons les hommes de bonne volonté.

BORIS SOUVARINE.

Le Carnet du Sauvage

L'impôt de grève pour les mineurs anglais.

Les mineurs anglais ont commencé leur septième mois de grève. Un million d'ouvriers tiennent depuis 190 jours. Quand Cook disait qu'ils tiendraient, s'il le fallait, jusqu'à la fin novembre, on n'osait le croire. Décidément, lorsque les trade-unionistes anglais ont enfoncé leurs crocs quelque part, ils ne les retirent pas facilement.

Jusqu'à présent les grévistes étaient infériorisés. On voit rarement des grèves de mineurs pendant les mois d'été. Elles éclatent généralement à l'entrée de l'hiver, au moment où le besoin de charbon est pressant. Si les mineurs anglais ont tenu si longtemps c'est qu'ils voulaient atteindre ce moment. Ils l'ont atteint, par un effort héroïque. Du coup, la situation est renversée. Le gouvernement et le patronat perdent leur superbe aplomb.

Mais pour profiter de cet atout, les grévistes ont besoin d'être soutenus mieux qu'ils ne l'ont été. Une réelle mobilisation de la solidarité doit être faite. Il ne fait de doute pour personne que les grévistes en sont au quart d'heure du Japonais. Les résultats des élections municipales anglais ont asséné un coup, en pleine poitrine, au gouvernement de Baldwin et au patronat minier; ils se cramponnent cependant espérant la minute de défaillance de leur adversaire affamé. La résistance bourgeoise est toujours plus facile que la résistance ouvrière. Dans une grève, le patron ne joue que ses bénéfices, son superflu: l'ouvrier, lui, engage son nécessaire, l'indispensable morceau de pain.

Les mineurs anglais avaient dit qu'ils tiendraient jusqu'à la fin novembre. Ils ont tenu. Peut-être même seront-ils obligés de tenir des semaines encore, s'il le faut. Pour les en rendre capables, pour les aider dans leur ultime résistance, un immense effort de solidarité devrait se manifester dans tous les pays. Or, il faut bien constater que les ouvriers russes seuls ont fait leur devoir. Au risque de froisser une fois de plus nos « syndicalistes professionnels », on est forcé de remarquer que la solidarité de la classe ouvrière française n'a guère brillé.

Puisque aucune Fédération ou Confédération n'a jugé bon de retenir la suggestion de la Ligue syndicaliste : convertir en vivres le montant de souscriptions massives et envoyer des bateaux de produits alimentaires, afin que les oboles ici ne perdent pas terriblement au change, il faut envoyer de l'argent.

Au meeting du Cirque d'Hiver, le 26 juillet dernier, Raynaudavait annoncé que la C. G. T. U. avait décidé de demander une journée de travail à ses 500.000 adhérents pour les mineurs anglais. Cette décision est restée lettre morte.

Depuis, au Comité National unitaire (16, 17, 18 sept.), un impôt de solidarité de 1 0/0 sur les salaires a été décidé. Qu'attend-on pour mettre sérieusement cette décision en application et pour faire autour d'elle toute la publicité nécessaire ? Il ne manquera pas de syndiqués confédérés pour joindre leur versement à celui de leurs camarades unitaires. En tout cas, un pareil geste stimulera la C. G. T. Lafayette.

Pourquoi tarde-t-on ? Sans doute parce que l'on suppose que d'un jour à l'autre les mineurs vont décider la rentrée. Mais ils ne rentrent toujours pas et l'on pourra ainsi, de supposition en supposition, perdre des semaines. Et s'ils rentrent à la mine, la misère ne sortira pas du coup de leur foyer ? Il y aura des victimes. La solidarité ne restera pas sans objet.

On objectera peut-être qu'il est difficile de venir sérieusement en aide aux 800.000 grévistes anglais, alors qu'on arrive péniblement à soutenir les grévistes français. Erreur ! les grévistes français ne seraient pas sacrifiés et oubliés. C'est alors, au contraire, qu'on penserait le plus à eux. C'est quand le branle de la solidarité sera donné qu'il cesseront d'être sacrifiés.

Il faut apprendre à pratiquer l'impôt de grève. Dans le Livre, cet impôt peut atteindre jusqu'à 10 0/0 dans certains conflits. Le jour où la pratique de l'impôt de grève se sera généralisée, le jour où une C. G. T. pourra y recourir, le problème de l'organisation de la solidarité sera bien près d'être résolu.

En tout cas, jamais encore l'on n'avait vu une résistance aussi formidable que celle des mineurs anglais, jamais le devoir de solidarité n'a été plus clair et plus pressant.

La crise russe.

« Malgré les derniers renseignements de la *R. P.* d'octobre, je n'arrive pas à me retrouver dans la crise russe; les comptes rendus de l'*Huma* me rendent complètement idiot. C'est à devenir fou ! »

Voilà ce que m'écrit un bon camarade de province, militant en 1919 au Comité de la III[e], l'un de ceux qui n'ont pas attendu jusqu'à maintenant pour découvrir l'existence de la République des Soviets.

Il y a vraiment de quoi se prendre la tête à deux mains. Comment se retrouver dans ces accusations, ces démentis, ces condamnations, comment se former une opinion, comment parvenir à porter un jugement ?

Il faut l'essayer; il faut chercher à voir clair. C'est ce que nous tâchons de faire à la *R. P.* Pour ma part, je ne me flatte pas de pouvoir dispenser aux autres la vérité; je la cherche et je demande aux autres de m'aider à la trouver. Ce n'est peut-être pas très facile, mais sûrement c'est plus important, plus utile que d'enfiler des opinions toutes faites. Je n'envie même pas la tranquillité d'esprit de ceux qui regardent de quel côté se trouve la majorité pour se dépêcher de s'y ranger. D'instinct, je regarde peut-être du côté où est la minorité. Mais ce que je voudrais surtout c'est comprendre quelque chose à la pièce qui se joue, à ce drame qu'il est difficile de regarder en spectateur tellement son dénouement importe pour la révolution mondiale.

En 1924, lors de la discussion à propos du trotskysme, je me suis fait couvrir de sottises et par la suite exclure du parti parce que je n'arrivais pas à comprendre qui avait tort et qui avait raison et parce que je disais que le parti, aussi mal renseigné que moi-même, ne pouvait se prononcer sur la crise russe. Cette année, je me demande si l'on peut mieux comprendre.

Cette dernière crise a commencé par une violente attaque de la *Pravda* contre l'opposition ouvrière, à propos d'une vieille lettre de Medvedief à des camarades de Bakou. La presse officielle communiste a reproduit abondamment cette attaque. Est parue, deux mois après, une réponse sous la plume de Chliapnikof. Devant le silence de la presse officielle d'ici, nous avons dû la publier. Chliapnikof affirme que la *Pravda* aurait déformé et falsifié à plaisir la lettre de Medvedief. Il y aurait un moyen de se faire une opinion sur ce premier point, ce serait d'avoir sous les yeux le texte même de cette lettre à des ouvriers de Bakou. Il ne dépend sans doute pas de l'opposition ouvrière qu'elle soit publiée. Mais cela dépend sûrement des détenteurs de la presse russe, c'est-à-dire de la majorité. Pourquoi ne la publie-t-elle pas ?

Dans la deuxième phase de la crise, nous avons été submergés sous un flot de littérature répondant à une déclaration, à des thèses du « bloc d'opposition ». Mais cette déclaration, ces thèses, qui donc les a connues ici ? Je voudrais croire que le Comité central du parti les a connues et qu'il a pu ainsi les répudier en connaissance de cause, mais il m'est impossible de le croire puisque je sais qu'il les a ignorées tout comme moi. Cette ignorance ne l'a pas empêché de se prononcer. Moi, j'attendrai tout bêtement de les avoir vues, bien lues et relues, pour risquer un jugement.

La troisième phase de la crise a été la capitulation de l'opposition. Avouerai-je que je comprends de moins en moins, que je ne m'explique pas plus l'attitude de l'opposition que celle de la majorité, que je souffre du discrédit qui retombe et sur l'opposition et sur la majorité, oui, sur toutes les deux, donc sur la Révolution russe elle-même, sur le régime soviétique tout entier.

Se représente-t-on bien à Moscou le sentiment que peut ressentir un militant sérieux d'ici en présence de l'humiliation infligée à des hommes comme Chliapnikof et Medvedief de se désavouer eux-mêmes, de proclamer que ce qu'ils pensent ils ne le pensent plus, alors qu'ils ne peuvent pas ne pas continuer à le penser. Non, décidément, nous ne pouvons pas comprendre.

Après le lock-out de Dunkerque.

Je ne pense pas que ce soit l'effet d'une vieille camaraderie — j'en ai brisé quand il l'a fallu de beaucoup plus intimes — je ne pense pas non plus que ce soit le souci de ne pas voir disparaître dans la C. G. T. l'îlot de gauche de la Meurthe-et-Moselle qui m'obscurcisse la vue. Tout cela ne compterait guère si j'estimais que Jacquemin a trahi les intérêts des dockers de Dunkerque et qu'il a étranglé leur grève.

J'ai eu beau lire les articles de Mussier et ceux de quelqu'un qui à mes yeux possède un peu plus d'expérience des grèves, c'est-à-dire de Porreye, je ne suis pas convaincu de la trahison de Jacquemin. Bien loin d'en être convaincu, je déplore les accusations dont il est l'objet et plus encore je déplore l'état d'esprit qui porte de bons éléments, à les lancer, approfondissant ainsi le fossé entre unitaires et confédérés, rendant impraticable le front unique, affaiblissant et galvaudant le droit de critique.

Dans toute grève un peu longue, il est naturel qu'un militant soit amené, dans l'intérêt des grévistes et dans l'intérêt de l'organisation syndicale, à envisager à un moment donné une transaction. Cette transaction honorable, les communistes seuls seront-ils autorisés à y recourir ? Suffira-t-il qu'un militant d'une autre tendance y ait recours pour qu'on puisse crier à la trahison ?

C'est ce problème de la stratégie des grèves que pose selon moi le cas Jacquemin.

Un mouvement de dockers ne peut durer très longtemps: celui de Dunkerque a duré du milieu de juin à la fin de septembre, soit plus de trois mois. Quand a-t-il pris fin ? A un moment où le bloc des grévistes risquait d'être brisé par le fait de la décision des contremaîtres, grévistes jusqu'alors, de reprendre le travail ? En regard, il y avait la perspective d'une grève de solidarité des autres ports. Qui cherche à s'illusionner ? On sait bien qu'après la grande crise de 1920-1921 l'organisation des dockers fut l'une de celles qui souffrirent le plus et que les deux Fédérations des Ports et Docks sont à peu près aussi faibles l'une que l'autre et bien incapables, même en joignant leurs forces, ce qui n'était pas le cas, de réaliser une grève générale effective de solidarité.

Que reste-t-il des accusations portées contre Jacquemin ? Rien qui ne puisse un jour être reproché aussi injustement à Porreye, à Engler, à d'autres, quand ils appuieront une tentative de transaction, quand ils chercheront par ce moyen à sauvegarder l'existence d'un syndicat et la capacité de résistance d'une corporation.

Une gauche dans la C. G. T.

Dernièrement, Jouhaux et la plupart des dirigeants de la C. G. T. ont ostensiblement appuyé, dans les querelles intérieures du parti socialiste, Paul-Boncour et Renaudel.

Rien de surprenant de la part de champions de la participation ministérielle.

Mais cette attitude a provoqué une réaction qui n'est pas surprenante non plus. Des socialistes en sont venus à envisager la possibilité d'une gauche dans la C. G. T.

Bien que tout se soit apaisé, que les dirigeants du parti aient couvert de fleurs et de « distinguos » Albert Thomas et Jouhaux, séparé le Bureau international du Travail de la Société des Nations, ne manquons pas de noter les premiers symptômes d'un désaccord, calmé pour le moment, mais qui éclatera avec plus de force un jour prochain.

Raymond Bouyer, le secrétaire du syndicat parisien des mécaniciens confédérés, a écrit dans la *Correspondance socialiste* du 3 juillet, quelques lignes qui s'adressaient aux communistes mais qui s'adressaient peut-être davantage encore à Jouhaux :

« *S'il y avait, un jour, une gauche, une vraie gauche, dans la C. G. T., ce serait pour défendre loyalement des conceptions inspirées de l'indépendance du mouvement syndical et non pour pactiser avec ceux qui ne prétendent qu'à son asservissement.* »

Une vraie gauche, Bouyer, devra défendre l'indépendance du mouvement syndical, c'est entendu; mais la défendre des deux côtés; elle devra lutter autant, sinon plus, contre la subordination aux partis socialiste et radical que contre la subordination au parti communiste; on peut dire que si la C. G. T. U. a besoin de défendre son indépendance contre le parti communiste, la C. G. T. a besoin de défendre la sienne contre les partis socialiste et radical. Il y a un asservissement pire que celui dont rêve le parti communiste, c'est celui que fait peser la bourgeoisie par l'union sacrée et par ses organismes de collaboration.

J. Lagelée a relevé vertement dans l'*Etincelle* du 16 octobre, un ordre du jour adopté par le dernier Congrès national du Sous-Sol confédéré, qui, sous le prétexte d'approuver l'action internationale de la C. G. T., indiquait au parti socialiste qu'il avait tort de discuter le mandat de Paul-Boncour.

Et Lagelée concluait ainsi son article :

Les agissements des délégués de la 13e région minière peuvent ramener dans les syndicats d'irritantes polémiques. Les socialistes de la gauche du parti veulent bien respecter scrupuleusement la charte d'Amiens, mais ils demandent à leurs amis des syndicats de ne pas favoriser l'action de la droite du parti socialiste.

Souvent dans les syndicats, pour ne pas provoquer d'inutiles froissements, nous nous sommes inclinés : mais tout de même, aujourd'hui, pleinement solidaires de notre grand parti, nous ne voulons pas accepter d'injustes condamnations.

Ce langage est nouveau. Il paraît même hardi. Cependant combien il est timide ! Les éléments syndiqués confédérés de la gauche du parti socialiste sont encore assez loin de comprendre ce que doit être une gauche, une vraie gauche de la C. G. T. La vraie gauche s'inspirera à la fois de la lutte de classe — cela ne devrait pas effrayer un socialiste ! — et de l'indépendance du mouvement syndical.

Deux morts : Albert Lévy et Calveyrach.

Les anciens s'en vont. J'avais appris dernièrement, par un camarade de Rouen, la mort d'Albert Lévy, qui fut trésorier de la C. G. T. jusqu'en 1908. Le mois dernier, c'est Calveyrach, trésorier de la C. G. T. Lafayette, qui est décédé après une courte maladie.

Lévy était venu de l'allemanisme au syndicalisme. Il avait milité surtout chez les employés. A la suite du conflit de la Maison des Syndicats et d'injustes attaques portées par lui contre Griffuelhes, il était parti du mouvement. Mais il n'avait pas oublié son passé, il était resté fidèle à ses idées.

« Il était l'un des meilleurs experts-comptables de Rouen, m'écrit-on, mais aussi le meilleur marché. Je sais des travaux qu'il faisait et le prix qu'il prenait. On s'en servait en disant : Quelle poire ! Pauvre vieux, il était le désintéressement même et s'il fit certainement ce qu'un expert doit faire dans l'organisation capitaliste, il n'en tira jamais profit. Son portefeuille, vide à sa mort, le prouve ».

Calveyrach avait été, lui, un militant de la bijouterie parisienne. A côté d'entraîneurs, d'animateurs, comme notre vieux Garno, il avait été un administrateur consciencieux. Dès le début de la guerre il fut emporté par le courant jusqu'auboutiste. Plus tard il quitta son vieux syndicat pour rester à la C. G. T. Mais il n'était pas un fanatique de la scission ; il l'avait subie et se résignait mal à la croire définitive.

P. MONATTE.

L'INTERVIEW DE MARX AU *VOLKSSTAAT*

MARX CHAMPION DE L'AUTONOMIE SYNDICALE

A la suite d'un article de David Riazanov sur *Marx et les Syndicats* (*Bulletin Communiste*, 17 mai 1923) — article dans lequel était reproduit le texte d'une « résolution » rédigée par Marx pour être soumise au premier congrès (septembre 1866) de l'Association internationale des Travailleurs et concernant les « Sociétés ouvrières (*trade-unions*), leur passé, leur présent, leur avenir », — notre camarade Robert Louzon, dans un *Bulletin* suivant, réclama la publication, à titre de complément indispensable », d'une interview donnée en 1869 par Marx au *Volksstaat* de W. Liebknecht.

« La pensée de Marx, écrivait alors Louzon, se développait au fur et à mesure que se développait le mouvement ouvrier. Or, entre 1866 et 1869, s'est produit un événement capital dans l'histoire de la classe ouvrière : la formation et le développement des syndicats parisiens, de toutes les organisations ouvrières dont Varlin était l'âme et la rue de la Corderie le siège central. Il est permis de supposer que c'est en songeant à ces organisations parisiennes, alors en pleine activité... que Marx a donné son interview au *Volksstaat.* »

Dans le numéro suivant (7 juin) du *Bulletin Communiste,* qu'il dirigeait durant l'absence de Souvarine, notre camarade Amédée Dunois déclara s'associer à la réclamation de Louzon. « Nous avons tous intérêt, écrivait-il, à posséder, en une traduction exacte, faite directement d'après le texte original, cette interview... Si donc nos camarades allemands — Franklin ou Revo, par exemple — veulent bien nous procurer le texte authentique de cette litigieuse interview, ils nous rendront un service dont, par avance, nous les remercions. »

Quelques lignes plus bas, en réponse à l'interprétation donnée par Louzon de l'interview de Marx (dont on ne connaissait que des phrases détachées), Dunois écrivait encore :

« Marx a été, parmi les socialistes de son temps, le premier à apercevoir la valeur des syndicats en tant qu'*organisations spécifiques* et que *formations autonomes* du prolétariat; le premier à reconnaître la portée de l'action syndicale; mais se fonder là-dessus pour faire de Marx un syndicaliste révolutionnaire *pur,* c'est extraordinairement risqué. »

Quant à la supposition de Louzon que c'était en songeant aux syndicats parisiens de la fin du second Empire que Marx aurait donné son interview, Dunois la jugeait insoutenable :

« Marx connaissait assez mal la France, disait-il, et — jusqu'à la Commune — n'appréciait qu'assez peu le mouvement ouvrier français. En fait d'organisation syndicale, il ne pouvait avoir en vue que les grandes *trade-unions* anglaises, auxquelles il lui arriva si souvent de se référer, et les sociétés ouvrières allemandes. Je serais porté à conjecturer que son interview du *Volksstaat* avait surtout pour objet d'arracher les syndicats allemands à l'influence des bourgeois libéraux du type Hirsch-Duncker. C'est contre l'opposition libérale, anti-bismarckienne, qui cherchait à organiser le prolétariat allemand afin d'en prendre la direction, que Marx revendiquait l'*autonomie syndicale,* considérée par lui comme l'*autonomie* prolétarienne à son premier degré. »

⁂

La requête de Louzon et de Dunois ne put obtenir immédiatement satisfaction. Ce n'est qu'après de longues et patientes recherches dans les bibliothèques de Berlin que Lucien Revo et Ernst Drahn finirent par mettre la main sur le rarissime numéro du *Volksstaat* dans lequel avait paru en 1869 (le 27 novembre) l'interview de Marx. Dans l'entretemps, le P. C. français, comme tous les « partis frères », avait subi les ravages de la soi-disant *bolchévisation.* Les Treint, les Girault, les Ilbert, les Werth et les Sauvage (*requiescat in pace !*) régnaient sur un parti mécanisé, crétinisé, martyrisé, stérilisé... Tout ce joli monde se moquait pas mal de ce qu'avait pu dire Marx (ce Marx auquel l'illustre Semard, à Clichy, attribuait la paternité d'un bouquin de Lassalle, *Capital et Travail,* sur lequel, disait-il, il s'était endormi, étant au régiment !). Le pseudo-léninisme coulait à plein bord, et le marxisme risquait fort, s'il eut un tant soit peu bronché, d'être mis en quarantaine, à l'instar du « trotskysme », du « luxembourgisme » et autres « déviations » petites-bourgeoises.

L'interview de Marx demeura donc en portefeuille, et ce fut, ma foi, bien dommage, car elle est pleine de substance et de signification. Marx était un très grand esprit, le plus grand, à coup sûr, qu'ait produit le mouvement prolétarien : rien de ce qui vient de lui ne peut laisser un révolutionnaire indifférent. Ah ! s'il y avait eu seulement quelques douzaines de solides marxistes dans le Parti français en 1924, veuillez croire que la soi-disant bolchévisation « idéologique et organisatoire » aurait vite fait long feu. Mais au lieu de marxistes, c'est-à-dire de cerveaux objectifs et critiques, il n'y eut alors, dans ce pauvre Parti, que des enfants de chœur au crâne effroyablement bourré.

Il appartient à la *R. P.* de publier l'interview de Marx. Faisant appel non pas à la crédulité et au fanatisme des travailleurs, mais à leur intelligence critique, à cet esprit de libre examen hors de quoi il n'y a pas de révolutionnaires au sens éternel du mot, la *R. P.* leur soumet aujourd'hui un texte qui mérite d'être connu, médité, discuté. Dira-t-on que ce texte de 1869 a cessé d'être actuel en 1926 ? Nous estimons qu'il l'est plus que jamais. Cinq ans après une scission syndicale dont on peut dire qu'elle a été « *plus qu'un crime : une faute* » et dans laquelle ceux qui l'ont faite semblent s'enfoncer à plaisir, le texte de Marx remet en lumière une de ces quatre ou cinq vérités essentielles dont l'oubli peut conduire la révolution à sa perte. Cette vérité, la voici : *en aucun cas les syndicats ne doivent* DÉPENDRE *d'une organisation politique.*

C'est la thèse même de la *Révolution Prolétarienne.*

On peut, entre communistes, différer d'opinion sur la question, toute pratique et tactique, des RAPPORTS entre partis et syndicats. On peut la résoudre, cette question, de la façon qu'on voudra. Le fait qu'elle reste toujours posée montre assez qu'elle n'est pas de celles qu'on peut résoudre une fois pour toutes et dont la solution s'impose en tout temps comme en tout lieu, abstraction faite des circonstances. La discussion demeure ouverte. On peut admettre ou repousser la nécessité de rapports et d'accords — permanents ou seulement transitoires — entre l'organisation économique et l'organisation politique de la classe ouvrière. Il faut tout le dogmatisme intransigeant et aussi toute l'inexpérience syndicale de nos camarades russes pour oser décréter que la question n'est susceptible que d'une seule solution, la leur, hors de laquelle point de salut...

Mais si la question des RAPPORTS entre partis et syndicats comporte des solutions diverses, on ne peut résoudre autrement que par une affirmation impérieuse la question de savoir si les syndicats seront indépen-

dants ou non de toute autorité extérieure, la question de l'*autonomie syndicale*. Il tombe sous le sens que les syndicats ne peuvent remplir leur mission propre qu'à condition de conserver la pleine licence de leurs déterminations et de leurs mouvements, de n'être inféodés à rien ni à personne. Sans autonomie syndicale — telle qu'elle a été définie à Marseille, fin 1921, par le P. C. français qui, par bonheur, n'était pas encore « bolchévisé », — le *syndicalisme de masse* ne sera jamais qu'un mot; on aura des syndicats communistes, socialistes, anarchistes ou confessionnels, tout ce qu'on voudra, mais pas de syndicats de classe, capables de rassembler, au sein d'une organisation unique, la grande majorité, sinon l'unanimité, des travailleurs salariés.

***

Dans l'été de 1869, deux ans après la publication du *Capital*, Marx, qui résidait à Londres depuis vingt ans, fit un voyage en Allemagne. Il séjourna quelque temps chez son ami, le Dr Kugelmann (les lettres de Marx à Kugelmann ont été publiées jadis par la *Neue Zeit* et le *Mouvement socialiste*). C'est là qu'il eut, le 30 septembre 1869, avec quelques ouvriers socialistes un entretien dont un de ses interlocuteurs, Hamann, trésorier du Syndicat des métallurgistes, eut l'heureuse idée de consigner par écrit les traits essentiels. L'interview parut deux mois plus tard dans le *Volksstaat*, l'organe des marxistes allemands.

Ce qu'il ne faut pas oublier, c'est qu'il existait à cette époque en Allemagne des syndicats lassalliens (les plus anciens, les plus nombreux et les plus forts), des syndicats libéraux (syndicats Hirsch-Duncker) et enfin des syndicats marxistes. Peut-être même existait-il déjà quelques syndicats chrétiens.

Les syndicats lassalliens étaient, depuis septembre 1868, fédérés dans la *Deutsche Gewerkschaftsbund*. On pourrait croire, à constater l'ampleur de leur effort syndical, que les lassalliens furent de zélés syndicalistes. Pas du tout. Le syndicalisme n'était au contraire, pour Schweitzer et consorts, qu'un moyen, — le moyen de réunir autour de leur organisation politique le plus d'ouvriers possible. Non seulement les lassalliens ne croyaient pas à la valeur propre des syndicats, mais ils ne cessèrent de leur montrer une défiance qui ne tarda pas à se tourner en hostilité déclarée.

Il en allait autrement des marxistes. Si les lassalliens ont été les premiers à former des syndicats, les marxistes ont été les premiers à leur attribuer une valeur révolutionnaire spécifique. Il n'est que de relire, pour s'en convaincre, la résolution du Congrès international de Genève, rédigée de la main même de Marx. L'interview de 1869 ne fait que renforcer l'impression. Curieux contraste : les lassalliens, qui n'étaient au fond que des réformistes, méprisaient les syndicats; et c'est Marx, le révolutionnaire impénitent, qui s'est fait, contre les lassalliens, le champion de l'indépendance syndicale.

Car, contrairement à l'opinion de Dunois en 1923, l'interview de Marx est beaucoup moins dirigée contre les syndicalistes libéraux à la Hirsch-Duncker que contre les lassalliens.

L'interview donnée par Marx à Hamann nous autorise à voir en Marx le père authentique du syndicalisme révolutionnaire, de même qu'il est celui du socialisme politique. En vérité, plus on étudie le mouvement ouvrier contemporain, plus on demeure frappé de la grandeur de Marx : quand on remonte du présent vers le passé, au débouché de toutes les avenues, c'est toujours à lui qu'on aboutit.

JEAN GLAIVE.

L'INTERVIEW DE MARX

Les syndicats ne peuvent et ne doivent jamais dépendre d'une organisation politique; c'est ce que nous prouve clairement la décadence actuelle de notre syndicat. C'est aussi l'opinion du plus grand économiste et écrivain de notre époque, le docteur Karl Marx, maître de Lassalle, qui se trouvait à Hanovre il y a peu de temps. Je n'ai pu m'abstenir de faire la connaissance personnelle de ce savant, et lui ai demandé une interview pour écouter ses conseils de grand investigateur social et son jugement sur les syndicats. Avec quatre amis, je me suis rendu chez lui, où notre entretien dura une heure et demie. Je n'en relève que les points principaux.

***

Ma première question au docteur Karl Marx était celle-ci : « Pour qu'ils soient capables de vivre, les syndicats doivent-ils dépendre d'une organisation politique ? »

Il m'a répondu : « Les syndicats ne doivent jamais être associés à un groupement politique ni dépendre de celui-ci; autrement, ils ne rempliraient pas leur tâche et recevraient ainsi un coup mortel. Les syndicats sont les écoles du socialisme. Dans les syndicats, les ouvriers deviennent socialistes parce qu'ils y voient chaque jour, de leurs propres yeux, la lutte contre le capital. Les partis politiques, quels qu'ils soient, n'enthousiasment les masses travailleuses que passagèrement, pour quelque temps seulement, tandis que les syndicats les retiennent d'une façon durable, et ce sont eux seulement qui peuvent représenter un vrai parti ouvrier et opposer un rempart à la puissance du capital. La grande masse des travailleurs, sans distinction de parti, a reconnu que sa situation matérielle doit être améliorée. Si sa situation matérielle s'améliore, le travailleur peut se consacrer davantage à l'éducation de ses enfants; sa femme et ses enfants n'ont plus besoin d'aller à la fabrique; lui-même peut exercer davantage son intelligence et prendre soin de son corps; il devient ainsi, sans même s'en douter, socialiste. »

La deuxième question que je posai fut celle-ci : « Est-il utile que le syndicat possède son organe à lui ? » J'ai exposé que chaque mois nous lançons des circulaires pour faire connaître notre bilan et discuter tout ce qui intéresse particulièrement le syndicat. Cependant on nous reproche de différents côtés de montrer ainsi de la présomption et de l'amour-

propre, voire de commettre un péché contre l'organisation, etc.

Voici ce que me répondit Karl Marx : « Je ne suis pas étonné d'entendre de telles choses. Mais vous ne devez pas prendre garde à ces phrases-là. C'est précisément dans l'organe syndical, qui constitue le moyen de liaison, qu'il faut discuter le pour et le contre; c'est là qu'il est possible de s'occuper des salaires payés dans les diverses régions, du louage de travail dans les diverses industries; seulement cet organe ne doit jamais être la propriété d'une seule personne; pour qu'il remplisse son rôle, il doit être la propriété de tous. Je n'ai pas besoin de vous le démontrer. Les raisons en sont si claires que chacun doit comprendre que c'est là une des conditions fondamentales de la prospérité des syndicats. »

Telle est l'opinion d'un homme généralement reconnu comme la plus haute autorité en matière d'économie politique. Si quelqu'un doutait de l'authenticité de ces paroles, il n'aurait qu'à s'adresser directement au docteur Karl Marx, Modena Villa, Maitland Park, Londres. Marx s'est déclaré prêt à les confirmer.

Enfin, il nous a conseillé en outre de ne jamais nous attacher à des personnes, mais uniquement à la cause. « — Que vous importe, a-t-il dit, Liebknecht, le docteur Schweitzer ou moi-même ? Ce qu'il y a de vrai, c'est la cause ! »

UN VOMITIF

LES POILUS DE DELTEIL

Cela ne se conte pas. Cela ne se commente pas. Cela se prend à petites doses, sans rire et sans serrer les poings...

« *Le mal, la notion de mal — et de mâle — disparaissaient. On était tous enfants, anges. Pendant quelques jours la France fut le paradis terrestre* (p. 34). » (Il s'agit des premiers jours d'août 1914.)

« *Des fils de salive cousent sa bouche à sa barbe. Il est laid. Il est beau. Ses yeux emplissent son visage. Son cœur emplit son corps. Le poilu, c'est un cœur à poil. — Ah ! ici, mon ami, prends-moi l'éloquence, et engrosse-la !* » (p. 42).

« *Ce qu'il aime, c'est l'ennemi visible et palpable, en chair et en os. Son outil, à lui, ce n'est pas la pelle-bêche, c'est la baïonnette.* » (p. 43).

« *Des tranchées à Verdun, il n'y a qu'un pas. Verdun, c'est un grand pan de la guerre. Le donjon du Château de la France.*

Verdun, ou : la forteresse à poil !

Verdun, ou : on ne passe pas !

Verdun, ou : la Madelon ! » (p. 101).

« *...Pour le peuple, un poilu c'est un homme à poil.* » (p. 105).

« *Je divise les hommes en trois catégories : les catholiques, les imbéciles, les bandits* » (p. 145).

« *Tout cet hiver* 1917-1918, *avait été une plaisanterie. Pas une balle sur les fronts lourds de silence et de neige.* »

« *Le génie de Ludendorf est un démon. Le diable qui siffle. Le génie de Foch est un ange.* » (p. 180).

« *A Mayence. Trois soldats français abreuvaient leurs chevaux sur les berges du Rhin. L'un d'eux, face au fleuve, la main dans sa braguette, pissait. J'ai vu cela.* » (p. 228).

EXPLOITS DE BANDITISME INDUSTRIEL

M. LEDERLIN professeur de sabotage

Un procès instructif s'est déroulé devant le tribunal de Mulhouse les 5 et 6 octobre : celui du sabotage de l'usine d'Illzach. Il a mis en lumière un épisode de « banditisme industriel », selon l'expression du procureur; il constitue une page de l'histoire du capitalisme.

On y voit comment un grand capitaliste peut s'y prendre pour briser un concurrent, comment un trust, l'Union des Teintureries, sait réduire à merci un industriel indépendant. Ces exploits ne se sont pas passés en Amérique; ils ne datent pas des débuts du capitalisme; ils sont d'aujourd'hui et leur héros est un grand seigneur de l'industrie vosgienne.

La presse bourgeoise s'est trop complue, de tout temps, à dénoncer le sabotage ouvrier pour que nous ne consignions pas le sabotage capitaliste, autrement important.

Nous sommes d'autant plus obligés d'arrêter l'attention du public ouvrier sur ce procès qu'il n'a pas été gâté en fait d'information. L'Humanité *en a parlé rapidement, le 7 octobre, sans voir l'importance de cet acte de banditisme capitaliste.* Le Peuple *a publié une dépêche d'agence inintelligible. Quant à la presse dite républicaine, à cette presse dont Lederlin est un généreux bailleur de fonds, ou bien elle s'est mise un bâillon ou bien, comme* l'Ere Nouvelle, *elle a présenté cyniquement la défense de Lederlin. Si bien qu'il faut aller rechercher dans la presse réactionnaire un récit des débats du tribunal de Mulhouse. Nous reproduisons les parties essentielles du compte rendu publié par le* Figaro *(5, 6 et 7 octobre), sous la signature de son chroniqueur judiciaire, M. Georges Claretie.*

❀ ❀ ❀

Les sabotages d'Illzach.

Près de Mulhouse, dans le petit village d'Illzach, existe une usine très prospère de blanchiment de coton. Son propriétaire est M. Weinmann. Mais il existe en France une sorte de trust, un groupement d'industriels qui voudrait réunir, absorber, toutes les usines de blanchiment. M. Paul Lederlin, de Thaon, sénateur, est un des membres influents de ce trust. L'usine d'Illzach — c'était bien son droit — voulait vivre libre et indépendante. Le « trust » essaya de l'absorber, lui fit des propositions. On refusa. Il y a encore heureusement en France place pour le commerce individuel.

Mais, à partir du jour où il refusa catégoriquement les propositions du « trust », M. Weinmann aurait, paraît-il, constaté d'étranges choses dans son usine. Son outillage était sans cesse et sans raison avarié; les marchandises qu'il fournissait étaient de mauvaise qualité; les tissus portaient des traces d'acide, des trous, des brûlures, comme si un corrosif eût été jeté sur eux pendant le blanchiment.

Des ouvriers « sabotaient-ils » donc la marchandise ? Un concurrent les payait-il pour cette be-

sogne vile, et quel autre concurrent que le « trust » auquel on avait refusé d'adhérer ? M. Weinmann porta plainte se constituant partie civile, et une instruction fut ouverte. Elle a abouti à des renvois en police correctionnelle.

Mais au cours de l'instruction, une transaction serait intervenue entre M. Weinmann, M. Max Prudhomme, président du trust de la teinture et du blanchiment des cotons en France, et M. Lederlin. La partie civile aurait été désintéressée.

Le parquet aurait considéré que les faits étaient très graves, qu'il importait de les réprimer pour la sécurité du commerce français, et il continua à poursuivre.

Il inculpa des ouvriers et des contremaîtres, qui auraient saboté l'usine d'Illzach. Il chercha les raisons de ce sabotage, essayant de remonter à ses organisateurs, à ceux à qui il pouvait profiter. Il inculpa M. Xavier Strub, chef du service des renseignements de la blanchisserie de Thaon. Celui-ci aurait fait prendre par son frère Albert, des bonbonnes de corrosif; on les aurait en automobile transportées à Mulhouse, et là, l'acide aurait servi à mettre hors d'usage les tissus d'Illzach.

Les ouvriers auraient agi à l'instigation de M. Strub.

Mais pourquoi, pour qui agissait donc le « chef du service des renseignements » de Thaon ? Un sous-ordre n'agit pas sans ordres. Telle est la question que se posera le tribunal.

Les débats devant le tribunal.

Le récit de M. Weinmann.

C'est vraiment un attentat, un crime, contre le travail qu'on a commis dans l'usine de M. Weinmann à Illzach, et l'industriel qu'on a voulu frapper dans son labeur, dans sa fortune, dans ses succès commerciaux, nous contait très simplement, à la barre, ce qu'on avait fait dans son usine.

Après un rapide interrogatoire d'identité des sept inculpés, qui sont en liberté provisoire, on introduit M. Armand Weinmann, et le récit qu'il fait, sans nulle acrimonie, est vraiment douloureux.

Un jour, à l'usine d'Illzach, une machine s'arrête; une pièce est brisée; on la répare, mais elle a dû rester immobilisée quinze jours. Une pièce brisée, cela arrive, mais quelques jours après, la machine qui doit donner du brillant aux tissus au moyen d'un rouleau qui produit une pression de 60 à 80 tonnes, voit des engrenages qui sautent : un morceau d'acier a été introduit volontairement entre les dents. Ailleurs, c'est un contrepoids qui tombe, un rouleau qu'on a rayé et qu'il faut remplacer; bref, on sabote l'usine. Il se présente un nombre considérable de spécialistes ou soi-disant tels, pour remplacer le préposé à la machine avariée. M. Weinmann embauche un nommé Schott, et le sabotage continue entre les mains du spécialiste. Bref, le travail doit s'arrêter souvent à l'usine pour réparer les machines : quarante-trois jours d'arrêt dus au sabotage. Ce n'est pas tout. Des corrosifs étaient mêlés au lavage, et les tissus que fournissait l'usine auraient, peu à peu, vu leurs fibres se détruire.

Un jour, nous dit M. Weinmann, une lettre anonyme lui parvint : elle désignait comme l'inspirateur de ces sabotages, M. Lederlin, président des blanchisseries de Thaon, un concurrent direct. En même temps, un contremaître de M. Weinmann, nommé Tritsch, vint trouver son patron et lui dit : « Un nommé Litzler, employé à Thaon, m'a proposé de me donner de l'argent si je voulais, dans les bains d'étoffe, jeter un liquide qu'il me donnerait; car il faut, disait-il, que Weinmann soit par terre, que Weinmann soit en faillite. » Tritsch feint d'accepter. M. Weinmann prévient le Parquet, et lorsque Litzer arrive avec ses bouteilles, il trouve des gendarmes qui l'arrêtent.

M. Weinmann lui pose ces questions : « On vous a donné de l'argent pour saboter mon usine ? Qui est-ce ? M. Lederlin ? » Non, répondit Litzler, c'est M. Strub, son chef du service des renseignements. Et Litzler disait alors qu'on lui avait versé deux cent mille francs. Plus tard, il divisa le chiffre : on ne lui aurait donné que quatre-vingt mille.

M. Weinmann a fini son récit qui, par sa simplicité même est dramatique; mais le président lui rappelle que, jadis, dans sa plainte, il se montrait un peu plus violent contre celui qu'il accusait d'avoir prononcé des mots terribles. Mais aujourd'hui, les deux usines ont fait la paix. On s'est tendu la main par-dessus la plainte judiciaire.

— On vous a indemnisé ? demande le président.

— Oui, nos accords sont au dossier.

L'usine Weinmann va maintenant faire partie du trust de l'Union des Teintureries. C'était inévitable. Tous les terrains autour de l'usine Weinmann n'avaient-ils pas été achetés pour empêcher celle-ci de s'agrandir ? Le sabotage a causé à M. Weinmann une perte de 2 à 300.000 francs, mais on l'a indemnisé.

— Combien avez-vous touché ?

— Deux millions.

— Qui vous les a versés ?

— La Blanchisserie de Thaon.

— Comment expliquez-vous que ce soit Thaon qui vous ait versé cette somme ?

M. Weinmann ne répond pas. La paix est faite.

Après un long défilé de témoins vers la fin de l'après-midi, paraît à la barre M. Paul Lederlin, sénateur et administrateur délégué des Blanchisseries de Thaon.

La déposition de Lederlin.

M. Lederlin a connu M. Weinmann, qui venait de monter une teinturerie: puis, un jour, il a appris par M. Dreyfus, avocat, qu'un de ses employés de Thaon était compromis. Depuis, dit M. Lederlin, M. Weinmann est entré dans notre union. Ce qui nous a séparés n'existe plus, il a reçu deux millions d'indemnité.

— Qui les a versés ?

— Moi, mais la somme sera répartie par la caisse de l'Union, entre toutes les teintureries du groupe.

— Vous aviez comme employé un nommé Strub ?

— Oui, il était chef du service des renseignements — renseignements d'ordres généraux — un rôle confidentiel et de confiance. Il n'avait de comptes à rendre qu'à moi.

— Vous a-t-il parlé du rôle qu'il jouait chez Weinmann ?

— Il m'a simplement dit que Weinmann montait une usine. Il m'a donné les noms de ses contremaîtres et m'a dit qu'il était très ému de voir les ouvriers de chez nous aller chez Weinmann, et c'est tout. Après son arrestation, ajoute M. Lederlin, il m'a assuré qu'il avait simplement voulu troubler le bain de teinture de Weinmann pour que celui-ci renvoyât des ouvriers. Son

liquide ne pouvait pas du tout altérer les tissus de Weinmann, il ne leur nuisait en rien.

Simple petite plaisanterie, sans doute ! Pour un peu Strub aurait cherché à améliorer les tissus de ses concurrents.

— Combien touchait Strub chez vous ? demande le président.

— Sept mille francs par mois.

— Enfin, que vous a-t-il dit de ses relations avec Litzler et les autres inculpés ?

— Il m'a simplement dit, répond M. Lederlin, qu'il avait remis à Litzler une quarantaine de mille francs, pour ramener à Thaon les ouvriers qui nous avaient quittés pour aller chez Weinmann. Litzler s'est défendu de faire du sabotage...

M. Lederlin hésite un instant et ajoute :

— S'il a commis une faute, c'est par excès de dévouement.

Un dévouement qui, sans ordre et à l'insu de son patron, aurait eu pour résultat de faire saboter l'usine concurrente, c'est là plus qu'une faute et mériterait des paroles plus sévères de la part du patron. Celui-ci ne les prononce pas.

On interroge ensuite les inculpés ouvriers de l'usine Weinmann. Beaucoup ne parlent même pas français. Il y a un Polonais, Androny, qui recevait cent francs pour jeter le liquide que M. Lederlin a déclaré n'être point nuisible. Les uns avouent avoir abîmé les machines, les autres nient, ou s'ils ont détérioré les rouages, c'est par inadvertance.

Toute l'affaire, navrante et terrible par les procédés qu'elle découvre, semble actuellement édulcorée, estompée. La guerre est finie, la paix est faite, M. Weinmann, dont l'usine fut sabotée, ne se plaint plus; il a reçu une indemnité; le saboteur Strub, le chef du service des renseignements de Thaon, sabotait pour faire plaisir à son patron qui, naturellement, ignorait tout; le patron fait l'éloge de son honorable employé. Le bain d'acide devient presque une plaisanterie, et c'est pourquoi le public qui écoute, éprouve une sorte de malaise.

La défense de Strub.

Parmi tous ces inculpés, dont les uns détérioraient les machines de M. Weinmann, les autres modifiaient les proportions chimiques des bains de teinture ou y ajoutaient un corrosif, le seul qui ait un peu de relief, c'est Strub, le chef du service des renseignements de l'usine de Thaon.

Sa défense tient en peu de mots : « M. Weinmann s'était installé à côté de nous pour nous faire concurrence. Il débauchait notre personnel d'ouvriers, de contremaîtres, de spécialistes, alors j'ai essayé de débaucher le sien et de lui faire renvoyer ses ouvriers, mais mon patron, mon chef, ignorait ce que j'ai fait. »

A entendre Strub, ce serait là un tout petit incident d'une lutte commerciale, ce ne serait peut-être pas tout à fait du *fair play*, mais ce serait une petite manœuvre presque licite, et pour cela Strub aurait, sans en parler à personne, de son propre mouvement, par pur amour de son usine, donné quarante mille francs, sacrifiant ainsi, lui père de famille, la moitié de son traitement. Quel extraordinaire esprit de sacrifice ! Quel dévouement à son patron et à son usine !

Mais aujourd'hui personne ne se plaint plus. M. Weinmann est désintéressé, il est entré ou va entrer dans le trust, la lutte commerciale a pris fin; tout le monde est désormais uni, et, au début de l'audience du matin, l'avocat de M. Weinmann déclare que son client se désiste de sa constitution de partie civile.

Le réquisitoire du procureur.

Mais le procureur de la République, M. Maret, trouve que les faits sont graves, et même d'une gravité exceptionnelle.

— D'ordinaire, dit-il, le sabotage est un acte de vengeance contre le patron ou un fait de grève; ici, c'est un magnifique sabotage industriel, développé avec acharnement pendant dix-huit mois et par les moyens les plus variés. C'est la lutte entre deux industries similaires. Mais d'où est parti l'ordre de sabotage ? Le vieil adage : *Is fecit cui prodest* montrait au juge d'instruction la voie à suivre. Il n'a pas réussi. Ce qui, au début, était une présomption, reste une présomption : elle subsiste, mais les preuves manquent et je n'ai pas le droit d'infliger une flétrissure morale à ceux qui ne sont pas aux débats.

— Qu'importe, dit le procureur, qu'il n'y ait plus de plaignant ? L'ordre public est intéressé à la répression de ce banditisme industriel.

Oui, banditisme : le procureur a prononcé le mot juste.

L'après-midi, Mes Dreyfus, Lévy Kahn, Simon Schwob, Koch plaident pour les inculpés et le tribunal met l'affaire en délibéré.

Le jugement.

Le tribunal a rendu le 9 octobre son jugement. Un seul des prévenus, Fonné, ancien ouvrier des usines Weinmann, a été acquitté.

Ont été condamnés : Strub, chef du service des renseignements des établissements de Thaon, huit mois de prison; Litzler, contremaître aux filatures de Wittenheim, huit mois de prison; Kuss, ancien ouvrier des usines Weinmann, deux mois de prison avec sursis; Hassly, agent de liaison de Litzler, quatre mois de prison; Androny, ancien ouvrier des usines Weinmann, trois mois de prison.

PRÉCISIONS FANTAISISTES

Bien accroché sur la falsification des statuts confédéraux, Monmousseau, c'est-à-dire le Bureau confédéral, « répondant » à deux questions précises du Syndicat de l'Enseignement du Finistère, déclare que, quels que soient les faits, il n'entend pas avoir tort.

Si la réalité me contredit, je modifie la réalité.

Au Congrès de l'Enseignement, Monmousseau, qui a la mémoire courte, disait que c'était le Congrès de Saint-Etienne qui avait introduit la formule de la « dictature du prolétariat » dans le préambule des statuts.

C'était faux.

Qu'à cela ne tienne ! Maintenant c'est le Congrès de Bourges qui a « introduit ». Seulement, il a « introduit » en... ratifiant l'adhésion à l'I. S. R. !

— Vous n'êtes pas satisfait ? Attendez ! Il y a le Congrès de Paris qui a nommé une Commission qui, elle, a « introduit » la formule.

— Vous faites remarquer que la sténographie du Congrès de Paris n'en fait pas mention ? Attendez, d'ici un an, Monmousseau aura le temps, cette fois, d'inventer le Congrès réuni spécialement pour « introduire ».

LE "TESTAMENT" DE LÉNINE

Il y aura bientôt quatre ans, Lénine, malade, écrivit à l'intention du 12e Congrès de son parti quelques notes donnant son opinion sur les questions brûlantes de l'heure. Il les confia à Kroupskaïa pour les faire lire à ce Congrès, le premier où il ne pouvait participer.

Espérant toujours un retour de Lénine à la santé et aux affaires du Parti et de l'Etat, Kroupskaïa s'abstint de communiquer ces papiers recélant les suprêmes pensées, les derniers conseils du « vieux ». Le Congrès eut lieu sans que l'opinion de celui-ci fût connue.

Après la mort de Lénine, Kroupskaïa remit au Bureau politique les précieux papiers en demandant leur lecture au 13e Congrès. Staline, Zinoviev et leurs amis s'y opposèrent. Ils venaient de mener contre Trotsky une grande campagne de diffamation où leur procédé favori était d'opposer Lénine à Trotsky en exhumant artificieusement de vieilles querelles, tout en s'attribuant l'héritage de l'autorité du premier, — au mépris de la vérité historique comme des intentions de Lénine. La révélation des notes ultimes de celui-ci eût contrecarré leurs plans.

Ces dernières notes de Lénine avaient, aux yeux des dirigeants du Parti, tant d'importance qu'ils donnèrent l'appellation de « testament » à leur partie essentielle concernant le Comité central, les dangers de scission le menaçant et les caractéristiques des principaux membres. C'est de ce « testament » qu'il a été si souvent question dans les allusions des polémiques de ces dernières années. C'est ce document dont l'existence même a été niée par les néo-léninistes d'après la mort de Lénine.

Par stabilité du Comité central, dont j'ai parlé plus haut (1), j'entends des mesures contre la scission, dans la mesure où en général de telles mesures peuvent être prises. Car, évidemment, le réactionnaire (S. F. Oldenbourg, semble-t-il) avait raison qui, dans la « Rousskaïa Mysl », premièrement tablait sur la scission de notre Parti dans son jeu contre la Russie soviétique, et quand, deuxièmement, il tablait pour cette scission sur les plus sérieux désaccords dans le Parti.

Notre Parti s'appuie sur deux classes et c'est pourquoi son instabilité est possible, et inévitable sa chute, si, entre ces deux classes, un accord ne peut être établi. Dans ce cas, il serait même inutile de prendre telles ou telles mesures, voire de délibérer de la stabilité de notre Comité central. Nulle mesure, dans un tel cas, ne se montrerait propre à prévenir la scission. Mais j'espère que c'est là un avenir trop lointain et un événement trop improbable pour en parler ici.

Ce que j'ai en vue, c'est la stabilité du Comité central comme garantie contre la scission dans le proche avenir et j'ai l'intention d'examiner ici une série de considérations de caractère purement personnel.

Je crois que l'essentiel, dans la question de la stabilité vue sous cet angle, sont des membres du Comité central tels que Staline et Trotsky. Les rapports entre eux constituent, à mon avis, une grande moitié des dangers de cette scission qui pourrait être évitée et à l'évitement de laquelle doit servir, entre autres, l'augmentation du nombre des membres du Comité central jusqu'à 50 et 100 personnes.

Le camarade Staline, en devenant secrétaire général, a concentré dans ses mains un pouvoir immense et je ne suis pas convaincu qu'il puisse toujours en user avec suffisamment de prudence. D'autre part, le camarade Trotsky, comme l'a déjà démontré sa lutte contre le Comité central à propos de la question du Commissariat du peuple aux voies de communication, ne se distingue pas seulement par les capacités les plus éminentes. Personnellement, il est, certes, l'homme le plus capable du Comité central actuel, mais il est excessivement porté à l'assurance et entraîné outre mesure par le côté purement administratif des choses.

Ces deux qualités des deux chefs les plus marquants du Comité central actuel peuvent involontairement conduire à la scission; si notre Parti ne prend pas les mesures pour la prévenir, cette scission peut se produire inopinément.

Je ne vais pas ensuite caractériser les autres membres du Comité central d'après leurs qualités personnelles. Je rappellerai seulement que l'épisode d'octobre de Zinoviev et de Kamenev n'a évidemment pas été occasionnel mais qu'il ne peut guère plus leur être personnellement reproché que le non-bolchévisme au camarade Trotsky.

Quant aux jeunes membres du Comité central, je veux dire quelques mots de Boukharine et de Piatakov. Ils sont, à mon avis, les plus marquantes parmi les forces jeunes et il faut, à leur égard, avoir en vue ce qui suit :

Boukharine n'est pas seulement le plus précieux et le plus fort théoricien du Parti, et aussi légitimement considéré comme le préféré de tout le Parti, mais ses conceptions théoriques ne peuvent être considérées comme vraiment marxistes qu'avec le plus grand doute car il y a en lui quelque chose de scolastique (il n'a jamais appris et je crois qu'il n'a jamais compris vraiment la dialectique).

Puis, Piatakov, incontestablement homme de volonté et de capacités les plus éminentes, mais inclinant trop à l'administration et au côté administratif des choses pour qu'on puisse s'en remettre à lui dans une question politique sérieuse.

Evidemment, l'une et l'autre remarque sont faites par moi seulement pour le moment présent, et à supposer que ces deux travailleurs éminents et dévoués ne trouvent l'occasion de compléter leurs connaissances et de modifier ce qu'ils ont en eux d'unilatéral.

(25 *décembre* 1922.)

Staline est trop brutal et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue du camarade Staline par une supériorité, c'est-à-dire qu'il soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc. Cette circonstance peut paraître une bagatelle insignifiante mais je pense que pour se préserver de la scission et du point de vue de ce que j'ai écrit plus haut des rapports mutuels entre Staline et Trotsky, ce n'est pas une bagatelle, à moins que ce soit une bagatelle pouvant acquérir une importance décisive.

(4 *janvier* 1923.)

---

(1) Allusion à une partie des notes concernant l'organisation économique. — *N. d. l. R.*

Que vaut le mot d'ordre de l'Échelle mobile ?

L'article de notre camarade Charbit, publié dans la Révolution Prolétarienne *du mois dernier, sous le titre « Action directe ou Action parlementaire ? » pose la question de la valeur du mot d'ordre de l'échelle mobile inscrit par la C. G. T. U. dans les revendications de la Journée Nationale du 7 novembre. Si nous sommes tous absolument d'accord sur la critique faite par Charbit de « la reconnaissance légale de l'échelle mobile », nouvelle manifestation de néo-guesdisme, il n'en est pas, en effet, de même sur son appréciation de l'échelle mobile en elle-même. Comme une discussion autour de l'échelle mobile serait oiseuse, sans une connaissance approfondie des diverses expériences tentées par les Syndicats ouvriers dans ce domaine, nous avons décidé de demander à nos amis des corporations ou localités où des expériences de ce genre se sont produites, de donner aux lecteurs de la* R. P. *une étude des cas d'application qu'ils connaissent, de façon à bien mettre en lumière les points autour desquels les divergences se font jour.*

❀ ❀ ❀

L'expérience du Bijou parisien

Depuis un an que la C. G. T. U. a lancé le mot d'ordre de l'échelle mobile, il y a encore peu de cas où son application ait été obtenue. Toutefois, dans l'industrie parisienne du bijou, une partie importante des corporants en bénéficient, et il est utile de faire connaître cette expérience.

Dans le Syndicat du Bijou parisien — adhérent à la C. G. T. U. — sont groupés des ouvriers de métiers très divers : notre syndicat est un syndicat d'industrie très large qui, à côté de métiers importants, joaillerie, orfèvrerie, réunit une foule de petits métiers, dont certains n'ont que des rapports lointains avec l'industrie du bijou. La conséquence de cela est une grande diversité des salaires, qui vont de moins de 4 francs de l'heure à près de 14 francs.

D'abord voir clair.

La campagne du Bijou pour l'échelle mobile commença en octobre 1925, mais elle resta, dans les premiers mois, intérieure à l'organisation. La question était nouvelle et il fallait d'abord voir clair. Par des articles très documentés, qui auraient mérité mieux que le mince Bulletin de notre Fédération, le camarade Pichon fit beaucoup pour déblayer la question.

Pour montrer l'intérêt à obtenir l'échelle mobile, un graphique indiquant la progression de l'indice officiel du coût de la vie de novembre 1922 à décembre 1925, montée qui atteignit 50 % dans cette période, fut mis sous les yeux des syndiqués et il leur fut facile de comparer la progression de l'indice à celle de leurs salaires; malgré des augmentations très fréquentes pendant ce laps de temps, l'indice avait monté bien plus vite.

Plusieurs assemblées générales furent consacrées à la discussion et un seul camarade fit des réserves sur le principe même, en disant que l'application de ce système pouvait faire perdre aux ouvriers l'habitude de la lutte. Quand la question fut à peu près claire pour tous les camarades, le syndicat fit l'agitation dans les ateliers et présenta aux patrons des revendications précises.

Succès dans la Joaillerie.

Le Syndicat décida de commencer la lutte dans la Joaillerie; des réunions furent organisées par groupe de trois ou quatre maisons; quand tout le métier fut ainsi alerté, une lettre-circulaire fut proposée à la signature des ouvriers des principales maisons où le Syndicat avait derrière lui l'unanimité du personnel, et cette lettre collective fut adressée à la Chambre patronale de la Bijouterie au début de mars.

En voici les principaux points :

1° Adoption d'un système d'échelle mobile des salaires, basé sur l'indice du coût de la vie, publié chaque mois par le ministère du Travail;

2° Effet rétroactif de cette mesure depuis la dernière augmentation dans la maison.

Voici de quelle façon l'échelle mobile devait entrer en vigueur :

« L'échelle des salaires varierait dans la proportion suivante : augmentation ou diminution de 0 fr. 50 horaire chaque fois que l'indice varierait de 25 points. »

Le 19 mars les patrons tinrent une réunion pour examiner notre demande et décidèrent, à l'unanimité, de repousser l'échelle mobile, mais quatre jours plus tard un groupe de fabricants assez important, réuni en dehors de la Chambre patronale, acceptait les propositions ouvrières.

La raison de ce revirement ? A la première réunion, certaines grosses maisons de joaillerie ayant magasins rue de la Paix et plus vendeurs que fabricants, influèrent sur la décision des autres patrons dont ils sont les clients, sans se soucier de l'attitude des ouvriers, car ils n'ont pas affaire à eux, mais les joailliers-fabricants, inquiets des suites de ce refus, décidèrent de passer outre à la décision prise. Devant cette situation, la Chambre patronale décida dans une seconde réunion d'accorder l'échelle mobile, mais refusa l'augmentation préalable et uniforme qui avait cependant été appliquée dans les rajustements précédents.

Le Syndicat marqua le coup et déclencha la grève dans deux ateliers importants pour obtenir complète satisfaction; après huit jours le mouvement prenait fin, les patrons accordaient l'augmentation préalable et égale, ce qui était, en somme, l'engagement de procéder de même dans l'application de l'échelle mobile.

Dans les autres métiers.

Dans les autres métiers les résultats ne sont pas encore aussi bons que dans la joaillerie; dans l'orfèvrerie et dans la gainerie, quelques maisons seulement appliquent l'échelle mobile, mais les aug-

mentations obtenues dans ces maisons provoquent un rajustement dans tout le métier.

Les penduliers, qui adhèrent également au Bijou, viennent de faire un mouvement général, mais les patrons penduliers, effrayés par le seul mot d'échelle mobile, ne voulurent rien entendre à ce sujet; la grève se termina dans la plupart des maisons par des augmentations importantes.

*
**

En résumé, près de deux cents maisons appliquent l'échelle mobile à trois mille ouvriers environ, soit 30 % des corporants; voilà le bilan de l'action du Syndicat.

Depuis l'entrée en vigueur de cette mesure, les ouvriers ont bénéficié d'une augmentation de 20 % en six mois.

Les points discutables.

I. — La diminution.

Dans l'expérience du Bijou, il y a évidemment des points discutables; par exemple, la clause spécifiant que l'échelle mobile jouera en augmentation et en diminution. Mais comment faire autrement ?

Déjà les patrons prirent prétexte d'un article de Monmousseau dans la *Vie Ouvrière*, où celui-ci disait que les ouvriers rejetteraient l'échelle mobile quand ils n'en auraient plus besoin, pour dire, que, dans ces conditions, il était inutile d'essayer ce système.

Il est fort probable pourtant que si les indices baissaient, les ouvriers n'accepteraient pas facilement une diminution de salaires, et il y aurait forcément lutte pour défendre l'augmentation *réelle* du salaire qui deviendrait acquise du fait de la baisse des prix.

L'expérience montre qu'il est bien plus difficile au patronat de diminuer directement le *standard de vie* des ouvriers que de refuser d'augmenter ce standard.

II. — L'indice.

Autre point à discuter : pourquoi le Syndicat a-t-il proposé aux patrons l'indice officiel au lieu d'un indice ouvrier, par exemple celui de l'Union des Syndicats ? L'indice en usage dans la Bijouterie est celui du ministère du Travail, qui fut établi avant guerre, après plusieurs enquêtes sur la consommation d'une famille de quatre personnes. Certes on peut discuter les quantités estimées, mais on doit considérer comme exacte, depuis 1914, la progression de cet indice.

L'indice de l'Union est établi d'une façon analogue mais comprend plus de denrées (celui du ministère est basé sur treize denrées) et, sur certaines, des quantités sensiblement plus fortes, ce qui en fait une source de discussions interminables avec les patrons qui peuvent contester les quantités, dont quelques-unes sont d'ailleurs discutables et ne correspondent pas avec celles d'autres enquêtes.

Les patrons ne peuvent d'ailleurs pas accepter un indice sans avoir participé à son établissement et, sauf l'indice officiel, seul un indice établi par une commission paritaire est possible; s'il est des cas d'application avec le premier, nous n'en connaissons pas encore avec celui de la C. G. T. U.

Certains syndicats ont repoussé catégoriquement l'indice officiel et mené leur campagne avec celui de l'Union, par exemple, les métaux et particulièrement le Bronze; dans cette corporation une grève générale eut lieu, il y a quelques semaines, pour obtenir l'échelle mobile; après une semaine de lutte, certains patrons acceptaient le principe mais récusaient l'indice des syndicats; les dirigeants du mouvement sentant la difficulté de revenir sur leurs mots d'ordre conseillèrent aux ouvriers de rentrer sans l'échelle mobile en se contentant des augmentations obtenues par la grève.

Le choix de l'indice est donc chose délicate.

III. — Le salaire de base.

Dans certaines corporations, l'échelle mobile est revendiquée avec rajustement, d'après l'indice, sur 1914. Cela pose le problème du salaire de base, car souvent la différence est grande entre le salaire actuellement payé et celui que les ouvriers toucheraient avec l'échelle mobile sur la base du salaire de 1914.

Dans la Joaillerie les salaires de l'après-guerre étaient, comparativement, très supérieurs à ceux d'avant 1914.

Les corporations qui, pendant ou immédiatement après la guerre, ont obtenu une amélioration réelle du salaire, c'est-à-dire une augmentation du pouvoir d'achat de celui-ci, ont intérêt à revendiquer l'application de l'échelle mobile, si elle doit jouer proportionnellement, sur la base du salaire d'après la guerre, ceci aboutissant au rajustement d'après la progression de l'indice depuis cette période. Les corporations dont le pouvoir d'achat du salaire n'a pas augmenté depuis 1914 ont intérêt à se baser sur le *salaire revendiqué en* 1914 multiplié par l'indice, salaire minimum à obtenir, pour appliquer ensuite l'échelle mobile.

*
**

Bien d'autres points encore devront être discutés.

On peut dire que s'il fut relativement facile d'obtenir l'échelle mobile dans la Joaillerie, c'est en raison de son caractère de luxe, et parce que le prix des objets fabriqués y connaît des variations impossibles ailleurs. L'échelle mobile sera plus difficilement obtenue dans des industries dont le rôle économique est plus grand.

Souhaitons donc que notre expérience du Bijou soit faite dans des corporations plus importantes. Cela nous édifiera sur une revendication qui paraît le meilleur moyen de lutter actuellement contre la diminution rapide du pouvoir d'achat des salaires. — MAUPIOUX.

LA LIGUE SYNDICALISTE

NOTRE DEUXIÈME CAUSERIE

Plus de cent militants se sont dérangés pour venir à notre première causerie, le 28 octobre, à la rue de Bretagne, et c'est un succès qui ne sera pas sans lendemain.

En raison de la volonté exprimée par le gérant de la « Maison Commune », de nous faire quitter la salle avant onze heures, pour, paraît-il, faire place à la fraction communiste des Cochers-Chauffeurs, laquelle fraction n'utilisa nullement la salle après notre départ (machiavélisme de bas étage), Monatte fut dans l'obligation d'abréger son exposé.

Il le reprendra et le terminera le jeudi 25 novembre, date choisie pour la deuxième causerie de la Ligue.

Une libre discussion suivra.

La causerie aura lieu au *Café des Ecoles* (Vins-Tabac), Maison Auguste Rouillard (Salle au premier), 6, rue Dupetit-Thouars, et 1, rue Dupuis. Descendre au métro *République* ou *Temple*.

La réunion commencera à 20 h. 30.

PROUDHON ET MARX [1]

III

« ...Je crois que Proudhon a été amené à ne pas entrer dans la voie où Marx s'est engagé en raison de ses préoccupations morales; il regardait la fidélité conjugale comme étant l'élément le plus important de l'éthique; il ne voyait point que cette fidélité fût, d'une manière générale, sous la dépendance des conditions de classe; comme il était avant tout un grand moraliste, il devait conclure de cette indépendance que toutes les idéologies sont des formations de l'esprit, sur lesquelles la vie des classes n'exerce qu'une influence secondaire. »

Sorel, dans cette note des *Illusions du Progrès* (Avant-propos, p. 6), a mis le doigt, il me semble, sur l'une des raisons fondamentales pour lesquelles Proudhon n'a pas admis pleinement, comme Marx, la théorie de la lutte des classes. On sait, en effet, que sa conception de la famille fut celle d'un vrai Romain de la grande époque, qu'il voyait dans le mariage, tout comme l'Eglise catholique, une union indissoluble et non un contrat révocable *ad libitum*, et que les idées de Fourier lui faisaient horreur. « Loin de moi, communistes, s'est-il écrié à ce propos, dans ses *Contradictions économiques*, votre présence m'est une puanteur. » Courtisane ou ménagère : il a enfermé la femme dans ce dilemme; et voici ce qu'il écrit sur le mariage : « Avec la propriété, commence le rôle de la femme. Otez le ménage, ôtez cette pierre du foyer, centre d'attraction des époux, *il reste des couples, il n'y a plus de familles.* Voyez, dans les grandes villes, les classes ouvrières tomber peu à peu, par l'instabilité du domicile, l'inanité du ménage et le manque de propriété, dans le concubinage et la crapule. Des êtres qui ne possèdent rien, qui ne tiennent à rien, et vivent au jour le jour, ne se pouvant rien garantir, n'ont que faire de s'épouser; mieux vaut encore ne pas s'engager que de s'engager sur le néant. *La classe ouvrière est donc vouée à l'infamie :* c'est ce qu'exprimait au Moyen-Age le droit du seigneur et, chez les Romains, l'interdiction du mariage aux prolétaires... Pour moi, plus j'y pense, et moins je puis me rendre compte, *hors de la famille et du ménage*, de la destinée de la femme. Courtisane ou ménagère (*ménagère*, dis-je, et non pas *servante*), je n'y vois pas de milieu : qu'a donc cette alternative de si humiliant ? En quoi le rôle de la femme, chargée de la conduite du ménage, de tout ce qui se rapporte à la consommation et à l'épargne, est-il inférieur à celui de l'homme, dont la fonction propre est le commandement de l'atelier, c'est-à-dire le gouvernement de la production et de l'échange ?... L'homme a été créé mâle et femelle : de là, la nécessité du ménage et de la propriété. Que les deux sexes s'unissent : aussitôt, *de cette union mystique, de toutes les institutions humaines la plus étonnante*, naît, par un inconcevable prodige, la propriété, la division du patrimoine commun en souverainetés individuelles. Le ménage, voilà donc pour toute femme, dans l'ordre économique, le plus désirable des biens; la propriété. l'atelier, le travail à son compte, voilà, avec la femme, ce que tout homme souhaite le plus. Amour et mariage, travail et ménage, propriété et *domesticité*, que le lecteur, en faveur du sens, daigne ici suppléer à la lettre; tous ces termes sont équivalents, toutes ces idées s'appellent et créent pour les futurs auteurs de la famille une longue perspective de bonheur, comme elles révèlent au philosophe tout un système.

« Sur tout cela, le genre humain est unanime, moins cependant le socialisme qui, seul, dans le vague de ses idées, proteste contre l'unanimité du genre humain. Le socialisme veut abolir le ménage, parce qu'il coûte trop cher; la famille, parce qu'elle fait tort à la patrie; la propriété, parce qu'elle préjudicie à l'Etat. Le socialisme veut changer le rôle de la femme : de reine que la société l'a établie, il veut en faire une prêtresse de Cotytto. » (*Contradictions économiques*, p. 198, 199, 200.)

A côté de ces textes de Proudhon, si je relis dans Marx certain fameux passage du *Capital* (T. I, Ch. XV, p. 212) il semblera, évidemment, que la contradiction entre Marx et Proudhon soit absolue : « Si terrible et si dégoûtante, écrit Marx, que paraisse dans le milieu actuel la dissolution des anciens liens de la famille, la grande industrie, grâce au rôle décisif qu'elle assigne aux femmes et aux enfants en dehors du cercle domestique, dans des procès de production socialement organisés, n'en créée pas moins *la nouvelle base économique*, sur laquelle s'élèvera *une forme supérieure de la famille* et des relations entre les sexes. Il est aussi absurde de considérer comme absolu et définitif le mode germano-chrétien de la famille, que les modes oriental, grec et romain, *lesquels forment d'ailleurs entre eux une série progressive.* Même la composition du travailleur collectif par individus des deux sexes et de tout âge, cette source de corruption et d'esclavage en régime capitaliste, porte en soi les germes d'une nouvelle évolution sociale. *Dans l'histoire, comme dans la nature, la pourriture est le laboratoire de la vie.* »

La contradiction, dis-je, entre ce texte de Marx et ceux de Proudhon que j'ai rapportés plus haut, semble absolue. Proudhon, manifestement, se réfère, dans ses idées sur la famille, à un type, qui lui paraît le type éternel et qui est *le type romain;* sa conception est, essentiellement, *rurale.* En face du bouleversement opéré par la grande industrie dans les relations familiales, il éprouve une sorte d'horreur, que Marx éprouve également; mais, tandis que Marx, pour qui « dans l'histoire, comme dans la nature, la pourriture est le laboratoire de la vie » voit dans ces bouleversements, « si terribles et si dégoûtants » qu'ils soient, le gage d'une transformation finalement heureuse de la famille, Proudhon, plus moraliste et moins disposé peut-être à se payer de mots, condamne d'une façon absolue *l'extériorisation* de l'activité féminine hors du cercle domestique et prononce son : *courtisane ou ménagère.* On ne peut donc pas imaginer, semble-t-il, deux points de vue plus diamétralement opposés et plus inconciliables; et l'opposition vient de la manière différente dont Marx et Proudhon

(1) Voir la *Révolution Prolétarienne* de septembre et d'octobre.

réagissent vis-à-vis du fait de la grande industrie. Nous avons déjà vu plus haut que Proudhon la considère « comme le chef-d'œuvre du spiritualisme », c'est-à-dire de la distinction absolue de l'âme et du corps; et je fais d'ailleurs remarquer à ce propos que c'est Marx qui a le mieux fait ressortir l'énorme séparation qu'accomplit la grande industrie entre les forces intellectuelles de la production, qui deviennent gigantesques, et le caractère chétif de la main-d'œuvre ouvrière. Les préférences subjectives de Proudhon vont évidemment aux formes paysanne et artisane de la production; la grande industrie heurte et froisse son sentiment intime; *il ne l'aime pas;* elle pose pour lui le problème « d'une résurrection à opérer », où il s'agit de concilier la forme forcément sociétaire du travail avec la dignité et l'indépendance du travailleur. Sa répugnance personnelle pour la grande industrie ne va d'ailleurs pas jusqu'à lui faire méconnaître son rôle révolutionnaire; et il verra, lui aussi, dans ce qu'il appelle les *Compagnies ouvrières,* destinées selon lui à diriger les grandes exploitations, *les véritables armées de la Révolution.* Mais il reste que, foncièrement, elle ne lui est pas sympathique, tandis que, pour Marx, elle est le gage, accueilli avec un franc enthousiasme et sans réserve, d'une transformation finalement bienfaisante des relations sociales.

Ne nous laissons pas, toutefois, tromper par les apparences, et n'oublions pas, d'une part, que Proudhon, dans sa critique des conceptions du socialisme sur la famille, a surtout en vue le fouriérisme, que tout le monde s'accordera, je pense, à trouver extravagant sur ce point; et, d'autre part, que Marx, qui, personnellement d'ailleurs, a donné l'exemple des plus belles vertus familiales, ne semble pas du tout conclure à la *suppression* de la famille, mais à sa transformation en un mode supérieur, devant être, par rapport aux modes oriental, grec, romain et germano-chrétien, « formant entre eux une série progressive », un degré plus élevé de cette série. Il faut bien faire attention, en effet, que si Marx, dans le *Manifeste communiste* par exemple, déclare que les ouvriers n'ont pas plus de famille que de patrie, *c'est une constatation qu'il fait,* pour mettre en relief l'hypocrisie bourgeoise reprochant aux socialistes de *vouloir* détruire ce que le capitalisme ne leur a pas laissé à détruire, puisque c'est chose faite — et effroyablement faite — par lui. On peut relire tout le passage du *Manifeste,* qui est relatif à la famille et à la patrie : on n'y trouvera qu'une *réplique* de Marx sur le ton ironique et sarcastique qui lui était familier, mais aucune indication précise sur la manière dont il entendait le mode futur de la famille et de la patrie dans la civilisation communiste. C'est de la même manière, du reste, que Proudhon, lui aussi, dans sa *Solution du problème social,* répond aux criailleries bourgeoises sur la prétention prêtée aux socialistes de vouloir détruire « la propriété, la famille et la religion » : « Commençons, s'il vous plaît, s'écrie Proudhon, par mettre la famille hors de cause. Il ne vous appartient pas, bourgeois, *qui achetez vos femmes et qui vendez vos filles, après avoir exploité sans mesure et sans remords les autres femelles,* de nous parler de la famille. La famille, nous vous l'avons dit maintes fois, la famille est devenue par la propriété *un repaire de prostitution,* dont le père est le souteneur et la mère l'entremetteuse. *Hommes de chair, avant que vous prononciez le nom sacré de famille, laissez-moi passer le charbon ardent sur vos lèvres.* » (P. 156). C'est exactement sur ce ton d'ironie révolutionnaire que Marx, dans le *Manifeste,* répond aux hypocrites de la bourgeoisie accusant les communistes de vouloir la « communauté des femmes ». Mais, je le répète, Marx ne donne aucune indication précise sur la manière dont il entend que seront réglés les rapports familiaux dans le futur monde socialiste.

Je crois, cependant, qu'il est facile, en relisant attentivement le texte du *Capital* que j'ai rapporté, de voir que Marx n'envisage nullement la *suppression* de la famille, mais sa transformation, et une transformation qui en dégagera *le contenu moral* de toutes les influences économiques, par lesquelles, aujourd'hui, elle n'est souvent « qu'un repaire légal de prostitution ». C'est donc à *une forme épurée* de la famille qu'il pense, et nullement aux extravagances fouriéristes sur la *papillonne* et la *prostitution généralisée,* qui scandalisaient tant Proudhon. Marx, personnellement, tout comme Proudhon, fut, je le répète, le modèle des époux et des pères : il n'eut rien d'un *ruffian,* comme Lassalle, si cher au *conservateur* Léon Daudet, qui trouve à ce dandy évidemment une vie plus pittoresque et plus romantique. Sous les apparences *immoralistes,* que lui prête souvent son ironie méphistophélique, il ne fut pas, au fond, un moraliste moins austère ni moins *classique* que Proudhon, ni un moins grand idéaliste. Et, pour ce qui est de la pureté des mœurs et de la fidélité conjugale, bases idéales de la famille, on peut affirmer que Marx n'était pas moins exigeant que Proudhon. La différence entre eux vient de ce que Proudhon, résolument *antiféministe,* ne conçoit pas pour les femmes d'autre fonction possible et compatible précisément avec cette pureté des mœurs et cette fidélité conjugale, que la fonction ménagère; il ne veut pas entendre parler, pour elles *d'extériorisation* de leur activité hors du foyer, qui est la garantie souveraine à ses yeux de leur moralité et hors duquel il n'y a pour elles que prostitution ou danger imminent de prostitution : *ménagère ou courtisane.* Il y a, dans Proudhon, paysan dans l'âme, disons-le une fois de plus, tout *l'antiféminisme* radical et essentiel de l'antique raison classique, orientale, grecque et latine; et l'on peut constater que, sur ce point, Nietzsche a exactement les mêmes conceptions que Proudhon : je renvoie le lecteur à ce qu'il a écrit à ce sujet dans *Par delà le bien et le mal.* Marx, au contraire, *plus intellectuel,* appartenant en fait à ce qu'on a pu appeler *le prolétariat intellectuel,* semble admettre que la grande industrie, en tirant la femme hors du cercle domestique, a préparé son émancipation et fourni les bases d'un mode familial supérieur, sur la nature duquel, au reste, il ne donne, encore une fois, aucune précision, fidèle sans doute à sa prudence habituelle pour tout ce qui regardait l'avenir. Comme Proudhon, il constate bien que les classes ouvrières, dans les grandes villes, ont été réduites à l'infamie, « par l'instabilité du domicile, l'inanité du ménage et le manque de propriété »; il dénonce cette dissolution effroyable de la famille ouvrière dans la civilisation capitaliste; mais, dit-il, « la pourriture est le laboratoire de la vie»; et il semble supposer, par conséquent, que, de cette dissolution effroyable, pourra sortir une nouvelle forme de la famille et des relations entre les sexes. Comme le prolétariat, issu de la grande industrie, est la classe à qui revient la mission historique de promouvoir la civilisation socialiste, ce sont les relations créées au sein du

prolétariat par l'évolution sociale et économique, qui devront constituer la base sur laquelle s'élèvera le nouveau droit. La famille bourgeoise, fondée sur la propriété, sacrifie cyniquement à ses exigences les convenances morales; dans la famille ouvrière, vide de propriété, on verra au contraire passer au premier plan les convenances morales. Telle est, sans doute l'hypothèse de Marx.

Et c'est cette hypothèse qui paraît à Proudhon discutable et même ruineuse : « Des êtres, dit-il, qui ne possèdent rien et ne peuvent rien se garantir, n'ont que faire de s'épouser; *on ne s'engage pas sur le néant;* il y aura encore des couples, il n'y aura plus de familles. » Si l'on ajoute que, l'éducation des enfants passant à la société et la femme devenant l'égale, économiquement, de l'homme, toute assise matérielle serait enlevée à la famille, celle-ci ne pourrait, vraisemblablement, reposant désormais sur des bases uniquement sentimentales, toujours fragiles, précaires et instables, que tomber dans le vide; en fait, on aboutirait au fouriérisme, c'est-à-dire à la promiscuité générale, à la communauté des femmes et... des hommes, à l'universelle prostitution.

***

Le problème essentiel que nous avons à résoudre est, en définitive, celui-ci : dans une civilisation socialiste, quel sera le rôle et quelle sera la destinée de la femme et de la famille ? Faut-il considérer comme une acquisition éternelle de la civilisation *l'extériorisation* de l'activité féminine, amenée par le capitalisme, avec tout ce que cette extériorisation implique, et le socialisme se montrera-t-il, sur ce point, le simple héritier et l'humble *suiveur* du capitalisme, se contentant de lui emboîter le pas et estimant avec Marx que le rôle décisif assigné par la grande industrie aux femmes et aux enfants en dehors du cercle domestique est le gage d'une forme supérieure de la famille — ou adoptera-t-il, au contraire, le dilemme de Proudhon : *courtisane ou ménagère,* convaincu, avec le grand moraliste bisontin, que les promiscuités de l'atelier ne peuvent amener que la prostitution, et que le secret du foyer est, pour la femme, comme il le dit quelque part, « une nécessité d'honneur et de toilette » ? Si l'on peut discerner chez Proudhon une certaine tendance à ce qu'on pourrait appeler l'*utopie morale,* l'amenant à concevoir l'économie sous des formes quelque peu statiques, ne peut-on pas discerner, par contre, chez Marx une tendance à ce que j'appellerai *l'utopie économique,* l'amenant à hypostasier en manifestations éternelles du progrès tous les aspects nouveaux de l'économie ? « La pourriture, dit-il, est le laboratoire de la vie »; je crains bien que ce ne soit là qu'une de ces phrases à effet, qui servent parfois aux auteurs les plus sérieux à esquiver les difficultés d'un sujet et qui leur déguisent à eux-mêmes le néant de solutions toutes verbales. On en trouve malheureusement quelques-unes comme celle-là dans Marx, qui aimait le jeu de mots et dont la verve dialectique se plaisait parfois à un cliquetis plus brillant que solide, comme cela se voit dans cette *Misère de la Philosophie,* dont le titre seul est déjà une facétie et dont la *légèreté* (osons écrire le mot) laisse souvent rêveur; car on peut se demander si Marx avait bien lu Proudhon — ceci dit sans vouloir le moins du monde chercher à diminuer Marx, mais simplement pour contribuer à en appeler auprès de l'opinion révolutionnaire de l'exécution capitale faite par Marx de Proudhon et acceptée depuis trop facilement par elle. Entre les deux grands émules du socialisme occidental, il serait temps, d'ailleurs, de cesser de dresser des barrières factices et de commencer ce travail de critique, qui ne laisserait subsister d'eux que ce qu'ils ont écrit de vraiment grand et digne de l'immortalité.

Il faut poser nettement — et je dirai même solennellement — la question aux révolutionnaires et les inviter à une sorte d'examen de conscience sur ce problème de la femme et de la famille; car, s'il est évident que, jusqu'ici, le point faible du socialisme, ce fut son éthique, il est non moins clair que cette faiblesse morale tient aux conceptions courantes adoptées dans les milieux socialistes sur ce problème, dont l'importance est capitale pour la future morale prolétarienne. J'ai souvent dit que le socialisme avait hérité de la démocratie bourgeoise un ensemble de préjugés et d'idées soi-disant avancées, dont le premier devoir d'un écrivain révolutionnaire est de chercher à débarrasser la pensée vraiment prolétarienne; les intellectuels du socialisme, venus de la bourgeoisie de gauche — bourgeoisie souvent purement décadente — ont inondé la littérature révolutionnaire de *clichés,* qui ne sont, la plupart du temps, que l'expression pure et simple de la pourriture morale bourgeoise. Il s'agirait vraiment de savoir quelles sont, sur cette question de la femme et de la famille, les vraies *réactions* de la sensibilité prolétarienne; des syndicats ouvriers se sont élevés souvent contre le travail à l'usine de la femme, excitant, d'ailleurs, par cette attitude, l'indignation scandalisée d'un Jules Guesde; mais, si grand que soit Jules Guesde par d'autres côtés, il ne fut après tout, lui aussi, qu'un *intellectuel du socialisme,* dont l'opinion a beaucoup moins de valeur par conséquent que la décision régulière d'un syndicat ouvrier. « Le socialisme, écrit Sorel, n'a pas pour but d'affranchir les ouvriers en les transformant en journalistes, en romanciers ou orateurs », et il ajoute en note : « Presque toutes les femmes comprennent l'émancipation de cette manière; *elles aspirent à quitter l'aiguille pour la plume;* c'est ce qui rend le féminisme si ridicule souvent... et si réactionnaire au fond. » (*Avenir socialiste des Syndicats,* p. 83.) Marx, lui aussi, fut un *intellectuel du socialisme,* un très grand intellectuel sans aucun doute, mais dont les origines ne sont pas en fait prolétariennes; et les idées de Proudhon sur la femme et la famille me paraissent avoir une plus grande valeur, parce que Proudhon sort vraiment du peuple et que les réactions de sa sensibilité sont, elles, vraiment plébéiennes. Marx, je le répète, a donné d'ailleurs, personnellement, l'exemple des plus belles vertus domestiques; et il ne peut s'agir chez lui que d'une erreur de jugement, venant de ce que j'ai appelé un certain *utopisme économique* et d'un certain *optimisme scientiste.*

***

« Se tromper au sujet du problème fondamental de l'homme et de la femme, nier l'antagonisme profond qu'il y a entre les deux et la nécessité d'une tension éternellement hostile, rêver peut-être de droits égaux, d'éducation égale, de prétentions et de devoirs égaux, voilà les indices *typiques* de la platitude d'esprit. Un penseur qui, dans cette dangereuse question, s'est montré superficiel —

superficiel dans l'instinct ! — doit passer pour suspect d'une façon générale... Un homme, au contraire, qui possède de la profondeur dans l'esprit, comme dans les désirs, et aussi cette profondeur de la bienveillance, qui est capable de sévérité et de dureté et qui en a facilement l'allure, ne pourra jamais avoir de la femme que l'opinion *orientale*. Il devra considérer la femme comme propriété, comme objet qu'on peut enfermer, comme quelque chose de prédestiné à la domesticité, et qui y accomplit sa mission. » Ainsi s'exprime Nietzsche (*Par delà le bien et le mal*, p. 244-245); et nous reconnaissons le « *Courtisane ou ménagère* » de Proudhon. Nietzsche et Proudhon, avec une profondeur en effet toute classique dans l'instinct, ne font au romantisme aucune concession sur ce problème de la femme. « Partout où l'esprit industriel a remporté la victoire sur l'esprit militaire et aristocratique, la femme tend à l'indépendance économique et légale d'un commis. La « femme commis » se tient à la porte de la société moderne en voie de formation. Tandis qu'elle s'empare ainsi de nouveaux droits, tandis qu'elle s'efforce de devenir « maître » et inscrit le « progrès » de la femme sur son drapeau, elle aboutit au résultat contraire avec une évidence terrible : *la femme recule.* » (P. 246.)

La « femme commis » et la « femme ouvrière », ces deux *créations* de la société capitaliste, constituant une dénaturation monstrueuse du rôle essentiel de la femme, *qui est domestique*, la question est donc de savoir si la civilisation socialiste doit, purement et simplement, en hériter, se faisant fort même de donner à cet héritage un accroissement complet, ou si elle ne doit pas plutôt au contraire, au nom des intérêts de la morale, de l'hygiène, de la race et de la femme elle-même, purement et simplement le répudier. Nous voyons par l'accord essentiel du *plébéien* Proudhon avec *l'aristocrate* Nietzsche que la question peut parfaitement se poser; et nous devons nous demander, si l'esprit prolétarien, successeur de l'esprit industriel et bourgeois, lui-même successeur de l'esprit militaire et aristocratique, ne doit pas, je ne dis pas, cela va de soi, revenir tellement quellement aux positions de celui-ci, mais reprendre cette question et lui donner une solution originale, qui sera aussi différente de la solution bourgeoise que de ce qu'on pourrait appeler la solution aristocratique.

Proudhon, dans son livre *La Guerre et la Paix*, a posé le parallélisme du travail et de la guerre et conçu le travail comme le substitut historique de la guerre, le travailleur comme le successeur du guerrier; et, si une civilisation aristocratique est une civilisation guerrière, où l'homme est exalté comme guerrier et la femme faite, comme dit Nietzsche, pour délasser le guerrier et filer la laine à la maison, ne pourrait-on pas dire que, dans la future civilisation prolétarienne, civilisation de producteurs et où l'homme est exalté comme producteur et garde, comme dit Proudhon, « le commandement de l'atelier et le gouvernement de la production », la femme, reine de ce petit royaume (qui est aussi d'ailleurs une manière d'atelier) qu'est son ménage, et présidant à la consommation et à l'épargne, sera destinée de nouveau au seul délassement du producteur ? Mais en quoi la solution prolétarienne du problème de la femme différera-t-elle de la solution aristocratique ? De la *maison féodale* à la *maison ouvrière*, en passant par la *maison bourgeoise*, quel est le rapport et quelles sont les différences ?

⁂

Instinct, intelligence, intuition : j'ai souvent évoqué cette hiérarchie bergsonienne; et je me suis risqué aussi à dire que la civilisation féodale reposait toute sur l'instinct, la civilisation bourgeoise sur l'intelligence et que la civilisation prolétarienne donnerait à l'intuition, cet instinct appelé *désintéressé* par Bergson, la place prépondérante. Si nous appliquons à la question de la femme et de la famille cette espèce de trilogie de l'instinct, de l'intelligence et de l'intuition, nous dirons : dans la maison féodale, la femme est *une chose*, et les rapports qu'elle entretient avec son Seigneur et Maître sont purement instinctifs; elle ne possède aucun droit; elle connaît ce qu'on pourrait appeler *le régime de la réclusion*. Aujourd'hui, on peut dire que nous assistons à un mouvement qui tire la femme de ce régime de la réclusion pour la précipiter dans ce qu'on nomme *le régime de l'émancipation*. La femme est sortie et tend à sortir de plus en plus de l'antique gynécée pour se répandre dans tous les domaines de l'activité sociale; elle est devenue ouvrière, commis, médecin, professeur, avocate, que sais-je encore; il n'est pas de profession, jusqu'ici réservée aux hommes, qu'elle ne prétende envahir; et la « grande guerre » a donné à ce mouvement un décisif et formidable ébranlement. On peut dire, en gros, que la femme, de *chose instinctive* qu'elle était, s'est élevée au rang d'un *individu libre et conscient*, dont la prétention est d'établir avec l'homme, à qui jusqu'ici elle était restée subordonnée, des rapports fondés sur la simple égalité mathématique et aboutissant à de simples échanges sur un marché devenu libre : les théories sur *l'amour libre* ne font, en définitive, qu'exprimer les conséquences extrêmes et logiques de ce mouvement d'émancipation. La civilisation bourgeoise, qui est essentiellement une civilisation marchande, fondée surtout sur l'échange et dont le marché libre est l'image la plus exacte — un marché sur lequel des atomes libre-échangistes échangent librement des produits réputés mathématiquement égaux — la civilisation bourgeoise tend à faire de la femme *une unité mathématique égale* à cette autre unité mathématique, que serait l'homme : l'homme et la femme deviennent *deux libre-échangistes*, échangeant sur le marché de l'amour leurs libres fantaisies et se livrant à une sorte *d'agio* : nous aboutissons à la *papillonne* de Fourier; l'émancipation devient bien l'universelle prostitution.

Contre cela, contre cette infamie, l'auteur de *La Pornocratie ou les femmes dans les temps modernes* a jeté son cri : *courtisane ou ménagère*; « plutôt la réclusion que l'émancipation »; « Mieux vaut, dit-il, dans une boutade significative, une femme estropiée à la maison qu'une coquette ingambe à la promenade. » Je prends à dessein les formules les plus brutales de la *réaction* proudhonienne, celles par lesquelles son indignation de moraliste s'est le plus énergiquement exhalée. Dans une note de son premier Mémoire sur la propriété (p. 192) je lis également ceci : « Entre la femme et l'homme, il peut exister amour, passion, lien d'habitude et tout ce qu'on voudra, il n'y a pas véritablement *société*. L'homme et la femme ne vont pas de compagnie; la différence des sexes élève entre eux une séparation de même nature que celle que la différence des races met entre les animaux. Aussi, bien loin d'applaudir à ce qu'on appelle aujourd'hui émancipation de la

femme, inclinerais-je bien plutôt, s'il fallait en venir à cette extrémité, à mettre la femme en réclusion. *Le droit de la femme et ses rapports avec l'homme sont encore à déterminer;* la législation matrimoniale, de même que la législation civile, est à faire. »

Entre la *réclusion* et l'*émancipation,* c'est-à-dire entre la femme-chose ou esclave, qui est la femme comme la conçoit la civilisation féodale et la femme émancipée, se posant vis-à-vis de l'homme comme une unité mathématique égale et libre, qui est la femme où aboutit la civilisation moderne bourgeoise, civilisation marchande et concevant tout sur le type du marché libre et du contrat commercial, n'y a-t-il donc pas une autre hypothèse possible, et le socialisme en est-il réduit à donner simplement à la solution bourgeoise du problème de la femme sa conclusion extrême ? Proudhon ne le croyait pas, et il a donné du mariage une doctrine que je persiste à considérer comme la chose la plus belle *et la plus vraie,* qui soit sortie de la plume d'un moraliste. Dans le mariage, qu'il appelle *une institution mystique* (et je remarque tout de suite que, par cette expression, Proudhon place le mariage sur un plan que je nomme avec Bergson *le plan de l'intuition*) il voit l'union de la *force* et de la *grâce,* puissances entre lesquelles il ne peut y avoir, selon lui, à peine de dégradation pour l'une comme pour l'autre, égalité mathématique et échange contractuel, mais simplement *équivalence,* la grâce acceptant de se subordonner socialement à la force, comme l'idéal au droit, pour mieux assurer, par contre, sur un plan supérieur, son hégémonie spirituelle, l'idéal étant la puissance motrice et inspiratrice. Sur le terrain économique, Proudhon établit une équivalence de fonctions entre l'homme et la femme, l'homme *producteur,* gouvernant la production et présidant à l'atelier, et la femme *ménagère,* présidant à la dépense et à l'épargne et gouvernant ce petit royaume qu'est son ménage, *cette chose toute idéale,* et non du tout, comme le pensent tous nos émancipés et émancipées, *cette chose mesquine,* et dont ils veulent qu'elle s'émancipe, comme ils veulent, selon les conceptions démocratiques courantes, qu'on s'émancipe *du métier,* pour conquérir une liberté abstraite. Et, sur le plan social, il établit la même équivalence entre l'homme organisateur de la cité et maître, comme dit Marx, de son propre mouvement social, et la femme, mère et éducatrice, médiatrice, chargée de transmettre aux enfants, parce qu'elle a l'esprit plus beau et plus concret, les idées que la puissance métaphysique du cerveau masculin élabore dans une fièvre de création parfois aventureuse et abstraite, et que le cerveau féminin, plus assimilateur, lui, que créateur, a la mission de digérer en quelque sorte, de filtrer et de concrétiser. Peut-on dire, dans une pareille conception, que la femme, acceptant encore une fois d'être *nourrie* par l'homme, au lieu de courir les chances périlleuses d'une activité libre et concurrente, renonce à la liberté et retombe en esclavage ? On dira plutôt qu'elle abandonne les chances, ruineuses pour la beauté et la grâce qui lui sont propres, d'une liberté abstraite, pour conquérir une liberté concrète et positive. Le féminisme n'est en somme qu'un aspect de la démocratie, qui n'a conçu jusqu'ici la liberté que d'une façon négative; et, de même que l'homme, en cessant d'être *sujet* pour devenir *citoyen,* n'a pas encore conquis la vraie liberté, qui n'existera pour lui que le jour où il sera *un producteur libre dans un atelier libre,* de même la femme en cessant d'être une *chose* pour devenir un *individu* ne deviendra une *personne* que le jour où, sur la base de son métier qu'est *le ménage,* elle pourra donner l'essor à toutes les facultés qui sont de sa nature. Je l'ai dit souvent : il ne s'agit pas de revenir à l'instinct, pas plus qu'au particularisme sensible, quand on parle de ruiner le conceptualisme; il s'agit de *transcender le concept,* pour s'élever à l'intuition. De même, il ne s'agit pas, politiquement, de revenir au particularisme féodal, quand on parle de détruire l'Etat moderne; il s'agit de *transcender cet Etat,* pour s'élever jusqu'à *l'universalisme concret de l'organisation syndicale.* C'est de la même manière qu'il faut concevoir « l'émancipation féminine »; il ne s'agit pas, naturellement, de revenir au régime de la réclusion, mais de transcender le régime de l'émancipation abstraite pour s'élever jusqu'à une conception positive du droit de la femme. Cette forme supérieure de la famille, que Marx entrevoyait au bout du procès de dissolution capitaliste des liens familiaux, et comme préparée par lui, mais sur laquelle il n'a donné aucune indication positive, se contentant de dire, sous une forme pseudo-scientifique, que « la pourriture est le laboratoire de la vie », je crois que Proudhon en a dessiné le schéma, un schéma, dont la beauté, dit Sorel, ne sera pas dépassée.

*
**

D'une manière générale, et pour conclure cette étude comparative de Marx et de Proudhon, on peut dire que Marx a bien été un de ces merveilleux « artistes de destruction et de décomposition » dont parle Nietzsche, mais qu'il n'a pas brillé, autant que son émule Proudhon, dans ce qu'on pourrait appeler *l'anticipation historique.* « Qui compose un programme pour l'avenir, est un *réactionnaire* », disait-il; et, sans doute, cela est vrai : les programmes d'avenir ne sont le plus souvent fabriqués qu'avec des éléments empruntés inconsciemment au passé ou au présent. *L'avenir est essentiellement imprévisible,* puisqu'il est, en somme, une création libre de l'histoire. Mais les anticipations proudhoniennes ne sont pas *des programmes d'avenir;* elles sont les intuitions d'un grand moraliste plébéien; et l'on sait la distinction capitale que Sorel a établie entre le *mythe* et *l'utopie.* Je crois donc que, sur la base définitive où Marx a fondé le socialisme moderne, base uniquement ouvrière, les anticipations proudhoniennes pourraient être reprises, très avantageusement, pour donner au mythe de la Révolution prolétarienne toute la richesse morale et toute la précision juridique qu'il comporte; c'est pourquoi je ne puis comprendre l'émotion bizarre de certains soi-disant marxistes, à la seule évocation du nom de Proudhon : ne voir en l'auteur de la *Capacité politique des classes ouvrières* qu'un simple petit-bourgeois est en effet tout à fait grotesque; je souhaiterais, en tout cas, que notre Parti communiste et nos Syndicats fussent composés de beaucoup de « petits-bourgeois » de ce calibre-là ! J'ai déjà rappelé ailleurs comment le grand écrivain italien Alfredo Oriani avait baptisé Proudhon : *il gigante plebeio;* Proudhon est incontestablement, en effet, le plus grand révolutionnaire, en même temps que le plus grand philosophe, que la France ait produit au XIXe siècle.

EDOUARD BERTH.

LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

COMMENT LES STATUTS DE LA C. G. T. U. ONT ÉTÉ FALSIFIÉS

« *Si nous avons commis une forfaiture, nous le déclarerons publiquement.* »

*Dans un article de l'*Ecole Emancipée *du 17 octobre, E. Ballereau rappelle l'incident survenu au cours du Congrès de l'Enseignement à propos des statuts de la C. G. T. U.*

L'incident de Grenoble.

« C'est — dit Ballereau — presque par hasard au cours de la deuxième séance du Congrès, qu'un camarade, feuilletant la *Vie syndicale,* nous demanda si nous n'avions pas remarqué quelque chose de bizarre dans le préambule des statuts de la C. G. T. U. (page 661) :

« *Elle (la C. G. T. U.) précise que cette transformation (de la société actuelle) ne s'accomplira que par la suppression du patronat, l'abolition du salariat* ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT »;

« Et avoua ne pas savoir quel Congrès avait introduit dans les statuts ce dernier membre de phrase.

« Tout de suite, Thomas assura : « Aucun. C'est, ou une erreur, ou un abus de pouvoir. Il faudra demander des explications à Monmousseau. »

. . . .

« Devant la question très nette de Thomas, qui demandait une réplique immédiate, le secrétaire confédéral prétendit ne pas satisfaire tout de suite la légitime curiosité de tout le Congrès, préférant répondre « en bloc » à l'exposé de notre camarade Puis, le moment venu de sa réponse, il prononça un éloge dithyrambique du camarade Dudilieux, « gardien scrupuleux, assura-t-il, de notre constitution confédérale » Enfin, il essaya de porter un coup droit à la minorité en affirmant : « La dictature du prolétariat ? Mais c'est le Congrès de Saint-Etienne qui a introduit cette formule dans nos statuts. » Et, ce disant, il brandissait, comme preuve, la *Vie syndicale,* ouverte à la page 661... c'est-à-dire le document même qui servait de base à notre accusation.

« Devant le démenti formel et véhément que lui donna Thomas, Monmousseau n'insista pas, et promit de rechercher, une fois rentré à Paris, le compte rendu sténographique du Congrès de Saint-Etienne. « Si Thomas a raison, affirma-t-il, je dis à l'avance que nous avons commis une forfaiture volontaire ou involontaire, et nous le déclarerons publiquement. »

. . . .

Les vrais statuts confédéraux.

« Le groupe de la *Vie Ouvrière* — écrit Ballereau — avait (à Saint-Etienne) opposé au projet du bureau provisoire un contre-projet que Dudilieux défendit au Congrès, et qui fut adopté dans son ensemble, sauf de légères modifications de détail. Si l'on se reporte au compte rendu sténographique de ce Congrès, on trouve, dans le préambule des statuts, pour le paragraphe qui nous occupe :

« *Cette transformation ne s'accomplira que par la suppression du patronat et l'abolition du salariat* », c'est-à-dire le texte proposé par le bureau provisoire moins les mots : *disparition de l'Etat. Mais nulle trace de « dictature du prolétariat »,* non plus d'ailleurs que dans le contre-projet de la *Vie Ouvrière.* A l'étiquette anarchiste, on n'avait pas voulu substituer une autre étiquette aussi malencontreuse. Selon le Conseil de Bouët, on était resté des *unitaires,* au sens plein du mot et on avait eu raison.

« Mais il y a eu d'autres Congrès depuis 1922 ?

« Sans doute il y a eu d'abord celui de Bourges (1923), mais l'ordre du jour de ce Congrès ne comportait aucune proposition de modification aux statuts. Il y a eu celui de Paris (1925) où les statuts confédéraux ont été modifiés, mais seulement en ce qui concerne la représentation des syndicats aux Congrès, la rééligibilité des fonctionnaires confédéraux et la réorganisation des Unions. Il n'a pas été question du préambule. »

La dérobade de Monmousseau.

Bien loin de tenir sa promesse — « Les promesses solennelles d'un secrétaire confédéral autant en emporte le vent... » — c'est-à-dire de reconnaître la « forfaiture », puisque le compte rendu sténographique lui avait démontré la fausseté de son affirmation de Grenoble, Monmousseau, rentré à Paris, s'est ingénié à embrouiller une chose pourtant claire.

Monmousseau argue (Vie Ouvrière *du 12 août*) *du fait que la formule « dictature du prolétariat » est incluse dans les statuts de l'Internationale Syndicale Rouge, pour affirmer que le bureau de la C. G. T. U. a bien fait de mettre les statuts confédéraux en concordance avec ceux de l'I. S. R., et pour accuser la minorité de vouloir remettre en cause l'adhésion de la C. G. T. U. à l'I. S. R.*

A cette dérobade, Ballereau rétorque :

« Nous affirmons, nous, que rien n'autorisait le Bureau confédéral à corriger, de *lui-même,* le texte des statuts de la C. G. T. U. dans le sens de ses propres opinions, sous prétexte de les « *mettre à jour* ».

« Tout ce qu'il pouvait faire, c'était, conformément à l'article 29 et trois mois avant le Congrès de Bourges ou avant celui de Paris, de proposer aux Syndicats qui en auraient délibéré et au Congrès qui en aurait décidé, l'addition de la formule incriminée dans le préambule de notre constitution confédérale. Tout ce que dit Monmousseau pour justifier l'abus de pouvoir que nous reprochons à ses amis et à lui-même, c'étaient des raisons à faire valoir *avant* et *dans* un Congrès, mais cela ne permettait nullement à des fonctionnaires confédéraux, sous prétexte de dictature du prolétariat, d'agir eux-mêmes en dictateurs.

« La minorité syndicaliste n'entend nullement,

comme le prétend Monmousseau, remettre en cause la question de l'adhésion à l'I. S. R. Elle prétend seulement lutter pour l'indépendance du mouvement syndical, contre le syndicalisme de secte vers lequel on nous achemine maladroitement depuis plusieurs années et pour le respect des statuts confédéraux par ceux-là même qui en devraient être les gardiens jaloux et vigilants.

Pour une protestation unanime.

« Nous pensons — conclut Ballereau — qu'en présence des faits indiscutables que nous avons exposés, une protestation *unanime* sera élevée par tous les militants, par tous les syndicats de notre Fédération. Une organisation qui a le souci de sa dignité doit veiller strictement au respect des décisions qu'elle a librement prises. Si elle ne le fait pas, elle consacre elle-même sa propre déchéance. »

LEURS DÉMENTIS

Le camarade Raynaud, secrétaire de la XXe Union régionale, n'est jamais embarrassé dans une discussion. Que vous apportiez des arguments ou que vous citiez des textes qui le gênent, il clame, péremptoire : « Ce n'est pas vrai ! » et vous met au défi de prouver ce que vous avancez. Comme on n'a pas toutes ses références dans sa poche, l'effet est produit et l'opposant passe pour un menteur.

A un récent Comité général, je signalais que l'ancienne U. D. de la Région parisienne ne s'était jamais réunie pour se transformer en union locale, comme le rendait nécessaire la constitution de l'Union régionale.

— Ce n'est pas vrai ! me crie Raynaud. Elle s'est réunie en congrès.

— Quand ? demandai-je, interloqué.

— Le jour même de la constitution de l'Union régionale, à la première séance.

Je n'eus garde d'insister, d'autant que plusieurs délégués appuyaient l'affirmation de Rayand. Mais je me promis de consulter les comptes rendus officiels. Vérification faite, je constatai que Raynaud s'était simplement payé de culot et qu'il n'y avait nulle trace de congrès d'U. D. le jour de la constitution de la XXe Union régionale.

⁂

Au Comité général suivant, Raynaud récidiva.

Discutant de l'échelle mobile, je m'élevai particulièrement contre la conception que l'on en avait dans la région parisienne, où l'on préconisait « l'échelle mobile dégressive pour les salaires trop élevés ».

— Ce n'est pas vrai ! tonna Raynaud, et il me mit au défi de produire des textes.

Je ne les avais pas sur moi. Mais le lendemain, je revins avec la brochure du Congrès sous le bras, et lorsque je fis la même affirmation, Raynaud se garda bien de démentir.

⁂

Il se rattrapa cependant en me mettant au défi — encore ! — de produire la citation de Lénine contre l'inclusion dans les statuts syndicaux de la phrase fameuse sur la dictature du prolétariat.

Encore une fois, je n'avais pas les textes sur moi. Je lui signale que cette citation, reproduite par la *R. P.* de mai, avait été empruntée à un discours de Zinoviev, prononcé au début de cette année et prise dans le tome XVII, p. 145, des *Œuvres complètes de Lénine* (Edition d'Etat, 1923).

Croit-on, avec du culot et de l'estomac, pouvoir pulvériser la vérité ? — F. CHARBIT.

UN BUREAU OUVRIER DE DOCUMENTATION

Parmi les tâches que la Ligue syndicaliste, qui n'en est forcément qu'à sa phase préparatoire, a été appelée à envisager, il en est une dont la mise à exécution doit être prochaine, c'est la création d'un Bureau ouvrier de documentation.

Naturellement cette création a donné lieu à un assez long examen, tant au « noyau » de la R. P. qu'à la Commission de la Ligue.

L'idée d'un tel Bureau est venue de plusieurs côtés; c'est la meilleure preuve de son utilité, mais sa réalisation réclame un certain nombre de conditions et de garanties que notre camarade Marzet, l'un des initiateurs du projet, a formulées dans la lettre suivante :

La création d'un Bureau ouvrier de documentation a pour moi un double but : créer un organisme absolument indispensable aux syndicats ouvriers et prouver qu'il existe dans ces mêmes organisations des camarades capables de travailler à une tâche obscure et de longue haleine sans songer au bénéfice immédiat qu'en tirera sa tendance.

A côté du but principal, fournir des renseignements aux organisations et donner aux militants une connaissance un peu moins superficielle de l'organisation capitaliste, ce projet en vise un autre qui est d'actualité et combien important : aider à la réalisation de l'unité. Réalisation à laquelle nous sommes peut-être les seuls à croire vraiment.

Comment, diront ceux qui ne voient le travail de reconstruction de l'unité que dans des exercices de gosiers en face d'auditoires convaincus, comment, pensez-vous travailler à l'unité en faisant de la documentation ?

En invitant les camarades, sans distinction de tendance ou d'organisation, à venir se renseigner, nous les inciterons à penser, satisfaits du service rendu et devant l'exemple donné, qu'on peut facilement et sans mesquineries, travailler ensemble dans l'intérêt de la classe ouvrière et même se côtoyer dans les mêmes organisations.

Mais cette idée implique, à mon sens, une condition sine qua non : *la neutralité de tendance. Or, la Ligue Syndicaliste (et ce n'est pas un reproche que je lui fais, naturellement) a un caractère de tendance bien marqué.*

Bien que la reconstruction de l'unité forme le chapitre principal de sa déclaration constitutive, elle apparaît plutôt, malgré tous ses efforts, comme une tendance oppositionnelle de la C. G. T. U. Elle donnerait inévitablement le même caractère à une organisation qui serait sa filiale. Je demande que cet office ouvrier de documentation apparaisse comme nettement indépendant, afin qu'il y ait le maximum de chances pour qu'il soit utilisé par tous.

Mais il y a encore autre chose :

La Ligue Syndicaliste est appelée à accueillir dans son sein tous les syndiqués qui s'affirment en accord avec ses déclarations. Ceci pourra lui amener l'apport d'éléments qui seront surtout d'accord sur la partie négative et oppositionnelle de son programme. Ces éléments deviendront particulièrement nombreux à la onzième heure et il est sûr que la onzième heure viendra. Il y a à craindre là le noyautage et ses conséquences désastreuses, surtout pour une œuvre demandant la stabilité absolue, et il faut empêcher cela.

J'entends bien dire qu'on se défendra du noyautage ayant déjà payé par l'expérience des C. S. R.

Permets-moi de ne pas en être si sûr que cela. Nous nous sommes montrés si mauvais politiciens et particulièrement en ce genre d'aventure, qu'on peut douter de notre succès si les faits se renouvelaient.

Puis, personnellement, j'ai fait l'expérience d'une réalisation semblable dans un cadre plus étroit, et j'ai vu ce travail inutilisé ou gâché par la suite. Je ne me sens pas le courage de recommencer sur une plus vaste échelle si je n'ai pas l'absolue certitude que cela servira à quelque chose.

Qu'un tel Bureau de documentation soit réalisé sous l'égide de la Ligue syndicaliste, ou sous celle de la revue, ou simplement par un ou des camarades appartenant à la Ligue et au « noyau » de la R. P., il ne faut pas se faire d'illusions, le résultat sera identique : ce Bureau se heurtera aux mêmes difficultés, il sera frappé du même ostracisme.

Donc, inutilité de s'éloigner de la Ligue. Au contraire, double utilité de se lier à elle.

1° Ce serait précisément condamner la Ligue au seul travail de tendance que de lui retirer le travail positif, hors tendances, d'un service comme le Bureau ouvrier de documentation;

2° Ce serait affaiblir le Bureau de documentation, car il ne peut vivre que de l'effort et de l'aide des militants de la Ligue. Il se développera et grandira dans la mesure où il trouvera dans chaque groupe d'industrie et dans chaque groupe de région un ou plusieurs camarades comprenant l'utilité d'une telle tâche, qu'il rassemblera, coordonnera, concentrera.

Si quelque jour un pacte quelconque refaisait à la Ligue syndicaliste le coup du père François qui fut fait aux C. S. R., Marzet entend avoir le droit de prendre ses fiches et ses dossiers sous le bras ou sur le dos et de les sauver des rats ou de la moisissure. Rien à dire à cela. Sauf que le danger n'est guère probable. L'expérience des C. S. R. ne sera pas vaine. La vague de la onzième heure n'est fichtre pas là. Quant aux travaux de sape d'un nouveau pacte, communiste ou anarchiste, ils seraient torpillés comme ils le méritent.

LE COURRIER DE LA LIGUE

Lens, 26 octobre.

Est-il possible de constituer à Lens un groupe de la Ligue Syndicaliste ? Actuellement, non !

Du côté confédéré, siège du Syndicat, influence néfaste de Basly dont la dictature en impose à tous. Du côté unitaire, pas de groupements ou minuscules; le siège du Syndicat unitaire des mineurs est à Lens, mais le permanent habite Sallaumines; le Syndicat unitaire des cheminots, l'un des plus importants du réseau du Nord, étant sur Avion. Du côté autonomes, quelques braves libertaires mais qui ont très peu d'influence.

Il faudrait trouver un brave et courageux copain qui n'hésiterait pas à braver les coups... qui ne manqueraient pas. Mais, à mon avis, ce qu'il faut, à l'heure actuelle, c'est pénétrer par l'éducation l'esprit des meilleurs militants — unitaires, confédérés, ou autonomes — et préparer le retour de l'unité de toutes les forces ouvrières sans former de groupement.

⁂

Un groupe de la Ligue Syndicaliste vient d'être formé à Saint-Etienne. Son secrétaire, Thévenon, des Instituteurs, nous écrit :

Je vais dès maintenant dresser un plan de causeries mensuelles. Elles seront certainement suivies par un grand nombre d'ouvriers. Nous inviterons tous les sympathiques. Ce sera un excellent terrain pour la diffusion de la R. P.

A L'UNION DE LA RÉGION PARISIENNE

NI SUGGESTIONS, NI CRITIQUES

« La conduite de la minorité empêche tout travail pratique dans nos assises syndicales. Vous éprouvez toujours le besoin, d'une action en faire la critique, à une suggestion d'en opposer une autre. Par vos manifestations intempestives, vous empêchez nos camarades de s'exprimer librement. Laissez-nous travailler en paix, et vous verrez... »

Voilà, en substance, ce que nous disait Raynaud dans l'ancienne Union de la Seine.

Au fond, j'avoue qu'il y avait là une certaine part de vérité. La minorité, ou plutôt quelques membres de cette dernière, n'avaient pas toujours une attitude correcte, loin s'en faut. C'est ce qui, pour une bonne part, a discrédité la cause que la minorité défendait.

La critique systématique, contre n'importe qui et pour n'importe quoi, est plus nuisible à celui qui l'emploie qu'à ceux contre lesquels elle est dirigée. Mais entre l'intolérance majoritaire et l'exagération minoritaire, il y a une marge. Et la meilleure preuve, c'est la tenue de nos Congrès et Comités généraux depuis le départ d'une bonne partie de l'ancienne minorité.

Tout assistant, dont l'esprit critique n'est pas annihilé par la discipline de parti, est, en effet, frappé de stupéfaction au spectacle des assises de l'Union de la région parisienne.

L'homogénéité dont on se félicite dans les comptes rendus, la béatitude inconsciente des délégués qu'on voudrait faire passer pour de la dignité, caractérisent les progrès de la centralisation outrancière.

Plus d'initiatives, ni de suggestions personnelles.

Plus de critiques, souvent salutaires, ni de controverses toujours indispensables pour l'édification et l'éducation de tous.

« L'unité » est faite, parfaite, « l'unité spirituelle », selon l'expression de Fourcade, mille fois plus dangereuse et décevante que la scission morale.

Le piquant, c'est la gêne, l'inquiétude non dissimulées des dirigeants devant ce calme plat.

Il n'y a pourtant là rien d'autre que la conséquence logique, inéluctable, d'une politique qui interdit toute initiative. Le « centre » décide, commande, c'est dans les mœurs. Pourquoi demander à la « base » critiques et suggestions, que, d'avance, on est fermement résolu à combattre et à repousser ? Les militants de « base » sont habitués aux solutions toutes mâchées, et ne tiennent pas à se fatiguer les méninges, puisque d'autres ont « travaillé » pour eux.

N'y a-t-il pas là une tactique qui consiste à mettre en lumière une soi-disant incapacité des cadres syndicaux à résoudre les problèmes sociaux ?

Eliminer les militants issus de la rude école du syndicalisme, pour les remplacer par les promus de Bobigny ou d'ailleurs, n'est-ce pas le but des fervents de la « direction unique » ?

Les militants formés en dehors du champ d'action qu'est le travail, possédant une conception rigide de la lutte ouvrière, ne peuvent sentir en eux, comprendre intimement les aspirations des travailleurs comme les comprend le militant de l'usine ou du chantier, puisqu'elles sont siennes.

Je sais que l'on pourra dire : « Si les militants se taisent, c'est que les questions ont été déjà discutées par eux dans leurs fractions. » L'argument ne tient pas. Nul n'ignore qu'à la fraction, comme ailleurs, on n'a que le droit de se taire. Et si, par hasard, on a eu la possibilité d'exprimer un point de vue hors de la ligne, la discipline n'en admet pas l'expression ailleurs. Le mutisme est donc complet, et nous aurons l'occasion avant peu d'en constater des effets encore plus probants. A moins que... on ne sait jamais... — J. DE GROOTE.

RÉPONSE A ROLLO

La Minorité de l'Enseignement grandira

Anarchiste d'avant guerre, jusqu'auboutiste de guerre et communiste d'après guerre, Rollo n'aime pas la minorité de l'Enseignement. Pour s'en convaincre, il suffit de lire les articles qu'il vient de lui consacrer dans la *V. O.* et dont les deux derniers ont pour titre : « Que veut la Minorité ? »

« Elle ne formule aucune réserve contre l'activité de la Fédération... Elle vote régulièrement son rapport moral... Que peut-elle donc lui reprocher ? », écrit-il.

Nous regrettons de lui donner le démenti. Au Congrès de Grenoble, nous avons protesté contre l'invitation faite aux députés d'assister à nos travaux et contre l'inertie à peu près complète de la Fédération sur le terrain pédagogique (Campagne contre les livres chauvins, note chiffrée, action dans les conférences pédagogiques, etc.) durant l'année 1925-1926. Dupont, secrétaire adjoint, nous répondit. Son intervention, qu'un minoritaire qualifia de défaitiste, produisit sur le Congrès une impression pénible. A sa thèse, la Minorité opposa la sienne : celle d'un syndicalisme révolutionnaire agissant, celle de la lutte quotidienne contre la bourgeoisie, lutte qui, tout en permettant les réalisations immédiates, prépare la révolution libératrice. Pour en finir, le bureau fédéral — qui était en cause tout entier — lâcha Dupont et donna raison à la Minorité.

Mais supposons que nous n'ayons vraiment jamais formulé aucune réserve sur le rapport moral. Cela prouverait simplement ceci : sur le terrain des réalisations immédiates nous sommes d'accord avec la Fédération. Ce n'est pas suffisant. Révolutionnaires, nous ne perdons jamais de vue notre but final : la transformation de la société actuelle et la question que nous nous posons chaque jour est celle-ci : « Par quelle voie arriverons-nous le plus sûrement à cette transformation, but de nos efforts ? »

Rollo pense, sans doute, avec Monmousseau et les majoritaires, que pour y parvenir il faut :

1° Un Parti communiste fort;

2° Un Parti communiste qui conduise les masses par le canal d'une organisation syndicale forte.

Nous ne sommes pas d'accord.

1° Une organisation syndicale forte est capable de se conduire seule;

2° Elle n'est possible que si elle est indépendante des partis politiques.

Raisonnons sur les réalités. Il existe aujourd'hui :

1° Une C. G. T. qui travaille en plein accord avec le parti S. F. I. O.;

2° Une C. G .T. U. qui est dirigée par le P. C.;

3° Des syndicats autonomes.

Les rivalités politiques sont transportées sur le terrain syndical. Il devient très difficile, sinon impossible, de s'entendre pour une action commune. Le Parti socialiste ne veut pas du front unique; la C. G. T. le repousse chaque fois qu'on le lui propose. Résultats : la répression sévit avec force, les salaires sont au plus bas, la bourgeoisie plus arrogante que jamais. Qu'a-t-elle à craindre d'une classe ouvrière divisée, morcelée, épuisée par ses luttes intestines, incapable d'un mouvement révolutionnaire véritable ?

Allons-nous dire : « La faute en est au Parti socialiste et à la C. G. T. qui repoussent toute entente ? » Certes, ils ont leur part, leur grande part de responsabilité dans la situation actuelle. Nous y avons la nôtre. Si nous voulons l'unité, si nous la voulons sincèrement, sachons combattre tout ce qui la rend impossible. En premier lieu, l'intrusion des partis politiques dans nos syndicats. C'est folie de croire que les socialistes, les anarchistes, les syndicalistes accepteront de se mettre un jour à la remorque du P. C. La politique, bataille des partis pour la conquête du pouvoir, est une source de discorde. C'est dans le syndicat, et là seulement, que l'unité peut se faire, que tous les militants peuvent se retrouver quelles que soient leurs conceptions philosophiques ou politiques. Sur le terrain économique, les tendances disparaissent : il n'y a plus que des exploités en lutte contre leurs oppresseurs.

Ce que nous voulons, ce que la Minorité veut, c'est débarrasser le syndicalisme de l'emprise politicienne, lui permettre ainsi de prendre son essor et de travailler à la transformation sociale. Les minoritaires peuvent être divisés par ailleurs : ils sont tous d'accord sur ce point et Rollo se leurre quand il ergote sur leur manque d'homogénéité. « Le ciment qui les unit », ce n'est pas « la haine du P. C. » mais l'intérêt de la classe ouvrière; ce n'est pas « l'hostilité contre la C. G .T. U. » mais le désir de lui rendre son indépendance.

« Haine du P. C. » ? Allons donc. Cela n'existe que dans l'imagination de Rollo. Est-ce que le syndicat du Finistère, le plus farouchement minoritaire peut-être de la Fédération, ne réalise pas le front unique avec le P. C. chaque fois que cela lui paraît utile ou nécessaire : Campagne pour Gaonach, action contre la guerre, défense laïque, etc. ?

« Hostilité contre la C. G. T. U. » ? Mais la C. G. T. U. nous appartient autant qu'aux majoritaires. Nous trouvons que ses dirigeants actuels font fausse route et nous le disons. C'est notre devoir. Est-ce que le droit de critique n'existerait plus dans nos organisations ? Ne pourra-t-on plus désavouer Monmousseau sans être accusé d'hostilité envers la C. G. T. U. ?

« Pour nous les tendances dominent tout. » Cette phrase que Rollo relève et qui lui fut dite un jour par Josette Cornec, nous ne la renions pas. Elle traduit bien notre pensée à tous les deux : redonner force et vigueur au syndicalisme en le dégageant de l'étreinte des politiciens c'est notre tâche la plus urgente.

Rollo, Dommanget et les autres majoritaires voudraient faire croire que ce que nous appelons la direction unique c'est tout simplement l'entrée de Monmousseau, Racamond et Dudilieux au Bureau politique du P. C. Il n'en est rien. La formule n'est pas de nous. Elle est du P. C. lui-même : « La direction unique du mouvement ouvrier est réalisée à la tête », écrivait-il au mois de mai. Cela veut dire qu'il n'y a plus qu'un seul organisme directeur pour la C. G. T. U. et le P. C. Cet organisme, c'est le Bureau politique du P. C. dans lequel sont entrés trois membres du Bureau confédéral. Ces trois membres s'y trouvant en minorité, la C. G. T. U. est vraiment dirigée par le P. C. Adversaires résolus d'un syndicalisme de secte, nous ne pouvons admettre une telle sujétion.

Et parce que nous la combattons, Rollo nous prête des sentiments autonomistes.

« La Minorité, écrit-il, a refusé de voter au Congrès de Grenoble, l'ordre du jour suivant :

« Le Congrès constate que, dans le courant de l'année, le Bureau fédéral a fait de réels efforts pour ramener à la Fédération les quelques syndicats entrés dans l'autonomie.

« Il regrette que ces efforts n'aient pas été compris par les syndicats intéressés et condamne l'action de ceux qui se mettent en dehors de la Fédération et par conséquent de la C. G. T. U. »

Cet ordre du jour, préparé à la réunion majoritaire de la veille, condamnait d'abord « les menées autonomistes ». Nous protestons. « Il n'y a pas de menées autonomistes. » L'ordre du jour est modifié : il ne condamne plus que ceux qui vont à l'autonomie. Nous refusons même de voter cela : on ne peut condamner ceux qui vont à l'autonomie sans condamner aussi ceux qui les y font aller. C'est tout le sens de notre abstention. Rollo se garde bien de le faire connaître. Il serait heureux de nous faire passer pour des autonomistes. Ça ne prend pas. Lorsque le Rhône et la Loire sont allés à l'autonomie, nous les avons désapprouvés; nous essayons maintenant de les faire revenir. Lorsque les syndicats ouvriers du Finistère quittèrent la C. G. T. U. fin 1924, laissant l'U. D. sans bureau, sans C. E., le Syndicat de l'Enseignement refusa de les suivre et c'est Jean Cornec qui assura pendant quelque temps le secrétariat et la trésorerie de l'U. D. U. Nous n'avons pas changé depuis.

Mais il paraît que l'Indre fut aussi sur le point d'aller à l'autonomie en 1925 : « Ses deux leaders, Thomas et Ballereau, voguaient eux-mêmes en pleine incertitude. » Ce qui se passait là-bas, l'ex-secrétaire fédéral le sait fort bien : de nombreux syndiqués, las de subir la tutelle communiste, voulaient quitter la C. G. T. U. S'ils y sont restés, nous le devons aux efforts tenaces de Ballereau et de Thomas, ainsi qu'à leur attitude minoritaire. Mais seront-ils capables de résister toujours au courant autonomiste ? Ne se trouveront-ils pas un jour devant ce dilemme : « Ou suivre dans l'autonomie la majorité de leur syndicat ou bien briser celui-ci en restant, malgré elle, dans la Fédération ? » Ce dilemme angoissant, ne se passera-t-il pas ailleurs que dans l'Indre ? Ceux qui ont la charge de la Fédération pourront-ils l'ignorer toujours ? Et s'ils le font, n'auront-ils pas leur part, leur grosse part de responsabilité dans la cassure syndicale que nous redoutons mais que nous ferons tout pour empêcher ? La question ne se pose pas, ne peut pas se poser dans les petits syndicats de dix, vingt, trente membres, qui ne sont que des syndicats d'affinité. Elle se posera inévitablement dans les syndicats de masse, si l'on n'y prend garde.

L'autonomie n'est pas une solution. Mais ceux qui rendent la C. G. T. U. inhabitable pour une catégorie de syndiqués sont les plus grands responsables du mouvement autonomiste.

***

Rollo termine sa série d'articles par une menace : « La Fédération saura barrer la route à ceux de ses membres dont l'agitation brouillonne ne peut que lui nuire. » Il s'agit évidemment des minoritaires. « Agitation brouillonne », l'action menée par le Syndicat du Finistère pour Gaonach; « agitation brouillonne » sa campagne contre les livres chauvins, contre la guerre; « agitation brouillonne », le travail de recrutement qui lui a permis de réaliser le syndicat de masse, leitmotiv de tous les discours communistes; « agitation brouillonne », la propagande faite par lui pour l'Ecole Emancipée; « agitation brouillonne », tout ce qui ne porte pas le sceau communiste ! Qu'attendez-vous, Dommanget, pour nous barrer la route ?

Rollo n'y eût pas manqué. Pour lui, les minoritaires devraient être écartés le plus possible de l'action fédérale. N'écrivait-il pas l'an dernier, en tant que secrétaire de la Fédération, qu'il ne fallait pas consulter les camarades du Finistère pour la marche du service de librairie installé dans leur département ?

Il aura beau faire, il n'empêchera pas la Minorité de continuer sa propagande pour l'indépendance du syndicalisme. Au Congrès de Grenoble, elle a progressé plus encore que ne l'indique le vote sur les tendances. Le syndicalisme de secte perd de plus en plus pied dans la Fédération de l'Enseignement. Il en sera de même dans la C. G. T. U., malgré les criailleries et le bluff de certains majoritaires. — JOSETTE et JEAN CORNEC.

LE CONGRÈS DES USINES DE LA MÉTALLURGIE PARISIENNE

Sur l'organisation du Congrès, il y aurait beaucoup à dire. Contentons-nous aujourd'hui de signaler quelques imperfections qui ne pouvaient manquer de se manifester à la première occasion, c'est-à-dire dès le moment où la machine syndicale mettrait à l'épreuve une méthode de direction des syndicats, inaugurée par le Parti, et une forme de réorganisation qui nous est toujours apparue boiteuse.

La préparation de notre Congrès aura connu deux périodes.

La première, celle où la direction du syndicat dirige, organise tout elle-même, où la base exécute. Des assemblées d'information sont faites pour informer et non pour discuter. Ni discussions ni contrôle, pas plus avant qu'après. Ce qui est, paraît-il, la nouvelle manière.

Voulez-vous un échantillon de cette façon de concevoir le travail syndical ? Telle réunion d'usine était organisée sans que la section syndicale de l'usine en fut avisée.

Cette méthode a fait rapidement ses preuves. Heureusement nous avions quelque temps devant nous, et la direction du syndicat a vivement changé ses batteries. Félicitons-là, une fois n'est pas coutume.

Alors ! on a fait appel, en toute hâte à la collaboration de la base, qui ne demandait que ça, mais fallait-il encore lui en donner les possibilités.

L'interdit qui frappait les militants de la minorité a été levé. On les a appelés au travail, peut-être surtout à partager les responsabilités, mais qu'importe.

Des groupes locaux ont été réorganisés au pied levé. L'élan était-il perdu ? C'est ce que nous verrons plus tard. De toute façon, le problème d'organisation se trouve reposé de lui-même.

Il s'agit de savoir maintenant si l'on va continuer à ne voir le syndicat que par la tête, si on va lui conserver une organisation qui le rend impotent, si l'on va continuer à tolérer des procédés de colonisation des sections syndicales.

Ainsi, par exemple, les cellules de Saint-Ouen n'ont rien trouvé de mieux que de tenter la formation d'une deuxième section syndicale dans une importante usine de Saint-Ouen, celle qui existe ne marchant pas à leur idée, paraît-il. On allait voir ce qu'on allait voir !

Ce qu'on a vu, c'est que les prétentieux champions de la discipline n'étaient même pas de l'usine en question et qu'ils avaient pour les organisations syndicales un mépris à peine concevable.

Evidemment, pourquoi se gêner quand on applique la direction unique ! Mais ce n'est pas ainsi qu'on renforcera notre syndicat ni qu'on préparera avec succès le Congrès des usines. — A. MAHOUY.

NOTES ÉCONOMIQUES

La stabilisation belge, premier pas sur la voie de la création d'une monnaie internationale.

Les événements se précipitent. Les deux grandes opérations d'internationalisation du capitalisme, dont nous avions parlé il y a quelques mois, sont en train de s'accomplir. Hier, c'était la signature du cartel de l'acier; aujourd'hui c'est, sous une forme à vrai dire encore seulement indirecte et partielle, la création d'une monnaie internationale.

Ce qui caractérise l'opération de stabilisation à laquelle vient de se livrer l'Etat belge est en effet ceci : *toutes* les banques d'émission (1) des grands pays capitalistes, celle des Etats-Unis (Federal Reserve Bank, comme celle de France (Banque de France), celle d'Angleterre (Banque d'Angleterre) comme celle d'Allemagne (Reichsbank), sans compter celles moins importantes de Suède, du Japon, de Hollande, d'Autriche, de Hongrie, ouvrent à la Belgique des crédits, dont le montant total atteint 35 millions de dollars; c'est-à-dire que la Banque Nationale de Belgique pourra demander à ces banques, jusqu'à concurrence de cette somme, autant de dollars, de livres sterling, de marks, etc., qu'il lui sera nécessaire pour pouvoir fournir de ces monnaies à ceux qui lui en demanderont en échange de monnaies belges, et cela dans un proportion fixe, déterminée une fois pour toutes dès maintenant : tant de dollars, pour tant de francs belges.

Or, ce n'est pas là autre chose que le début de la réalisation du plan de Montagu Norman, le gouverneur de la Banque d'Angleterre. Je rappelle que l'essentiel de ce plan consistait, en effet, en ce que les banques d'émission des différents pays s'accorderaient une mutuelle garantie, chacune s'engageant à mettre toutes ses ressources à la disposition de celles d'entre elles qui en auraient besoin, pour faire face à leurs engagements, notamment à leur engagement fondamental : le remboursement en or et à vue des billets à tout porteur qui le demande. Or, si, dans l'opération belge, les banques d'émission des pays étrangers ne vont pas jusqu'à se porter complètement garantes de la Banque Nationale belge, si elles ne s'engagent pas à mettre *toutes* leurs ressources à la disposition de celle-ci pour le paiement en or ou en devises-or de ceux de ses billets qui lui seront présentés au remboursement, elles s'engagent néanmoins à mettre à sa disposition pour cet objet *une partie* de leurs ressources. Le franc belge se trouve donc ainsi désormais partiellement muni d'une garantie internationale; le franc belge devient par là une monnaie internationale.

Une contradiction dans l'internationalisation du capitalisme.

Comparativement à ces deux grands faits : le cartel de l'acier et la garantie internationale donnée au franc belge, le récent manifeste des banquiers est chose à peu près sans importance.

Ce que propose le manifeste : l'établissement du libre-échange, se trouve dans la même direction que le cartel de l'acier et la monnaie internationale, dans la direction de l'internationalisation de la production. Or, tandis qu'il était bien évident depuis longtemps que cartel de l'acier et monnaie internationale étaient choses appelées à se réaliser un jour prochain, il est non moins évident que le libre-échange est pour le moment une pure utopie, que la tendance générale du capitalisme va actuellement vers un renforcement du protectionnisme et nullement vers le libre-échangisme. Le concert de protestations qui accueillit le manifeste des banquiers n'en apporte qu'une nouvelle confirmation. C'est là une des contradictions les plus curieuses du développement actuel du capitalisme : en même temps que celui-ci tend à s'internationaliser de plus en plus, sous certaines formes, en même temps il tend, par l'établissement des droits de douane de plus en plus élevés, à diviser l'économie mondiale en compartiments nationaux séparés par des cloisons de plus en plus étanches.

(1) Je rappelle qu'on appelle *banques d'émission* les banques qui sont autorisées à émettre des billets de banque.

Une réponse des Américains aux "fordistes" d'Europe.

Accessoirement, ce manifeste des banquiers a eu un autre avantage.

Les protestations qu'il a soulevées ont été particulièrement violentes et unanimes aux Etats-Unis, le pays le plus protectionniste du monde, le pays dont tout le prodigieux développement économique ne s'est produit qu'à l'abri de barrières douanières formidables : tous les Américains, patrons comme ouvriers, se sont immédiatement écriés que si on supprimait ou même simplement abaissait les droits de douanes en Amérique, il serait impossible de continuer à assurer à l'ouvrier américain le haut niveau de vie dont il jouit actuellement (au moins dans les villes de l'Est); l'établissement du libre-échange en Amérique entraînerait immanquablement, disent-ils, pour l'ouvrier américain des conditions de vie aussi basses que celles actuelles de l'ouvrier européen.

Ce sont donc les Américains eux-mêmes qui se chargent ainsi de démentir leurs flagorneurs d'Europe, tous les admirateurs du fordisme, du taylorisme, etc..., qui prétendent qu'il suffirait d'importer en Europe les « méthodes américaines » pour qu'immédiatement tous les patrons deviennent millionnaires et que tous les ouvriers possèdent leur automobile. A ce livre sur le « Secret des hauts salaires » dont nous avons rendu compte (1), ce sont les Américains eux-mêmes qui répondent : non, ce ne sont pas nos méthodes industrielles qui nous permettent de payer de hauts salaires, *ce sont nos droits de douane;* sans nos droits de douane et malgré nos méthodes, il nous faudrait réduire nos ouvriers aux salaires de famine pratiqués en Europe pour résister à la concurrence de l'Europe.

N'y a-t-il pas lieu, en France aussi, à "réorganisation" minière?

Lors de la dernière convention de salaires entre les syndicats réformistes et les Compagnies minières de la Loire, certaines compagnies refusèrent d'y souscrire, les conditions de leurs gisements étant telles, à ce qu'elles prétendaient, qu'elles ne pouvaient obtenir une exploitation rémunératrice si elles payaient les nouveaux salaires. Ces Compagnies disaient peut-être vrai. Il existe en effet toute la gamme des gisements, depuis ceux où l'exploitation est si facile qu'elle peut permettre des bénéfices colossaux même avec des salaires très élevés, jusqu'à ceux où elle est si difficile qu'ils ne sauraient donner de bénéfices même avec des salaires de famine. Il se peut donc que les gisements des Sociétés en question risquent de ne plus être bénéficiaires si ce sont des gisements intermédiaires, des gisements qui sont à la limite des gisements nettement exploitables et de ceux carrément inexploitables. Mais la question qui se pose est de savoir s'il n'est pas de l'intérêt de la classe ouvrière que des mines de cette sorte ferment plutôt que de rester ouvertes en ne payant que des salaires misérables. C'est la grande question qui se pose actuellement pour les mineurs anglais sous le terme de « réorganisation ». Et c'est elle aussi qui a joué presque toujours un grand rôle en France lors de l'établissement des conventions de salaires. Même, en effet, dans le Nord et le Pas-de-Calais, où les charbonnages font des bénéfices véritablement fantastiques, les chefs réfor-

(1) Voir la *Révolution Prolétarienne* de septembre. Ce livre sur les hauts salaires tire son importance de ce qu'il n'est qu'une des manifestations d'une propagande qui agit actuellement partout, et dont le but évident, bien que soigneusement caché, est d'amener l'ouvrier à s'épuiser de travail, pour le profit de la bourgeoisie. Le *Progrès Civique*, la revue du *Quotidien*, a fait naturellement de ce livre un éloge dithyrambique, le petit bourgeois démocrate étant toujours le plus féroce quand il s'agit de porter l'exploitation du prolétaire au maximum. Que l'auteur de l'article du *Progrès Civique* qui se déclare « fordiste » s'embauche donc chez Citroën au travail *à la chaîne*. Ce « fordiste » en chambre s'apercevra peut-être alors que le fordisme est autre chose qu'une conception « philosophique » et son enthousiasme se trouvera sans doute quelque peu refroidi.

mistes ont toujours allégué, lorsqu'on leur reprochait d'avoir accepté des salaires trop bas, que des salaires plus élevés obligeraient certaines mines à fermer Cela n'était peut-être pas inexact. Il est vrai que dans ce merveilleux bassin du Nord et du Pas-de-Calais où certainement plus de 90 0/0 du charbon produit provient de mines qui distribuent des dividendes de plusieurs fois 100 0/0 ou 1.000 0/0, ou même 10.000 0/0, il y a quelques petites mines exploitant des gisements pauvres qui joignent à peine les deux bouts. Mais ne serait-il pas préférable d'exposer les quelques centaines d'ouvrier qui travaillent là à devoir déménager et aller s'embaucher ailleurs par suite de la fermeture de leur « fosse », plutôt que d'obliger la centaine de mille d'ouvriers qui travaillent dans les autres charbonnages à se contenter de salaires qui permettent à ceux-là de rester ouverts ? — Je crois que poser la question, c'est la résoudre.

En Russie, un professeur gagne en moins de trois semaines ce qu'un ouvrier gagne en un an.

Dans une conférence donnée le 17 août à Vienne, le recteur de la deuxième Université de Moscou, Albert Pinkévitch, a déclaré : « Il n'est pas rare qu'un professeur de Moscou, s'il occupe plusieurs postes, gagne un traitement *mensuel* de 1.000 roubles et plus, soit 17.500 francs » (1).

17.500 francs par mois, soit 210.000 francs par an.

D'autre part, dans un article quasi officiel de la *Correspondance Internationale* sur le « budget de l'ouvrier dans l'U. R. S. S. » il est indiqué que le salaire *moyen* de l'ouvrier industriel (ce qui implique l'existence de salaires considérablement inférieurs par suite de la grande différence existant entre les salaires des ouvriers qualifiés et ceux des ouvriers non qualifiés) est de 630 roubles par an (2).

630 roubles dans l'année, moins donc que ce que le « Professeur » gagne en trois semaines.

Le machinisme dans les banques.

Voilà que dans un domaine qui semblait à première vue devoir lui rester toujours étranger le machinisme fait son apparition. Afin de diminuer leur personnel les banques commencent, surtout depuis l'an dernier, à faire un large appel à la machine.

Voici en effet ce que dit le rapport annuel du *Crédit Lyonnais* :

L'étude et la mise en œuvre de toutes les mesures permettant d'intensifier le travail et de le simplifier sans nuire à sa bonne exécution et aux contrôles indispensables sont poursuivies sans arrêt : il convient de vous signaler particulièrement, dans cet ordre d'idées, la généralisation progressive de l'emploi des machines.

Et voici ce que dit la *Banque de Bruxelles*, l'une des plus importantes banques belges :

La nouvelle réduction du nombre de nos employés, qui a pu être obtenue par suite de l'extension de l'emploi du machinisme, nous engage à en étudier de nouvelles applications.

Et enfin une importante banque régionale, la *Banque Générale du Nord*, précise qu'elle a réduit de « près de 15 0/0 » le nombre de ses employés grâce à l'introduction des machines conjuguée avec une réorganisation des méthodes de comptabilité. — R. LOUZON.

⁂

P.-S. — Dans la dernière Note du mois dernier j'avais écrit : « La réalisation de la démocratie *ouvrière* se trouve ainsi la condition *sine qua non* de l'édification de l'Economie socialiste. »

Les typos ont laissé tomber le mot *ouvrière*. Nos lecteurs savent assez ce que nous pensons ici de la démocratie tout court, pour avoir rétabli d'eux-mêmes le mot manquant.

(1) Voir le *Bulletin des Membres de l'Enseignement du deuxième et troisième degré* adhérents à la Fédération unitaire de l'Enseignement (supplément à l'*Ecole émancipée* du 10 octobre 1926).

(2) Voir la *Correspondance Internationale* du 13 octobre 1926.

A travers les Livres

Féminisme et travail féminin dans les doctrines et dans les faits, par M. LE VAN KIM. (Librairie Giard.)

L'auteur de cet essai donne en quelque deux cents pages un aperçu intéressant de l'évolution du travail féminin au cours du XIXe siècle et jusqu'à nos jours, et il nous indique la répercussion de ses progrès sur les idées d'émancipation féminine.

Avec une volontés manifeste d'objectivité M. Le Van Kim passe en revue les grandes doctrines économiques qui se sont affirmées au cours du siècle et examine comment leurs théoriciens respectifs envisagèrent la solution du problème féminin Pourquoi ce problème se pose-t-il actuellement avec une acuité plus grande ? L'auteur se refuse à en chercher, avec les socialistes, la cause essentielle dans les faits économiques. A son avis « la discordance entre le progrès matériel et le progrès moral est l'un des facteurs du malaise d'où est sortie la question féminine ». Etudions donc, aussi, les idées morales, religieuses, politiques. On peut objecter à M. Le Van Kim que les idées morales, religieuses, politiques, découlent des faits économiques et lui faire remarquer que le jour où aucun être humain ne sera réduit pour subsister à mener une vie de brute on aura fait faire un grand pas à l'amélioration morale collective.

Dans la partie de son étude consacrée au temps présent bon nombre de ses notations ne manquent pas de perspicacité bien qu'il se laisse aveugler sur les mérites du mouvement social chrétien.

Il montre comment « le dogme de l'inviolabilité de la famille » est battu en brèche en dépit des partisans — de toutes les nuances d'opinion — de « la femme au foyer », et comment les catholiques même sont contraints de préconiser à côté de la traditionnelle cellule sociale, la famille, « une autre cellule sociale, l'association », le syndicat.

Avec une finesse d'analyse assez pénétrante, il nous fait voir les difficultés que rencontre le travail de groupement des femmes ; il juge très exactement la mentalité rétrograde de nombreux ouvriers qui ont conservé « les idées du patriarcat », et le mépris à peine dissimulé d'un Jouhaux (et on pourrait joindre à celui-ci toute une gamme de militants qui se croient révolutionnaires) pour l'émancipation de la masse féminine ouvrière. Jouhaux et les syndicats confédérés paraissent d'ailleurs pour M. Le Van Kim, représenter l'opinion extrême. Au-delà de la C. G. T., il n'y a plus rien qui compte. Et ici nous touchons à la lacune la plus grossière de ce livre qui donne pourtant un nombre imposant de justes aperçus.

M. Le Van Kim n'a jamais entendu parler de la Révolution russe. Il ne sait pas qu'à côté des théoriciens dont il a analysé les œuvres il faut ranger Lénine, Trotzki, Alexandra Kollontaï, qui ont apporté à l'étude de la question féminine des idées neuves.

Pour réaliser l'émancipation féminine notre auteur ne voit pour les femmes que le vote, l'octroi des droits civils, la participation au syndicat ; il ne sait pas que d'emblée la Révolution russe a donné tout cela aux femmes et qu'aucune législation ne peut être comparée à la législation soviétique pour les principes libérateurs qu'elle formule.

Pourtant, lorsqu'il s'est agi de passer à la pratique, de faire, par exemple, entrer dans la réalité une formule comme celle de « A travail égal, salaire égal », la volonté d'égalisation des deux sexes s'est heurtée à l'incapacité des femmes de bénéficier des conquêtes de la Révolution par suite de leur manque d'instruction générale et technique, de leur non-préparation professionnelle, de l'impossibilité où elles étaient de se libérer du fardeau ménager et familial.

Et cette expérience nous fait voir l'insuffisance des remèdes où s'arrête la pensée bourgeoise. M. Le Van Kim est un adversaire de la Révolution. Il cite avec complaisance l'opinion de ceux qui veulent « faire abandonner aux ouvriers le concept mystique de la Révolution, invention décevante ».

Il ne voit pas que tous les éléments qu'il a si conscien-

cieusement rassemblés crient : « La Révolution » à toutes les lignes.

Il ne comprend pas que les formes de travail dont il a noté avec tant de soin l'avènement ont préparé et continuent à préparer ce bouleversement des idées, des mœurs dont il constate l'inéluctable nécessité, mais auquel il ne donne pas tout son sens. — Marthe BIGOT.

⁂

ANDRÉAS LATZKO : *La Marche Royale*. (Snell, éditeur.)

Beaucoup de lecteurs de la *R. P.* connaissent le tragique talent d'Andréas Latzko pour avoir lu sa grande œuvre : *Les hommes en guerre*. Voici qu'on nous offre, en une belle édition illustrée de bois gravés, quelques récits de Latzko dont le principal, la *Marche Royale*, donne son titre au livre.

L'Italien Pasquali, tisserand de village, a perdu à la guerre, peut-être par la précipitation d'un major autrichien, les deux doigts indispensables à l'exercice de son métier. Prisonnier en Autriche, il reçut dans une famille une hospitalité si cordiale et, croit-on, si complète, qu'après avoir dans son village épuisé la magnanimité de ses amis et le crédit de l'aubergiste, il se prend à rêver aux douceurs autrichiennes et, à pied, se remet en route vers *sa* famille d'au delà la frontière.

Pluie. Lassitude infinie. Froid. Faim. Vaine mendicité avec le crève-cœur de voir dorloter les bons toutous. Par bonheur, l'illettré Pasquali trouve un compagnon de malheur, éborgné de la guerre. C'est un Autrichien dégoûté de son pays, en route vers la Sicile où, sans doute, l'attend toujours la brune Sicilienne chez qui il fit équipe agricole, durant la guerre.

Les deux hommes iront ensemble en Sicile, en bateau; en attendant de trouver un passage, il gagnent la croûte à Gênes sur le port. L'Autrichien, typographe à l'esprit délié et au charme délicat, illumine l'intelligence de Pasquali qui devient son inséparable ami inséparable à être jaloux de la Sicilienne qui garde un peu du cœur de l'Autrichien... Demain, ils vont partir... Mais Gênes se pavoise et prend son air de fête : le Soldat Inconnu arrive. La foule des grands jours circule et remue un air chargé de patriotisme : les musiques gonflent les drapeaux. L'Autrichien, affairé à préparer le départ, ne participe pas à l'émotion gênoise mais l'obscur Pasquali renifle la forte odeur nationale et s'émeut. L'Autrichien est hors la communion joyeuse ? pas étonnant ! Parbleu, c'est un ennemi !... Pasquali mâchonne de vieilles rancunes à côté du compagnon distrait. Et voilà que coule en vin lourd d'alcool la *Marche Royale* et que s'exalte l'illettré Pasquali. Tourbillon de pensées inachevées et brusquement l'Italien veut humilier l'ennemi. « Les Autrichiens, on les a battus, rossés, tannés... » Le typographe sort de son rêve; machinalement, il repousse les mots qui reviennent agressifs; alors l'Autrichien s'éveille en lui : « Vainqueurs, les Italiens ? Allons donc, ils ont conquis le Tyrol, les mains dans les poches. » Et les deux amis de s'affronter implacablement. Pasquali, le tisserand Pasquali, veut être d'une race de vainqueurs et il s'irrite de plus en plus de ne pas trouver de riposte; et l'Autrichien s'étant permis de douter de la vertu des filles d'Italie, Pasquali exaspéré lui plante son couteau dans le corps... Et demeure désemparé devant l'agonie de son unique compagnon dont seul « le faux œil, l'œil de verre, continuait de briller d'une apparence toujours amicale ».

Pasquali a tué son ami, son soutien, pour venger l'insulte à sa patrie. Pasquali, qui, reniant sa patrie, s'était mis en route vers un village d'Autriche, Pasquali l'illettré, abandonné de tous. Qui dira ce que pouvait être pour lui qui n'en connaissait ni l'histoire, ni la langue littéraire, qui n'en goûte ni l'art, ni la littérature, l'Italie qu'il a défendue contre l'insulte. Par où donc sa patrie qui a mutilé sa vie et n'a rien fait pour lui, est-elle entrée jusqu'au fond de sa chair ?

Mais pourquoi ce bon type de typographe, lui le malin *revenu* de ces histoires-là, a-t-il voulu aussi hisser sa patrie au-dessus de celle de Pasquali ?

Tout fin juillet 1914 est raccourci dans ce drame. Derrière la chute d'un corps, il y a le piétinement immense des armées en marche et Pasquali, dégrisé, peut pleurer; demain, lorsque la *Marche Royale* éclatera, il tuera encore. — B. GIAUFFRET.

FERDINAND VALENTIN : *L'Avènement d'une République*. (Perrin, édit.)
GEORGES DUBARBIER : *La Chine contemporaine*. (Geuthner, édit.)

La Chine est à l'ordre du jour. Les pondeurs de copie en profitent pour bâcler quelques centaines de pages sur la Chine moderne. Ce ne sont certes pas ces livres qui apporteront de la clarté. Les deux livres de MM. Valentin et Dubarbier, parus presqu'en même temps chez deux éditeurs différents, et qui se ressemblent comme deux frères, sont des modèles du genre. On ne peut imaginer plaidoyer plus plat, plus dépourvu de connaissances et d'intelligence, en faveur de l'impérialisme occidental et de ceux qui furent ses dévoués serviteurs. Sun Yat Sen ne fut qu'un brouillon et un corrompu; Yuan Che Kai, par contre, qui essaya de rétablir l'Empire à son profit, est un grand homme. Cela naturellement, comme toutes les autres affirmations de ces auteurs, sans l'ombre d'une preuve, sans la moindre tentative d'une justification quelconque.

Ces deux livres, qui se présentent comme des livres « sérieux », des livres d'histoire et non de polémique, dont l'un est paru chez un éditeur qui peut être considéré comme un éditeur d'ouvrages « de science », n'ont d'intérêt que comme des exemples du « déclin de l'Occident ». — R. L.

⁂

DE ROUSIERS : *Les Grandes Industries modernes.* — IV. *Les Transports maritimes*. (Colin, édit.)

C'est le quatrième volume de la série. Des quatre, c'est le moins bon. M. de Rousiers s'y est trop souvenu qu'il est secrétaire du Comité Central des Armateurs de France, et qu'en cette qualité il se devait de placer à chaque occasion un petit plaidoyer en faveur de l'augmentation des subventions de l'Etat aux armateurs. Cela dépare les observations intéressantes, bien qu'assez peu originales, que contient le livre, et dont les principales ont trait à la transformation suivie par l'industrie des transports maritimes lorsque le transporteur cessa d'être le commerçant lui-même, pour devenir un industriel distinct.

Il se produisit à cette époque une sorte de « désintégration verticale », qui tend maintenant à s'annuler par un mouvement d' « intégration » contraire (les commerçants en pétrole par exemple possèdent leur propre flotte). Marx appellerait cela « la négation de la négation », mais M. de Rousiers ne se hasarde pas à philosopher. — R. L.

❀ ❀ ❀

Nous avons reçu :

P.-J. Proudhon : *Œuvres complètes; De la célébration du Dimanche; Qu'est-ce que la Propriété ?* Introduction et notes de M. Augé-Laribé. Prix : 30 fr. (Rivière, édit.).

R. Perdon : *L'Historique des Assurances sociales en France*. Conférence faite à la Quinzaine Internationale de l'Ecole ouvrière supérieure de Bruxelles, le 8 août 1925. Prix : 1 fr. Brochure éditée par l'Union des Syndicats confédérés de la région parisienne.

André Breton : *Légitime défense*. Prix : 0 fr. 75. (Editions Surréalistes.)

Ed. Berth : *La fin d'une culture*. Prix : 10 fr. (Rivière, édit.)

L. Roya : *Histoire de Mussolini*. Prix : 13. fr. 50. (Kra, édit.)

Zinoviev : *Le Léninisme*. Prix : 14 fr. (Bureau d'éditions.)

La grève anglaise et les ouvriers de l'U. R. S. S. Prix : 4 fr. 50. (Bureau d'éditions.)

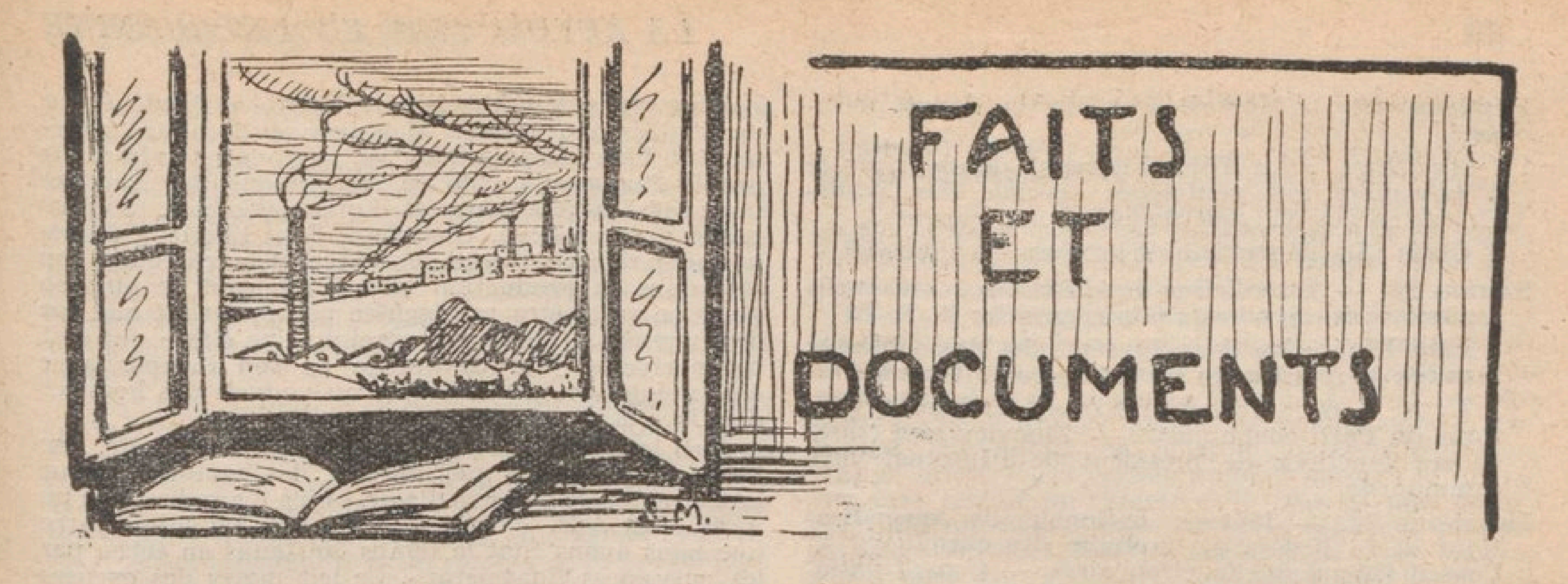
Leonhard Frank : *La Bande de Brigands*. Trad. par M. Gobat et A. Nussbaum. Prix : 12 fr. (Rieder, édit.)

Irène Kachowskaja : *Souvenirs d'une révolutionnaire*. Trad. par M. Livane et J. Newmann. Prix : 10 fr. 50. (Rieder, édit.)

Henri Fuss : *La Prévention du chômage et la Stabilisation économique*. Prix : 8 fr. (L'Eglantine, Bruxelles.)

Evzen Stern : *Le socialisme de Mazaryk*. Prix : 8 fr. (L'Eglantine, Bruxelles).

D.-J. Blum : *Christianisme et socialisme*. Prix : 8 fr. (L'Eglantine, Bruxelles.)



LES FAITS DU MOIS

VENDREDI 1er OCTOBRE. — Le Conseil de guerre de Trèves prononce huit condamnations pour propagande antimilitariste.

Allemagne : Grève des dockers de Hambourg.

Belgique : Le Comité de l'Internationale minière (Amsterdam) repousse une grève internationale de solidarité avec les mineurs anglais.

U. R. S. S. : La 15e conférence du Parti communiste est ajournée au 26 octobre.

SAMEDI 2. — Entrevue Briand-Chamberlain.

Pologne : Formation du cabinet Pilsudski.

DIMANCHE 3. — *Autriche :* A Vienne, Congrès « paneuropéen ».

Allemagne : A Neustadt, un sous-officier de l'armée d'occupation est poignardé dans un café.

LUNDI 4. — *Suisse :* Neuf cheminots sont asphyxiés sous le tunnel de Ricken.

MARDI 5. — *Allemagne :* On annonce la démission de Sévering, ministre de l'intérieur.

MERCREDI 6 — Circulaire Sarraut contre les ouvriers « étrangers » résidant en France.

— Assemblée des Conseil Syndicaux de la région parisienne en vue de la journée du 7 novembre.

Allemagne : Démission du général Von Seekt. — Le Comité des dockers de Hambourg décide la reprise du travail.

JEUDI 7. — Trois anarchistes espagnols sont condamnés par la 11e Chambre correctionnelle — Poursuites contre l'*Humanité* pour « outrages à l'armée ».

Angleterre : La Conférence des mineurs repousse les propositions du gouvernement. — La Conférence du Parti conservateur demande d'énergiques mesures contre les Trade-Unions.

VENDREDI 8. — Congrès National des Coopératives ouvrières de Production.

SAMEDI 9. — *Chine :* Reddition de la garnison d'Ou-Tchang, qui passe aux mains des armées cantonaises.

DIMANCHE 10. — A Nice, Mazzeri, ouvrier italien, est assassiné sur ordre des fascistes.

Belgique : Elections communales.

Etats-Unis : Le Congrès de la Fédération Américaine du Travail repousse la revendication immédiate de la semaine de cinq jours.

LUNDI 11. — Poursuites contre Clamamus et *Le Conscrit.*

— Voyage de Poincaré en Alsace-Lorraine.

Angleterre : 26e Conférence du Labour Party à Margate. — Le Comité des mineurs du Leicestershire décide la reprise du travail, en violation des décisions de la Fédération.

MARDI 12. — Dépôt du projet de budget de 1927. — Grève des mineurs de Faymoreau (Vendée).

Chine : La canonnière française *Alerte* essuie des coups de feu sur le Yan-Tsé-Kiang.

MERCREDI 13. — Grève des mineurs de la fosse De Sessevalle à Somain (Nord).

— On annonce que Renaudel quitte *Le Quotidien.*

JEUDI 14. — Congrès du Parti radical-socialiste à Bordeaux.

Suisse : Réunion du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail.

Angleterre : Incidents de grève à Port-Talbot. — Asquith démissionne du poste de leader du Parti libéral.

VENDREDI 15. — *Angleterre :* Le Comité exécutif des mineurs se transforme en « Conseil de guerre » et va siéger dans le Middland, pour enrayer les défections.

— L'Association du Warvickshire invite Frank Hodges à démissionner.

Autriche : Démission du cabinet sous la menace de grève des fonctionnaires.

Chine : Congrès du Kuo-ming-tang.

SAMEDI 16. — Manifestation des T. C. R. P. unitaires pour la réintégration des révoqués.

Angleterre : Congrès du Parti communiste

Roumanie : Ajournement du procès de Boris Stéfanof, militant communiste.

DIMANCHE 17. — A Puteaux, commémoration de l'assassinat d'André Sabatier.

Angleterre : Les mineurs du Nottinghamshire décident de cesser le travail à nouveau.

U. R. S. S. : Trotsky, Zinoviev, Kamenev, etc., déclarent se soumettre au comité central et se désolidariser de Chliapnikov-Medvediev.

LUNDI 18. — Grève des mineurs de la fosse 2 de Billy-Montigny (Pas-de-Calais).

MARDI 19. — Meeting des fonctionnaires parisiens. — Grève d'un quart d'heure des ouvriers de la T. C. R. P

— Manifeste d'industriels et de banquiers pour « la liberté économique internationale ».

Angleterre : Réunion de la conférence impériale. — Tentative ratée d'enlèvement de Cook.

MERCREDI 20. — Le Conseil de guerre de Tunis condamne aux travaux forcés deux soldats pour désertion sur le front rifain.

Etats-Unis : Mort d'Eugène Debs.

JEUDI 21. — Poursuites contre *La Caserne.*

Chine : Quinze cuirassés étrangers arrivent à Shanghaï.

VENDREDI 22. — Mort de Jean Martin, député socialiste.

Angleterre : Le Conseil général décide pour le 3 novembre une conférence spéciale des Trade-Unions en vue de l'aide financière aux mineurs.

Chine : La loi martiale est proclamée à Shanghaï.

SAMEDI 23. — Interdiction de *la Riscossa*. — Conseils nationaux des Syndicats Confédérés des P. T. T.

Etats-Unis : La Cour Suprême du Massachussets repousse la revision du procès Sacco et Vanzetti.

U. R. S. S. : Trotsky est exclu du bureau politique du Parti communiste. — Zinoviev sera relevé de ses fonctions de président de l'Internationale communiste.

DIMANCHE 24. — Journée nationale de revendications de la Fédération unitaire des cheminots. — Conseil fédéral des fonctionnaires. — Conseil national de la Fédération Postale confédérée.

— Congrès des Usines de la Métallurgie de Grenoble et de la région.

— Le Conseil fédéral socialiste de la Seine approuve le maintien de Paul-Boncour à la Société des Nations.

Angleterre : Le gouvernement interdit la parole à Cook.

LUNDI 25. — *Belgique* : Création du *Belga*, nouvelle monnaie de compte et de change.

Chine : Le gouverneur de Shanghaï ferme les locaux des Syndicats ouvriers.

MARDI 26. — Manifestation, à Paris, des fonctionnaires mutilés ou veuves de guerre.

U. R. S. S. : 15 Conférence du Parti communiste.

MERCREDI 27. — Le verdict de Trèves (1er oct.) est confirmé à Coblence.

Angleterre : Nouveaux pourparlers entre le gouvernement et les dirigeants des Trade-Unions.

JEUDI 28. — *Italie* : Quatrième anniversaire de la « marche sur Rome ».

VENDREDI 29. — Meeting du Secours Rouge en faveur de Sacco et Vanzetti. — Comité National de la Fédération unitaire du Bâtiment. — Comité National de la vieille C. G. T.

U. R. S. S. : Chliapnikov et Medvediev se soumettent à leur tour au Comité Central.

DIMANCHE 31. — Conseil national du Parti socialiste.

Italie : Nouvel attentat — hélas ! manqué — contre Mussolini.

L'utopie de l'expropriation par l'impôt.

Après la constitution du ministère Poincaré « d'union sacrée », après le Congrès radical de Bordeaux, il n'est plus personne, je pense, qui ne doute de la faillite complète de la politique du 11 Mai.

Pourquoi cette politique a-t-elle fait faillite, pourquoi une telle politique ne pouvait-elle et ne *pourra-t-elle* jamais que faire faillite, nous en avons indiqué incidemment à plusieurs reprises les raisons: il n'est peut-être pas inutile d'en faire une revue d'ensemble, maintenant que l'expérience est terminée.

La raison qui les résume toutes, c'est que le parti radical est le représentant des classes petites-bourgeoises, c'est-à-dire le représentant de classes périmées, qui, malgré leur importance numérique, ne jouent plus qu'un rôle tout à fait accessoire dans la production. Le parti radical est le représentant de la boutique, du petit atelier, des professions libérales, toutes choses qui relèvent d'un mode de production dépassé, toutes choses qui représentent la « réaction » dans le domaine de l'Economie, tandis que leurs contraires, grand magasin, grande usine, finance internationale, qui sont les véritables formes modernes de la production, sont celles qui représentent le « progrès ».

Dès lors tout s'explique.

L'insuffisance des individus ? — Ah, certes ! il est difficile de trouver gens plus nuls que les chefs du Cartel. Comme types de *minus habens*, Herriot et Painlevé sont particulièrement réussis. Mais pouvait-il en être autrement ? Une classe décadente peut-elle produire de grands hommes, ou même simplement des hommes moyens? Les représentants d'une classe sont toujours taillés à son échelle. Une classe dont l'horizon économique se rétrécit chaque jour davantage, parce que son rôle dans la production va se réduisant de plus en plus, ne peut être représentée politiquement que par des hommes à l'horizon restreint. Une classe qui doit céder chaque jour davantage de son indépendance économique ne peut déléguer au pouvoir des hommes d'audace et de caractère.

Mais les Herriot et les Painlevé eussent-ils été, par l'effet de je ne sais quel miracle, des hommes voyant loin et ayant le courage d'agir, qu'ils n'auraient pas pu néanmoins agir. « Nous n'avons rien pu faire, parce que nous avons tout le temps été tenus en échec par les puissances financières ». Ce leit motiv des excuses d'Herriot est la seule chose sensée qu'il ait jamais dite. Les rouages essentiels de la vie matérielle moderne, tous les postes de commandement de l'Economie sont en effet concentrés entre les mains du grand Capital. Dès lors comment voulez-vous gouverner contre celui-ci ? il vous affamera en cinq sec.

La précarité de la situation financière de l'Etat français, qui se traduit par l'instabilité du change, fournit pour le moment un moyen commode pour le Haut-Capitalisme de faire prévaloir sa volonté, mais ce serait une grave erreur de croire qu'avec une monnaie stable, le Capital serait désarmé. A défaut de l'arme du change, le Capital peut en utiliser une multitude d'autres, depuis la corruption du personnel gouvernemental et administratif, jusqu'à la fermeture des usines, comme en Russie, en 1917. En tout temps, qui tient la direction de l'Economie tient la nation au ventre; qui tient la nation au ventre est le maître de l'Etat.

Il était donc impossible au Cartel de réaliser son programme, mais ce programme en lui-même que valait-il ? Le point commun sur lequel socialistes et radicaux s'étaient mis d'accord, était ce qu'on a appelé l'impôt sur le capital, ou, d'une manière plus générale, l'établissement de nouveaux impôts fortement progressifs.

Les radicaux espéraient, grâce à ces impôts, sauver artificiellement la petite propriété; en mettant des entraves fiscales au développement des grandes entreprises, les radicaux voulaient tenter de s'opposer à la concentration du capital et de l'industrie, permettre ainsi de se survivre à des formes désuètes de la production.

Pour les socialistes, dans la mesure du moins où ils sont autre chose que de simples radicaux, dans la mesure où ils représentent la classe ouvrière, le but, avoué ou non, était autre : il s'agissait de faire revenir à la communauté, par le moyen de l'impôt, les profits réalisés par le capital privé.

Si le but radical était réactionnaire, le but socialiste n'était qu'utopie.

C'est une vieille utopie, en effet, utopie tenace et dangereuse, parce qu'utopie de paresseux et de jouisseurs, utopie de « consommateurs » s'opposant au réalisme des « producteurs », celle qui consiste à s'imaginer que le socialisme est réalisable par le moyen de l'impôt.

Quelle admirable et agréable chose pourtant ce serait ! On laisserait les charges et la direction de la production aux capitalistes, ce serait à eux de se débrouiller, à eux le risque et les responsabilités, et puis ensuite, grâce au moyen magique de l'impôt, tous les profits qu'ils auraient faits retourneraient dans la poche des travailleurs !

Beau rêve, mais rêve ! Une classe n'a jamais accepté, ne peut pas accepter la responsabilité de la direction de la production, sans en avoir les profits.

Un capitaliste n'appliquera pas ses capitaux à la production, si cela ne doit rien lui rapporter, si la plus-value qu'il pourra extraire du travail de ses ouvriers doit lui être enlevée ensuite plus ou moins totalement par l'Etat. Ou bien l'impôt ne représente qu'une faible partie du bénéfice patronal, il n'entrave pas alors le fonctionnement de la production capitaliste, mais dans ce cas il suffit tout juste à faire face aux frais

généraux de la société bourgeoise et sa valeur est donc nulle comme moyen d'expropriation; — ou bien il est à un taux élevé, suffisant pour pouvoir être véritablement une expropriation, mais il ne reste plus alors à la bourgeoisie qu'une part trop faible de plus-value pour l'inciter à produire. Des impôts trop lourds entraînent à bref délai, en régime capitaliste, l'anémie de la production, le ralentissement progressif de l'activité économique, si bien que l'impôt arrive à exproprier de moins en moins parce qu'il y a de moins en moins à exproprier.

Non! l'expropriation ne peut pas s'appliquer qu'aux profits. Non! l'expropriation du capitalisme ne peut s'opérer tout en laissant au capitalisme la gestion de l'Economie. Il ne peut y avoir retour aux travailleurs de la totalité du produit de leur travail qu'à la condition que les travailleurs assument eux-mêmes la direction, les responsabilités et les risques de la production. La suppression de l'exploitation capitaliste n'est possible qu'à la condition que la classe ouvrière affirme en même temps sa capacité, en s'emparant de la direction de l'Economie, dans l'ensemble et dans les détails. Ce n'est qu'en devenant le maître de la production, le maître véritable, celui qui dirige l'atelier et l'usine, que le travailleur pourra ne plus abandonner à d'autres une part du produit de son travail.

L'impôt ne saurait en aucune manière remplacer la *socialisation*, c'est-à-dire le passage des entreprises elles-mêmes, et non pas seulement de leurs profits, entre les mains des travailleurs. — R. Louzon.

⁂

La vieille C. G. T. contre les "Amis de l'Unité". Le Comité National de la vieille C. G. T. a, le 30 octobre, voté la résolution suivante, que nous reproduisons à titre documentaire :

Une fois de plus, le Comité confédéral confirme, sur la question de l'unité syndicale, ses résolutions antérieures et celles des Congrès confédéraux, dont il reste le fidèle interprète.

Il déclare que le syndicalisme ainsi que le détermine la charte d'Amiens entend rester maître de son action et de ses destinées; que celles-ci ne sauraient être influencées par les tactiques et les manœuvres de groupements extérieurs, quels que soient ces groupements.

Aux propositions répétées et systématiques d'unité de front dont, sous les prétextes les plus divers, il est l'objet de la part des groupements dissidents agissant sous l'inspiration avouée du parti communiste, il répond par un refus net et catégorique, et dénonce les organismes de superfétation, tel le groupe des « Amis de l'Unité », en blâmant tous ceux qui, en y participant, se prêtent aux manœuvres des destructeurs de l'unité ouvrière.

Il déclare n'être pas dupe de ces propositions, que n'a jamais inspirées l'intérêt ouvrier, et qui n'ont d'autre but que d'alimenter les campagnes de presse destinées à discréditer la C. G. T.; d'essayer d'apporter le trouble dans les organisations confédérées, de favoriser, par des moyens tortueux, toutes les tentatives de désorganisation, de discréditer, par les calomnies les plus viles, les militants en qui le syndicalisme a mis sa confiance; propositions qui, dans certains cas, se concrétisent par la coalition contre les organisations confédérées de tous les groupements jaunes, sous la conduite occulte du parti communiste.

Le développement de ces manœuvres contre la véritable unité syndicale que personnifie la C. G. T., le redoublement des campagnes de dénigrement et de calomnies qui les accompagnent, n'empêcheront pas la C. G. T. de poursuivre, en l'intensifiant, l'action pour la réalisation de son programme.

Cette motion a recueilli l'approbation de 30 Fédérations et 68 Unions. 2 Unions (Meurthe-et-Moselle et Vienne) se sont prononcées *contre*. Il y a eu 7 abstentions (3 Fédérations et 4 Unions).

L'organisation de la solidarité. Le problème de la solidarité, soulevé par le Syndicat du Livre de Rouen (*R. P.* d'octobre), n'est pas nouveau et a toujours préoccupé de nombreux militants; il n'est guère de congrès qui n'en ait causé. Reconnaissons cependant qu'il n'a encore reçu à ce jour aucune solution véritable.

Pourtant les projets n'ont pas manqué et l'on aurait pu croire ces années-ci qu'un commencement de réalisation pratique allait aboutir. On avait parlé d'un carte nationale de solidarité de la C. G. T. U. L'idée était bonne et quelles que soient les difficultés à surmonter elle aurait pu recevoir un commencement d'application. Il est certain aujourd'hui que la solidarité doit revêtir un caractère de plus en plus grand. C'est une question d'ordre industriel régional, national et international. C'était là au premier chef l'œuvre à accomplir par la C. G. T. U. Hélas! nous ne voyons rien jusqu'à ce jour. L'œuvre de solidarité est laissée à l'application bénévole des syndicats, impuissants pour la plupart, sans qu'aucun lien vienne souder les efforts isolés qui dans l'ensemble restent nuls.

Un autre point important, pour nos grandes industries, était celui qui consistait à faire participer à cette action le nombre immense des ouvriers non-syndiqués afin de nous lier étroitement avec eux. Or, jusqu'à ce jour il n'a été tenu compte que d'une aggravation nouvelle des charges des syndiqués.

Certes, il y a bien le Secours Rouge, fondé en vue de la défense des victimes de la répression mondiale, mais bien que, de pair avec la colonisation des syndicats, on tente de le faire servir à toutes les besognes, il ne peut y aboutir qu'en se substituant aux organisations syndicales elles-mêmes, ce qui ne doit pas être. La question reste donc entière à résoudre.

Je pense qu'elle ne peut aboutir qu'en se basant sur les points suivants :

1° Dans les grands centres, création d'une caisse de solidarité avec cartes et timbres;

2° Participation de tous les ouvriers syndiqués ou non, impliquant la gestion et le contrôle par les deux éléments;

3° La préférence doit être donnée à une caisse d'ordre industriel et régional, afin de lier l'esprit et les besoins de solidarité des ouvriers;

4° Organisation d'une caisse nationale pouvant être alimentée par différentes resources régulières et par l'institution d'une carte unique devant servir surtout dans les moments exceptionnels.

Qu'on me permette de rappeler ce qui fut fait dans ce sens dans la métallurgie parisienne.

En 1923, les Congrès d'usines décidaient la constitution d'une caisse de solidarité placée sous le contrôle des syndicats intéressés et d'une Commission nommée par le Congrès et représentant les délégués d'usines, syndiqués ou non. Des statuts furent adoptés, des cartes et timbres édités en grand nombre. Au bout d'un an, plus de 70.000 francs avaient été recueillis et ce n'était qu'un début. Certains mouvements grévistes de l'époque ne furent soutenus que par ces ressources. Faut-il ajouter que loin de nuire au recrutement syndical, ce fut le contraire qui se produisit.

Nous avions trouvé un aliment, une base matérielle et solide à la propagande et à l'action des Congrès d'usines qui auraient permis — Delagarde le rappelait dans la *R. P.* de septembre, — dans la période favorable, de conquérir de sérieux avantages.

Hélas! Congrès d'usines, Comités d'usines, tout cela était d'émanation syndicaliste. Horreur! deux fois horreur!

Nous étions au début du mot d'ordre des C. U. P., émanation du Parti. Tout fut abandonné, autant par inconscience que par ignorance. L'œuvre de solidarité, si bien commencée, fut tuée net. Et il est des choses que l'on tue si bien qu'il est difficile de les faire revivre.

Faut-il en conclure qu'il est trop tard ou que la question est impossible à résoudre. Je ne le pense pas et si notre action syndicale doit reprendre sa place, elle doit à son honneur d'apporter une solution au problème de la solidarité. — A. Pelletier

Petites remarques.

Painlevé et l'Union civique.

Nous signalons au syndicat des boulangers ce passage du rapport moral du président de l'Union civique, le général Balfourier, au Congrès des Unions civiques tenu à Saint-Etienne le 5 juin dernier :

En ce qui concerne nos relations actuelles avec les Pouvoirs publics, les satisfactions nous sont assez parcimonieusement ménagées. Naguère, le ministre du Commerce désavouait sans précautions épistolaires l'accueil très favorable que ses fonctionnaires subordonnés avaient réservés à des pourparlers de l'Union Civique de Paris au sujet d'une menace de grève des Postes.

Par contre, nous avons obtenu, ces jours derniers, l'autorisation du ministre de la Guerre de reprendre les stages de panification à l'Intendance militaire de Paris.

***

La Conférence syndicale féminine.

— Pas trop mal, pour un commencement, cette Conférence syndicale féminine parisienne.

— Quoi, un commencement ! Non, Lichon, il y a plus de vingt ans qu'on a commencé.

Depuis qu'elle existe, la C. G. T. U. a eu trois secrétaires pour la propagande syndicale féminine d'abord Marie Guillot, dont on a saboté le travail parce qu'elle était minoritaire; puis Lucie Colliard, qui ne savait pas être dans la ligne; enfin Alice Brisset qui est dans la ligne mais qui ignorait tout du mouvement syndical.

Bien avant, en 1914, à l'ordre du jour du Congrès confédéral de Grenoble, que la guerre empêcha de tenir, figurait la création d'un Secrétariat syndical féminin.

En 1921, au Congrès de Lille, la minorité faisait adopter la création de ce Secrétariat féminin. Hélas ! la scission survenait et cette création retombait dans les limbes.

Non, Lichon, nous n'en sommes pas au commencement, mais à un sempiternel recommencement.

***

Manifestations spontanées.

L'art de la mise en scène fait des progrès, non seulement au théâtre, mais dans les syndicats, les Congrès, dans toutes les branches de l'activité révolutionnaire.

Exemple, cette circulaire confidentielle adressée par Vaillant-Couturier et Fégy aux secrétaires des cellules et rayons des villes situées sur le parcours du Tour de France cycliste :

*Il est utile que la voiture de l'*Humanité *soit l'objet de démonstrations de sympathie. Elle sera acilement reconnaissable grâce aux oriflammes qui la décoreront.*

Nous vous demandons donc d'organiser discrètement de petites démonstrations de caractère spontané. Pour cela, il serait utile de disséminer sur le parcours, un ou deux kilomètres avant l'arrivée, les camarades du parti, des syndicats et sympathisants. En aucun cas, ne convoquer par presse.

Mince de manifestation spontanée !

***

Syndicats d'affinités ou Dogme de l'unité syndicale.

« La Ligue syndicaliste, écrit Schapiro, c'est le dogme de l'unité syndicale à tout prix, parce que le syndicalisme communiste a fait honteusement faillite ».

En effet, comme en juillet 1922, nous sommes résolument contre les syndicats d'affinités; nous estimons que trente-six syndicats d'affinités dans une même corporation, trente-six scissions successives, constituent la négation la plus évidente du syndicalisme révolutionnaire.

Schapiro reste fidèle à ce qu'affirmait le *Bulletin* de l'Internationale de Berlin en 1922 :

« *Une expérience de plusieurs années pour le maintien de cette unité organique, c'est-à-dire l'unité pour la forme, a convaincu la majeure partie des ouvriers français qu'une scission était préférable à une telle unité.*

Pour notre part, nous restons fidèles au dogme de l'unité syndicale.

***

Pauvre Rappoport !

— Depuis plusieurs mois on ne voit plus d'articles de Rappoport dans l'*Humanité*, serait-il malade ?

— Il a démissionné ! Vous ne le savez donc pas ? Il avait été désigné pour diriger le nouveau quotidien de Lille, l'*Enchaîné*. La veille du départ, contre-ordre. Il était dégommé et remplacé par Daniel Renoult, à qui il ne suffisait pas d'avoir tué sous lui le premier quotidien communiste du soir, l'*Internationale*.

— Et Rappoport s'est fâché ! Ce n'était pas de jeu en effet. Après son attaque contre Gautier au Congrès de Lille, il méritait plus d'égards.

:-: ENTRE NOUS :-:

A partir du 1er janvier, nous paraîtrons tous les quinze jours.

C'est tranché, nous paraîtrons deux fois par mois, le 1er et le 15, à partir du 1er janvier prochain. Notre numéro prochain, de décembre, sera le dernier de la *R. P.* mensuelle, à 32 pages. Le numéro suivant qui sortira le 1er janvier, inaugurera la série bi-mensuelle de la *R. P.* sur 16 pages.

La consultation ouverte auprès des abonnés nous a confirmé dans notre projet. Beaucoup d'avantages, peu d'inconvénients. La publication plus fréquente nous rapproche du lecteur; les numéros moins tassés, moins copieux faciliteront la lecture. Il faut bien le dire, l'appétit intellectuel n'est pas très fort. Il a besoin d'être stimulé. Nos abonnés aussi. Ceux de la *V. O.* d'avant guerre nous écrivaient plus souvent; ils nous faisaient part plus facilement des remarques suggérées par la lecture du numéro, des suggestions, des idées, des propositions d'articles, toute la quote-part qu'une coopérative intellectuelle est en droit d'attendre de ses participants.

Giauffret n'est pas rassuré : « les 16 pages bimensuelles seront, certes, moins lourdes, plus faciles à lire et cela aidera à la diffusion, *mais on y perdra sur le fond.* »

Fichtre, non ! il ne faut pas qu'on perde sur le fond. Nous ne sacrifierons pas les études sérieuses. Au contraire.

Le prix de l'abonnement sera porté à 30 francs.

Nous avons beau tirer sur la corde, il nous est impossible de ne pas suivre la montée des prix d'impression et de papier. A partir de janvier, le prix de l'abonnement pour un an est fixé à 30 francs (40 fr. pour les autres pays) ; pour 6 mois à 16 francs (22 fr. pour les autres pays).

Ne dépensant pas un sou pour l'administration ni pour la rédaction, il est bien naturel que nous demandions à nos abonnés de payer la revue ce qu'elle nous coûte d'impression.

" On ne la trouve nulle part ".

On se plaint de ne trouver la *R. P.* nulle part, ni chez les libraires, ni dans les kiosques. Evidemment, elle n'est que dans un petit nombre. Il y aurait intérêt à ce qu'on puisse la trouver au moins dans chaque quartier, dans chaque localité de banlieue, et dans chaque ville de province. A nos amis de nous trouver des dépositaires.

Le Gérant : V. GODONNÈCHE

Imp. Nouvelle (assoc. ouv.), 11, rue Cadet. — 1968-11-26.